

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1596

[C - 2000/27278]

**8 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant le statut des fonctionnaires de la Région**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Madame et Messieurs les Ministres,

I. PRESENTATION GENERALE

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre au Gouvernement procède à la réfection de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, annulé par le Conseil d'Etat en date du 26 novembre 1999. L'annulation est intervenue pour cause de violation de l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973.

Cet arrêté du Gouvernement apportait d'assez nombreuses modifications au statut des fonctionnaires de la Région, principalement en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois (fiches des qualifications et des capacités), les procédures de mutation et de transfert, les conditions d'avancement à certains grades, la date d'effet de certaines nominations, le régime d'évaluation et le régime disciplinaire.

La réfection qui est proposée est une réfection rétroactive au 1^{er} mars 1997 (voir l'article 38), date de l'entrée en vigueur de l'arrêté annulé. La rétroactivité en l'espèce peut être admise, compte tenu du motif de l'annulation (absence de consultation du Conseil d'Etat sans qu'ait existé une motivation de l'urgence jugée satisfaisante) et des effets négatifs de l'annulation sur la continuité et le bon fonctionnement du service public.

Plus précisément, le principe posé en règle générale par l'article 2 du Code civil, selon lequel la loi n'a point d'effet rétroactif, admet toutefois que lorsqu'elle refait un acte annulé par le Conseil d'Etat, l'autorité administrative fasse rétroagir l'acte nouveau si cela s'avère indispensable au bon fonctionnement ou à la continuité du service public. En la circonstance, la plupart des dispositions annulées, relatives au cadre, au répertoire, aux fiches des qualifications et des capacités et aux autres conditions d'accès aux emplois, aux procédures de mutation, de transfert, de permutation, à la durée du stage, au délai d'attribution des emplois, à l'évaluation, à la détermination des anciennetés administratives, portaient sur des éléments concourant au mécanisme complexe d'attribution des emplois. L'absence de réfection rétroactive frapperait de caducité les procédures d'attribution en cours et retarderait longuement la mise en uvre de nouvelles procédures d'attribution, ne serait-ce qu'en raison de la nécessité de refaire un cadre et de rédiger une description de fonction pour chaque emploi alors qu'une attribution régulière des emplois est indispensable au bon fonctionnement ou à la continuité du service public.

On observera en outre que l'annulation des dispositions touchant au régime disciplinaire conduit à un état des textes qui empêche la mise en uvre de nouvelles procédures et frappe de caducité les procédures en cours et que la possibilité pour l'autorité de réprimer les manquements des fonctionnaires à leurs devoirs et obligations est indispensable au bon fonctionnement ou à la continuité du service public.

Cette réfection proposée n'est toutefois pas intégrale dans la mesure où l'article 31 de l'arrêté annulé, portant sur les critères de représentativité à la chambre de recours, échappe à la réfection. Les critères de représentativité à la chambre de recours sont donc bien ceux de l'article 81, § 4, alinéa 2, du statut des fonctionnaires de la Région dans sa rédaction originelle du 17 novembre 1994.

Une réfection rétroactive quasi identique, pour des raisons de continuité et de bon fonctionnement de service public, ne saurait ignorer le large accord sur la nécessité d'apporter de nouvelles réformes au statut des fonctionnaires de la Région. C'est la raison pour laquelle il est apparu nécessaire d'exprimer formellement (voir l'article 38) que cette réfection est temporaire, dans l'attente des réformes précitées.

II. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

Article 1^{er}

L'absence de réfection obligerait à une modification du cadre avant de procéder à toute nouvelle déclaration de vacance d'emploi.

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 2

En l'absence de réfection, il y aurait obligation de procéder à la rédaction d'une description de fonction pour chaque emploi du cadre.

Article 3

L'absence de réfection supprimerait la possibilité de promotion sur place prévue par l'arrêté annulé.

La notion de résidence administrative est fixée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région. Domicile et résidence personnelle doivent s'entendre de toutes les hypothèses où des dispositions légales ou réglementaires imposent au fonctionnaire de s'établir au lieu où est situé l'emploi, c'est-à-dire à la résidence administrative.

Article 4

La réfection maintient la possibilité d'accéder au niveau 2 à partir du niveau 4, disposition introduite en 1997 pour tirer une conséquence logique du fait qu'aucune condition de diplôme n'est plus exigée ni au niveau 3 ni au niveau 4.

Article 5

L'objection du Conseil d'Etat est rencontrée par l'article 34 du statut, qui dispose que « les conditions que le fonctionnaire doit remplir pour pouvoir être nommé doivent être satisfaites le jour de la déclaration de vacance ».

Article 6

Article 12 - Observation 1

L'objection du Conseil d'Etat est rencontrée par la constatation que les vacances d'emploi sont portées à la connaissance des fonctionnaires susceptibles d'être nommés par mutation ou par transfert conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.

Articles 7, 13 et 21

Le Conseil d'Etat observe qu'il y a une contradiction entre les articles 14 et 23 en projet qui suppriment dans les conditions à remplir pour la mutation ou le transfert les termes « et à sa qualification » et l'article 6, alinéa 2, en projet qui prévoit notamment que la mutation et le transfert sont subordonnés "... à la possession des qualifications et des capacités imposées par la fiche des qualifications et des capacités".

Il est proposé de ne pas suivre la remarque du Conseil d'Etat car la suppression aux articles 14 et 23 en projet des notes « et à sa qualification » évite une incohérence plutôt qu'elle ne l'introduit.

En effet, l'article 6, alinéa 2, en projet, fixe les conditions générales à remplir pour l'accès à un emploi selon l'un des modes prévus à l'article 8 actuel de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994. Par conséquent, n'évoquer aux dits articles 14 et 23 en projet que les qualifications et non les qualifications et les capacités introduirait une incohérence avec l'article 6, alinéa 2.

A l'article 40 en projet, en revanche, dans la mesure où la permutation y est définie comme la mutation concomitante ou le transfert concomitant de deux fonctionnaires, les mots « et de même qualification au sens de l'article 6 » doivent être supprimés.

Article 8

Sans réflexion, il ne serait plus possible d'accorder de mutations pour raisons sociales ou familiales en l'absence d'emploi déclaré vacant. Il ne pourrait plus non plus être organisé de procédures de mutation fondées sur le répertoire.

Article 9. — Observation 1

Article 16

Le Conseil d'Etat constate que l'alinéa 2 de l'article 16, § 1^{er}, en projet déroge à la règle de l'ancienneté lorsque la mutation concerne les fonctionnaires de rang A4 et de rang supérieur. Il s'interroge sur le critère objectif qui est pris en considération pour la mutation de ces fonctionnaires supérieurs.

Il est proposé de s'en tenir aux critères actuels qui sont pris en considération par le Gouvernement lorsqu'il doit nommer un fonctionnaire de rang A4 et de rang supérieur car au niveau des emplois d'encadrement, les nécessités de la recherche de la meilleure adéquation possible du fonctionnaire à la fonction ne peuvent plus s'accomoder des aléas que peut présenter une sélection en fonction du seul critère de l'ancienneté.

Plus précisément, en ce qui concerne les fonctionnaires de rang A4 et de rang supérieur candidats à la mutation ou au transfert, les critères objectifs qui président au choix du Gouvernement sont les titres et mérites de ces divers candidats, ainsi qu'il en va en d'autres matières, par exemple en matière de promotion par avancement de grade pour l'ensemble des fonctionnaires du niveau 1.

Article 9. — Observation 2

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Articles 10 et 11

La réflexion permet que ne soit pas réinstaurée une condition d'examen pour l'avancement aux rangs D1 et E1

Articles 12 à 16

Les modifications apportées en 1997 aux règles de transfert ont été calquées sur les modifications apportées aux règles de mutation.

Article 12. — Observation 1

Voir sous l'article 6

Article 12. — Observation 2

A l'article 22, alinéa 2 (1), pour ce qui est des mutations et des transferts aux rangs A1 et A2, les candidatures sont soumises directement au Gouvernement qui, conformément aux articles 16, § 1^{er}, et 26 du statut, choisit le meilleur des candidats sur la base de leurs titres et mérites.

Article 13

Voir sous l'article 7.

Article 14

Le Conseil d'Etat observe que l'article 24 en projet, qui détermine notamment la composition de la commission qui sera amenée à examiner les demandes de transfert, contient peu de précision sur ses règles de fonctionnement. L'élément objecté par le Conseil d'Etat n'a pas posé de problèmes dans les faits.

Il est à signaler au surplus que l'article 24, alinéa 2, en projet a dans l'intervalle été remplacé par d'autres dispositions en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 modifiant diverses dispositions en vue de favoriser la mobilité entre les services du Gouvernement et certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ainsi qu'entre ces organismes.

Article 15

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée, sous réserve du maintien du mot « besoins » pour raison d'uniformité terminologique.

Article 16

Voir sous l'article 9, observation 1.

Article 17

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 18

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 19

La réflexion de cet article est importante par rapport à la possibilité de mener à bien les procédures d'attribution des emplois. Il est vite apparu en effet que le délai de neuf mois fixé en 1994 était insuffisant à cet égard.

Article 20

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 21 à 24

Les modifications apportées en 1997 avaient pour but d'homogénéiser les dispositions relatives à la permutation avec les dispositions relatives à la mutation et au transfert, avec lesquelles elles forment un tout.

Article 21

Voir sous l'article 7.

Articles 25 à 28

La modification de 1997 au régime d'évaluation a porté sur la création d'un système d'attribution d'une nouvelle évaluation positive sans réunion du collège, à moins que le collège ne souhaite expressément qu'il soit débattu de la nouvelle évaluation à attribuer.

Il était en effet rapidement apparu après 1994 que l'obligation de réunir formellement le collège dans tous les cas, alors que l'évaluation de la majorité des fonctionnaires ne posait pas problème, était de nature à entraîner des dépenses d'énergie stériles. Ce constat reste vrai.

Une évaluation positive constituant une condition de promotion du fonctionnaire, la réfection permet des procédures de promotion sans devoir évaluer formellement l'ensemble des candidats à ces promotions.

Articles 29 à 31

Il est à noter que le régime disciplinaire ne pourrait fonctionner sur la seule base des dispositions restaurées de 1994, étant donné l'abrogation, en 1998 (2), des articles 75 à 77 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.

Article 29

Article 66 en projet

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 67 en projet

L'article 31, § 3, de l'arrêté royal fixant les principes généraux ne peut être compris en ce sens que la suspension disciplinaire n'entraînerait qu'une retenue de traitement égale au plus à la retenue visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs, soit une retenue de 20 %.

Sauf en effet à dénaturer la notion de suspension disciplinaire, on doit considérer qu'il est interdit au fonctionnaire suspendu de travailler. Et en simple application de la loi du service fait, le fonctionnaire qui n'assure par son service n'a pas droit à son traitement.

L'article 31, § 3, doit en conséquence se comprendre, ainsi que le fait l'article 67 en projet, comme une règle d'étalement dans le temps de la privation de traitement qu'entraîne la mesure de suspension disciplinaire, de manière à éviter qu'un fonctionnaire soit exposé à se retrouver brutalement sans aucune ressource.

Ainsi, un fonctionnaire suspendu pour une durée d'un mois recevra 80 % de son traitement net à titre d'avance le mois de sa suspension. Ce fonctionnaire recevra également 80 % de son traitement net au cours des quatre mois suivants, l'avance reçue étant ainsi compensée. Au total, et conformément au prescrit de l'arrêté royal fixant les principes généraux, le fonctionnaire aura fait pendant cinq mois l'objet d'une retenue de traitement qui n'aura pas été supérieure à la limite fixée à l'article 31, § 3.

Article 68 en projet. — Observation 1

Le Conseil d'Etat observe que l'article 68 en projet ne prévoit pas que lors de l'audition du fonctionnaire par son supérieur hiérarchique, il peut se faire assister d'une personne de son choix. Or, rappelle la Haute juridiction administrative, l'article 35 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux prévoit « qu'à tout moment de la procédure disciplinaire, l'agent peut, pour sa défense, être assisté par la personne de son choix ».

Il est proposé de ne pas suivre cette observation du Conseil d'Etat dans la mesure où c'est à dessein, dans le souci de rencontrer de précédentes observations du Conseil d'Etat (3) et dans un souci de cohérence interne, qu'il a été systématiquement omis de préciser que le fonctionnaire pouvait pour sa défense être assisté par la personne de son choix : il faut omettre de reproduire « des dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler des dispositions d'intensité de force obligatoire supérieure ». Or, que le fonctionnaire puisse à tout moment de la procédure disciplinaire être assisté par la personne de son choix est déjà explicitement prévu, comme le rappelle le Conseil d'Etat, par l'article 35 de l'arrêté royal précité.

Article 68 en projet. — Observation 2

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 69 en projet

Voir sous l'article 68 en projet, observation 1.

Article 71 en projet

Le Conseil d'Etat observe que dans le souci de préserver le principe de l'impartialité dans le déroulement de la procédure disciplinaire, l'alinéa 2 en projet doit indiquer que parmi les deux membres du Gouvernement désignés pour procéder à l'audition du fonctionnaire ne peut figurer le membre du Gouvernement qui a formulé la proposition définitive de sanction.

Il rappelle aussi que ce même alinéa doit préciser également que le fonctionnaire ainsi entendu peut se faire assister de la personne de son choix.

A propos de cette dernière observation, il est renvoyé au commentaire qui figure sous l'article 68 en projet.

Au sujet de la première observation, le raisonnement suivi dans le commentaire sous l'article 68 en projet peut être repris. En effet, l'article 34 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux dispose que « l'autorité qui prononce la peine ne peut être celle qui poursuit ».

Il est donc proposé d'omettre de reproduire le principe de cette disposition dans l'article 71 en projet puisqu'il ne ferait que rappeler une disposition d'intensité de force obligatoire supérieure.

Article 30

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 31

Article 94 en projet

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 95 en projet

Sous peine d'enlever son sens à l'article 93 du statut, « le procès-verbal visé à l'article 92 » doit être compris non pas comme le procès-verbal de comparution mais bien comme le procès-verbal de renonciation ou de défaut de comparution.

Ainsi « transmission du dossier (lire : du procès-verbal) par la chambre de recours selon le cas, soit au Gouvernement, soit au secrétaire général », ainsi que le suggère le Conseil d'Etat, et « réception du procès-verbal », comme le projette le texte, font référence à la même réalité.

Article 32

La réfection de l'article 32, qui avait une intention interprétative de l'article 111 du statut, ayant entendu viser l'ensemble des situations statutaires existant ou ayant existé (e.a. les temporaires nommés sur la base des arrêtés du Régent de 1947 et 1948) dans les services du Gouvernement, maintiendra la cohérence avec l'article 81 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 et évitera aux services des interrogations quant à la nécessité de révéifier les anciennetés administratives de l'ensemble des fonctionnaires.

L'observation du Conseil d'Etat n'a pas été retenue, l'expression « à titre statutaire » étant suffisamment précise.

Article 33

L'article 121 du statut, simple liste ne contenant aucune règle de droit, n'avait été modifié en 1997 que pour déterminer par référence d'une manière plus exacte la durée du stage (voir sous l'article 17).

Articles 34 et 35

Ces articles n'appellent pas de commentaires particuliers.

Article 36

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 37

L'observation du Conseil d'Etat a été rencontrée.

Article 38

La raison de la réfection rétroactive est exposée au début du présent rapport.

On renvoie au commentaire sous l'article 32 pour la raison de la rétroactivité particulière dudit article.

J.-M. SEVERIN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique de la Région wallonne, le 22 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon « modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région », a donné le 7 avril 2000 l'avis suivant :

I. Portée de l'arrêté en projet

Ainsi qu'il ressort du rapport au Gouvernement, l'arrêté en projet reprend des modifications qui avaient été apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, par un arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997.

Ce dernier arrêté a été attaqué devant la section d'administration du Conseil d'Etat au motif notamment que le Gouvernement wallon n'avait pas saisi la section de législation du Conseil d'Etat, ayant fait application de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Par un arrêt du 26 novembre 1999, n° 83.670, la section d'administration du Conseil d'Etat a annulé l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, en jugeant que la motivation de l'urgence invoquée dans le préambule de cet arrêté ne répondait pas aux exigences du prescrit de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sans attendre l'issue de la procédure en annulation devant le Conseil d'Etat, le Gouvernement de la Région wallonne a adopté un arrêté le 29 avril 1999 apportant de nouvelles modifications à l'arrêté du 17 novembre 1994, précité, tenant compte de celles qui étaient déjà intervenues le 23 janvier 1997.

Par ailleurs, à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, plusieurs décisions administratives à caractère individuel ont été prises.

Certaines de ces décisions sont actuellement attaquées devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Comme le souligne le rapport au Gouvernement, l'arrêté en projet rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté annulé du 23 janvier 1997, précité, soit au 1^{er} mars 1997 « afin de préserver le bon fonctionnement et la continuité du service public ».

Le rapport au Gouvernement indique notamment qu'

« ... en la circonstance, la plupart des dispositions annulées, relatives au cadre, au répertoire, aux fiches des qualifications et des capacités et aux autres conditions d'accès aux emplois, aux procédures de mutation, de transfert, de permutation, à la durée du stage, au délai d'attribution des emplois, à l'évaluation, à la détermination des anciennetés administratives, portaient sur des éléments concourant au mécanisme complexe d'attribution des emplois. L'absence de réfection rétroactive frapperait de caducité les procédures d'attribution en cours et retarderait longuement la mise en œuvre de nouvelles procédures d'attribution ... ».

II. Observations générales

1. De l'incidence de l'arrêté en projet sur les recours pendants devant la section d'administration

L'arrêté en projet a notamment traité au recrutement, à la promotion par accession au niveau supérieur, à la promotion par avancement de grade, à la mutation, au transfert, à la permutation et à l'évaluation des agents de la Région wallonne.

Une série de recours sont actuellement pendants devant la section d'administration du Conseil d'Etat, la plupart concerne des décisions de promotion ou des refus de mutation.

Si les moyens invoqués sont généralement le défaut de motivation des décisions entreprises ou encore l'erreur manifeste d'appréciation, certains moyens se fondent sur la violation de dispositions précises de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, telles qu'elles ont été modifiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997.

Il en va particulièrement ainsi des articles 6, 15, 18, alinéa 1^{er}, 1^o, 33 et 53 à 61, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité (4).

Ces dispositions sont, soit modifiées, soit remplacées par les dispositions du projet que le Conseil d'Etat, section de législation, doit aujourd'hui examiner.

Il est d'usage que la section de législation s'abstienne de donner un avis sur un projet lorsque celui-ci est de nature à avoir une incidence sur des procédures juridictionnelles en cours.

Au vu des recours encore pendants devant la section d'administration du Conseil d'Etat, il n'appartient pas à la section de législation de se prononcer sur les dispositions en projet dont la violation est alléguée dans ces recours.

La section de législation du Conseil d'Etat s'abstiendra, en conséquence, d'examiner les articles 2, 8, 11, 19 et 25 à 28 du projet.

2. De l'incidence de la rétroactivité sur les procédures disciplinaires à propos desquelles il n'existe actuellement aucun recours pendant devant la section d'administration

L'article 37 de l'arrêté en projet aura notamment pour conséquence de rétablir au 1^{er} mars 1997, c'est-à-dire avec un effet rétroactif, le régime disciplinaire qui était prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, annulé par l'arrêté précité du 26 novembre 1999.

Il convient cependant de constater que l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 contenait une disposition finale (article 38) en vertu de laquelle

« ... les procédures de promotion et les procédures disciplinaires en cours sont poursuivies sur la base des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. ».

Ce qui signifiait clairement que le nouveau régime disciplinaire ne trouvait à s'appliquer que pour les poursuites entamées après le 1^{er} mars 1997. Par contre, pour celles qui étaient déjà en cours à cette date, il y avait lieu de faire application des dispositions originelles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité.

La même disposition est aujourd'hui reprise dans l'article 38 de l'arrêté en projet.

En raison de l'annulation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, celui-ci est réputé n'avoir jamais existé. Il s'ensuit qu'à partir de cette annulation, intervenue le 26 novembre 1999, le Gouvernement wallon ne pouvait plus entreprendre ou poursuivre des procédures disciplinaires que sur la seule base des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 précité, telles qu'elles existaient avant leur modification en janvier 1997.

L'effet rétroactif inscrit à l'article 38 du projet d'arrêté ne pourrait dès lors légalement avoir pour effet de « régulariser » des procédures disciplinaires entamées ou poursuivies sur la base de dispositions annulées.

L'article 37 du projet d'arrêté ne pourrait davantage permettre que se poursuivent à l'avenir des procédures disciplinaires « sur la base des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet », dès lors que ces dispositions ont été annulées par le Conseil d'Etat.

Les articles 37 et 38 doivent être fondamentalement revus à la lumière de ces observations.

Cet aménagement est d'autant plus nécessaire que tant la procédure disciplinaire que certaines peines disciplinaires en projet diffèrent sensiblement des dispositions originelles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité (5).

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 3 doit être omis car l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux ne constitue pas un des fondements juridiques de l'arrêté en projet.

2. Dans l'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, la mention des modifications intervenues le 1^{er} décembre 1994 et le 18 janvier 1996 doit être supprimée car ces modifications n'ont pas affecté le texte de l'arrêté du 17 novembre 1994. L'adoption des textes précités dont le champ d'application ratione personae ne concerne que certains organismes d'intérêt public, constitue une illustration du procédé de la réglementation par référence, dont l'usage a eu pour effet de susciter de facto l'apparition d'un nouveau texte autonome (6).

3. Mention doit être faite des dates auxquelles ont été accomplies les différentes formalités préalables énoncées dans le préambule.

Dispositif

Article 1^{er}

A l'alinéa 2, de l'article 5 en projet, les mots « la liste » doivent être placés après le mot « extérieur ».

Article 2

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 3

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle est la portée exacte de l'alinéa 3 de l'article 7 en projet.

Que signifient les concepts de « domiciliation », « résidence personnelle » et de « résidence administrative » ?

La disposition en projet doit être plus précise sur ces concepts.

2. Interrogé sur la question de savoir pourquoi la règle est limitée au « cas de promotion au sein du niveau 4, le fonctionnaire délégué a justifié ce cas particulier par la nécessité :

« ... de ne pas exclure de facto de toute promotion des fonctionnaires de rang modeste pour qui toute perspective de promotion assortie d'un changement de résidence administrative est très souvent difficilement envisageable, objectivement ou au moins culturellement. Cette disposition s'est voulue un palliatif à l'absence de carrière plane dans l'un de ses effets, à savoir la réalisation de promotions sur place. ».

Afin d'éviter toute contestation de cette disposition par rapport aux principes d'égalité et de non discrimination, il convient que le rapport au Gouvernement mette en évidence les critères objectifs qui justifient cette exception.

3. A l'alinéa 2 de l'article 7 en projet, le mot « reproduit » doit être remplacé par le mot « énonce ».

Article 5

Le 4° de l'article 11 en projet prévoit que pour être promu par accession au niveau supérieur, l'agent doit notamment « ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive proposée avant la déclaration de vacance et non radiée ».

Le texte est, à cet égard, particulièrement mal rédigé et ambigu.

Ainsi qu'il ressort des explications du représentant du ministre, c'est au moment de la promotion qu'il faut apprécier cette condition.

La disposition en projet doit clairement indiquer à quel moment il faut se placer pour constater le respect des différentes conditions exigées pour la promotion par accession au niveau supérieur.

Article 6

L'article 13 actuel de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, contient une règle qui est assez proche de celle qui est consacrée à l'article 13, alinéa 1^{er}, en projet.

Cependant, la règle en projet ne prévoit plus expressément que la vacance d'emploi doit être portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles d'être nommés par mutation.

Qu'en est-il exactement ? Quelle sera la publicité réservée à ce type de vacance d'emploi ?

Article 7

L'article 14 actuel de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, définit la mutation comme étant

« ... le passage d'un fonctionnaire d'un emploi d'un cadre à un autre emploi du même cadre correspondant à son rang et à sa qualification. ».

La disposition en projet supprime les termes « et à qualification ».

Or, aux termes de l'article 6, alinéa 2, en projet, l'accès à un emploi selon l'un des modes prévus à l'article 8 du statut, c'est-à-dire notamment la mutation à la demande du fonctionnaire,

« ... est subordonné à la possession des qualifications et des capacités imposées par la fiche des qualifications et des capacités, à l'exception de l'accession au niveau supérieur... ».

Cette même disposition indique que :

« Par qualification, il faut entendre la détention d'un ou de plusieurs diplômes ou certificats par référence à l'annexe II de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux. ».

Dès lors que l'article 6 en projet prévoit que la mutation à la demande du fonctionnaire nécessite la possession de qualifications, la suppression des termes « et à sa qualification » à l'article 14, introduit une incohérence dans le texte.

Article 8

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 9

1. L'alinéa 2 de l'article 16, § 1^{er}, en projet, déroge à la règle de l'ancienneté lorsque la mutation concerne les fonctionnaires de rang A4 et de rang supérieur (7).

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le critère objectif qui est pris en considération pour la mutation de ces fonctionnaires supérieurs.

Il ressort des réponses écrites données au Conseil d'Etat qu'

« il a été estimé que, au niveau des emplois d'encadrement (fonctionnaires généraux et directeurs), les nécessités de la recherche de la meilleure adéquation possible du fonctionnaire à la fonction ne pouvait plus s'accommoder des aléas que peut présenter une sélection en fonction du seul critère de l'ancienneté. ».

Cette explication ne met cependant pas en évidence les critères objectifs qui doivent entrer en ligne de compte.

La disposition en projet doit être revue sur ce point. Afin de respecter les prescrits constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination, il convient de justifier les raisons objectives qui expliquent l'omission des critères de l'ancienneté et qui déterminent ceux qui doivent être pris en considération.

2. A l'article 16, § 2, alinéa 2, en projet, il est suggéré d'omettre les mots « afin de pourvoir à la vacance d'emploi », qui sont superflus.

Article 11

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 12

1. L'article 22, alinéa 1^{er}, en projet, contient la même règle que celle qui est actuellement d'application mais ne prévoit plus que la vacance d'emploi est portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles d'être nommés par transfert.

Qu'en est-il exactement ? Quelle sera la publicité réservée à ce type de vacance d'emploi ?

2. Quant à l'alinéa 2 en projet, il prévoit que lorsqu'il est pourvu à une vacance d'emploi par transfert, une commission visée à l'article 24 du statut doit formuler une proposition sur les candidatures à l'exception cependant des vacances d'emplois aux rangs A1 et A2.

Le Conseil d'Etat s'interroge, dès lors, sur la procédure qui est mise en œuvre pour les vacances d'emplois aux rangs A1 et A2.

La disposition en projet doit être plus explicite à ce propos.

Article 13

Cette disposition soulève la même observation que celle qui a été formulée sous l'article 7 du projet.

Article 14

L'article 24 en projet détermine notamment la composition de la commission qui sera amenée à examiner les demandes de transfert.

Cette disposition contient peu de précision sur les règles de fonctionnement de cette commission. Ainsi, par exemple, qu'en est-il du quorum des présences ?

La disposition en projet doit être complétée sur ce point.

Article 15

L'article 25, alinéa 1^{er}, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

« Art. 15. La commission visée à l'article 24 se prononce sur la compatibilité des demandes de transfert avec les exigences du service. ».

Article 16

L'article 26 en projet contient des règles similaires à celles prévues à l'article 16 en projet.

Il est renvoyé aux observations déjà formulées sous l'article 9 du projet.

Article 17

Au nouvel alinéa 3 en projet de l'article 30, il convient de préciser la durée de la suspension du stage qui découle de la circonstance que la durée des périodes visées à l'article 121 du statut excède trente jours. En d'autres termes, le stage est-il suspendu à concurrence de la durée totale des périodes précitées ou bien faut-il en déduire les trente premiers jours ? La disposition en projet doit être plus explicite sur ce point.

Article 18

Cette disposition prévoit de remplacer à l'article 31, § 2, du statut, les mots « Lorsque les deux rapports concluent » par les mots « Lorsqu'il ressort des rapports ».

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'expression « Lorsque les deux rapports concluent » est juridiquement plus précise car elle suppose une conclusion explicite sur l'inaptitude du stagiaire. L'expression « lorsqu'il ressort des rapports » est plus vague, les rapports pouvant alors contenir des éléments défavorables au stagiaire sans cependant en arriver à la conclusion qu'il n'a pas satisfait au stage.

La modification projetée n'a pas pour effet d'éliminer l'interprétation précitée.

Il convient, en tout état de cause, que le texte soit rédigé de telle manière que les auteurs de rapport soient tenus d'y donner une conclusion précise.

Article 19

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 20

Au sein de l'article 35 en projet, le mot « sort », utilisé à quatre reprises, doit chaque fois être remplacé par le mot « produit ».

Article 21

Le Conseil d'Etat constate que l'article 40 en projet tient compte des qualifications des agents en cas de permutation, celle-ci se définissant comme une mutation concomitante ou un transfert concomitant de deux fonctionnaires de même rang et de même qualification et qui échangent leurs affectations respectives.

Le Conseil d'Etat s'interroge à nouveau sur la cohérence de cette disposition en projet par rapport aux articles 14 et 23 en projet qui suppriment l'exigence des qualifications.

Articles 25 à 28

Il est fait référence à l'observation générale n° 1.

Article 29

Outre l'observation générale n° 2, cette disposition appelle encore les remarques particulières suivantes.

Article 66 en projet

Cette disposition prévoit que sont passibles de peines disciplinaires,

« Les fonctionnaires qui contreviennent à un des devoirs prévus par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux... »;

Les devoirs ainsi visés sont essentiellement consacrés aux articles 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o (être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction), 3 (interdiction de révéler certains faits), 7 (obligation de remplir leurs fonctions avec loyauté et intégrité - obligation de traiter les usagers avec compréhension et sans aucune discrimination) et 8 (obligation d'avoir un comportement en dehors de leurs fonctions qui soit compatible avec celles-ci - interdiction de réclamer, de recevoir ou d'exiger des gratifications, des dons ou d'autres avantages des usagers - obligation de s'informer sur l'évolution des techniques et réglementations qui concernent les matières qu'ils traitent).

Si ces devoirs sont généralement formulés d'une manière très large, le Conseil d'Etat se demande cependant si en faisant référence à ces seuls devoirs, l'auteur du projet entend restreindre, dans une certaine mesure, le champ d'application du régime disciplinaire.

L'auteur du projet doit clairement expliciter dans le rapport au Gouvernement s'il cherche à instaurer en quel que sorte, en matière disciplinaire, la règle pénale « Nullum crimen sine lege ».

Si telle n'est pas son intention, il convient d'abandonner toute référence aux devoirs consacrés par l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Article 67 en projet

Aux termes de l'article 31, § 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire :

« La suspension disciplinaire visée au paragraphe 1^{er}, est prononcée pour une période qui ne peut être supérieure à trois mois et ne peut donner lieu à une retenue de traitement supérieure à celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs. »

L'alinéa 2 de l'article 67 en projet dispose que :

« Pendant la durée de la suspension disciplinaire, le fonctionnaire reçoit une avance de traitement égale à son traitement diminué de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 précitée. La récupération de l'avance est étalée dans le temps à concurrence d'une retenue mensuelle maximale égale à la même part de la rémunération. » .

Selon cette disposition, le fonctionnaire à qui une retenue de traitement a été infligée, doit rembourser à l'autorité l'intégralité de son traitement. Or, l'article 31, § 3, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité, limite, conformément à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965, précitée, le total des retenues sur le traitement à un cinquième de celui-ci. Le reste du traitement doit être conservé par l'agent.

La disposition en projet doit, en conséquence, être repensée à la lumière de l'article 31, 3, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité.

Article 68 en projet

1. Il est rappelé qu'en vertu de l'article 35 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité :

« A tout moment de la procédure disciplinaire, l'agent peut, pour sa défense, être assisté par la personne de son choix. ».

L'article 74, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, prévoit que :

« Le fonctionnaire est entendu au préalable au sujet des faits. Il peut, pour sa défense, être assisté par la personne de son choix. ».

Or, l'article 30 du projet abroge cette disposition.

Il convient dès lors de prévoir, à l'alinéa 1^{er} de l'article 68 en projet, que lors de l'audition du fonctionnaire par son supérieur hiérarchique, il peut se faire assister d'une personne de son choix.

La même observation vaut pour l'alinéa 4 en projet.

2. A l'alinéa 5 en projet, il est prévu que :

« Tout fonctionnaire participant à une audition est tenu au secret. » .

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée juridique de ce secret.

Eu égard à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité, il convient d'interdire toute révélation relative aux faits qui sont à l'origine de la poursuite disciplinaire ou qui ont trait à la vie privée de l'intéressé.

La disposition en projet doit, en conséquence, être revue sur ce point.

Article 69 en projet

A l'alinéa 2 en projet, il y a également lieu de prévoir que le fonctionnaire peut se faire assister de la personne de son choix lorsqu'il est entendu par le conseil de direction.

Article 71 en projet

Dans le souci de préserver le principe de l'impartialité dans le déroulement de la procédure disciplinaire, l'alinéa 2 en projet doit indiquer que parmi les deux membres du Gouvernement ainsi désignés pour procéder à l'audition du fonctionnaire, ne peut figurer le membre au Gouvernement visé à l'alinéa 1^{er} en projet, c'est-à-dire celui qui a formulé la proposition définitive de sanction.

Ce même alinéa doit préciser également que le fonctionnaire ainsi entendu peut se faire assister de la personne de son choix.

Article 31

Article 94 en projet

L'article 94, alinéa 1^{er}, en projet, doit être introduit par les mots « Même en l'absence de recours introduit auprès de la chambre de recours », de telle sorte que les mots « même en l'absence de recours » placés après le mot Gouvernement doivent être supprimés.

Article 95 en projet

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le délai de deux mois se compte à partir de la réception du procès-verbal de comparution visé à l'article 92 du statut.

Selon les réponses écrites fournies au Conseil d'Etat,

« La réception du procès-verbal par l'autorité qui statue a été choisie comme point de départ du délai dans le but d'accorder un délai réel de deux mois à l'autorité pour mûrir et prendre sa décision. ».

Il convient cependant de constater que l'article 92 ne prévoit pas expressément la communication du procès-verbal de comparution au Gouvernement ou au Secrétaire général.

Ne convient-il pas plutôt de compter ce délai de deux mois à partir de la transmission du dossier par la chambre de recours selon le cas, soit au Gouvernement, soit au Secrétaire général ?

Article 32

L'article examiné a pour objet de remplacer dans l'article 111 du statut, les mots « en qualité de stagiaire et de fonctionnaire » par les mots « à titre statutaire ».

Cette dernière expression est imprécise.

Il résulte des réponses écrites fournies au Conseil d'Etat que l'expression « à titre statutaire » a été choisie pour permettre de prendre en considération les services accomplis avant 1992 sur la base des arrêtés du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires et du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire.

Il semble que l'administration ait toujours interprété les termes « en qualité de stagiaire ou de fonctionnaire » comme signifiant « à titre statutaire », et ce depuis le 1^{er} décembre 1994, date d'entrée en vigueur du nouveau statut.

Le Conseil d'Etat croit cependant devoir attirer l'attention de l'auteur du projet sur l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité, en vertu duquel

« Le stagiaire n'a pas la qualité d'agent au sens du présent arrêté.

Il est soumis aux dispositions de cet arrêté dans la mesure où elles lui sont rendues expressément applicables. ».

En vertu des principes généraux, le stagiaire n'est pas considéré comme un agent statutaire.

Il est préférable, en l'espèce, de maintenir l'expression existante. L'expression « A titre statutaire » peut, en effet, être interprétée comme écartant les services prestés en tant que stagiaire.

Pour rencontrer l'intention du Gouvernement, il convient de compléter l'article 111 en visant spécifiquement les services accomplis avant 1992.

Article 36

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de cette disposition.

Toutefois, plutôt que de prévoir que le fonctionnaire titulaire du grade du rang D2 ou du rang E2 est « censé » avoir suivi avec assiduité la formation préparatoire à la promotion, par avancement, au grade du rang D1 ou du rang E1, il est préférable d'écrire qu'il est dispensé de suivre cette formation.

Article 37

Il est renvoyé à l'observation générale n° 2.

Article 38

En ce qui concerne la rétroactivité préconisée par cette disposition, il est fait référence aux observations générales n^{os} 1 et 2.

Le Conseil d'Etat s'interroge également sur le sens exact des termes « et cesse de produire ses effets le 31 janvier 2001 ».

Interrogé à ce propos, le représentant du ministre a expliqué que la volonté politique est, d'ici là, de mettre en place un nouveau statut pour les agents de la Région wallonne.

Il convient cependant d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur l'insécurité juridique qui peut naître de pareille disposition.

A supposer qu'un nouveau statut ne soit pas en vigueur à cette date, cela signifie que les modifications apportées par le présent arrêté en projet à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 précité, ne seront plus en vigueur.

Or, comme il a déjà été souligné, le Gouvernement wallon a adopté un nouvel arrêté le 29 avril 1999 qui apporte une série de modifications aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, tenant compte de celles qui avaient déjà été apportées par l'arrêté annulé du 23 janvier 1997, précité.

Le Conseil d'Etat émet les plus grandes réserves sur la compatibilité des règles consacrées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 avec les règles originelles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994.

Cette disposition doit être fondamentalement repensée.

La chambre était composée de

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président,

P. Lienardy,

P. Quertainmont, conseillers d'Etat,

P. Gothot,

J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation,

Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Mme P. Vandernacht, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. Rongvaux, référendaire adjoint.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

Pour expédition délivrée au Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique de la Région wallonne le 12 avril 2000.

Le greffier en chef du Conseil d'Etat,

D. Langbeen.

**8 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant le statut des fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999;

Vu le rapport au Gouvernement présenté par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 février 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 février 2000;

Vu le protocole de négociation n° 307 du comité de secteur n° XVI, établi le 21 février 2000;

Vu la délibération du Gouvernement, le 10 février 2000, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, l^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le cadre est divisé en directions générales, divisions et directions. Il fixe notamment le nombre des emplois de chaque rang dans l'ensemble des services centraux et dans l'ensemble des services extérieurs de chaque direction générale. Le nombre des emplois du niveau 4 peut y être fixé par direction générale ou, à défaut, globalement.

Le secrétaire général établit annuellement un répertoire dressant par direction et par service extérieur la liste des emplois inoccupés ou qui le deviendront dans les douze mois ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Chaque conseil de direction détermine les conditions d'accès à chaque emploi selon les modalités ci-après. La décision du conseil de direction est communiquée aux membres du Gouvernement dans les huit jours de son adoption. Dans les quinze jours de la communication, le membre du Gouvernement qui souhaite une modification de la décision du conseil de direction la propose au Gouvernement qui en décide dans le mois.

Sans préjudice des articles 15, alinéa 5, et 25, alinéa 4, l'accès à un emploi selon l'un des modes prévus à l'article 8 est subordonné à la possession des qualifications et des capacités imposées par la fiche des qualifications et des capacités, à l'exception de l'accession au niveau supérieur, laquelle n'est subordonnée qu'à la possession des capacités. La fiche est établie conformément au modèle figurant à l'annexe 1, laquelle fournit des informations complémentaires éventuelles relatives à l'emploi.

Par qualification, il faut entendre la détention d'un ou plusieurs diplômes ou certificats par référence à l'annexe II à l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux. La qualification peut être ajoutée à la dénomination du grade.

Par capacités, il faut entendre des connaissances ou aptitudes particulières, notamment la connaissance active d'une langue étrangère, d'un ou de plusieurs logiciels informatiques, la possession d'un permis de conduire, la détention du certificat de capacité en sylviculture ».

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le Gouvernement peut déclarer vacant tout emploi inoccupé ou tout emploi qui cesse d'être occupé dans les douze mois à venir.

La déclaration de vacance désigne la place de l'emploi dans le cadre et reproduit les conditions d'accès à l'emploi et les informations complémentaires éventuelles relatives à l'emploi.

En cas de promotion au sein du niveau 4 ou lorsque l'emploi impose à son titulaire une domiciliation ou une résidence personnelle identique à la résidence administrative, il est laissé au fonctionnaire qui postule une promotion, pour autant qu'il soit déjà affecté à un emploi du même type dans la même subdivision du cadre, le choix entre la résidence administrative désignée par la déclaration de vacance et le maintien de la résidence administrative qui est la sienne au moment où il fait acte de candidature ».

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. La promotion par accession au niveau supérieur est la nomination au grade le moins élevé du niveau immédiatement supérieur à celui auquel le fonctionnaire appartient sauf en ce qui concerne le niveau 2 dont les fonctionnaires peuvent accéder aux niveaux 2+ ou 1 et le niveau 4 dont les fonctionnaires peuvent accéder aux niveaux 3 ou 2 ».

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Peut être promu par accession au niveau supérieur le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de quatre ans au moins;

2° justifier de l'évaluation positive;

3° être lauréat d'un concours d'accession au niveau supérieur organisé par le Secrétariat permanent au recrutement;

4° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive proposée avant la déclaration de vacance et non radiée ».

Art. 6. L'article 13, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'il ne peut être pourvu à une vacance d'emploi par promotion par accession au niveau supérieur, il y est pourvu par mutation ».

Art. 7. A l'article 14 du même arrêté, les mots « et à sa qualification » sont supprimés.

Art. 8. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Sont seules recevables les demandes de mutation introduites dans les trente jours de la notification du répertoire visé à l'article 5, alinéa 3, à l'exception de celles motivées par des raisons sociales ou familiales. La notification du répertoire annule toute demande de mutation formulée antérieurement.

Les demandes de mutation sont soumises au conseil de direction qui les déclare compatibles ou non avec les besoins du service d'origine et ceux du service dans lequel le fonctionnaire demande à être muté.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par le fonctionnaire, celui-ci est entendu par le Service social qui émet un avis à l'attention du conseil de direction.

Le conseil de direction entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par le conseil de direction, la mutation peut être accordée en dérogation à l'article 16, § 1^{er}, et sur un emploi qui n'a pas été déclaré vacant et qui est inoccupé ».

Art. 9. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art 16. § 1^{er}. La mutation est décidée par le Gouvernement en faveur du fonctionnaire qui, parmi ceux proposés par le conseil de direction, justifie de l'ancienneté la plus grande.

Toutefois, pour les fonctionnaires de rang A4 et de rang supérieur l'ancienneté n'est pas prise en considération.

§ 2. Lorsqu'il ne peut être pourvu à une vacance d'emploi par mutation, la vacance d'emploi est portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles d'être nommés par promotion par avancement de grade.

Dans ce cas, pour les vacances d'emploi aux rangs A3 à A5, le conseil de direction formule une proposition ».

Art. 10. A l'article 17, § 2, du même arrêté, le mot « accordée » est remplacé par le mot « décidée ».

Art. 11. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. A l'exception des promotions aux rangs A1 et A2, peut être promu par avancement de grade le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de quatre ans au moins;

2° justifier de l'évaluation positive;

3° justifier d'une formation préparatoire à la promotion;

4° réussir l'examen de promotion;

5° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive proposée avant la déclaration de vacance et non radiée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la réussite de l'examen de promotion n'est pas requise pour la promotion aux rangs A5, B2, C2, D1, D2, E1 et E2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la justification d'une formation préparatoire à la promotion n'est pas requise pour la promotion aux rangs A4, B1 et C1.

Le Gouvernement détermine les modalités d'organisation de la formation préparatoire à la promotion et de l'examen de promotion.

Pour être promu au rang A3, il faut en outre justifier des conditions particulières liées à la fonction considérée ».

Art. 12. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Lorsqu'il ne peut être pourvu à une vacance d'emploi par promotion par accession au niveau supérieur, mutation ou promotion par avancement de grade, il y est pourvu par transfert.

Dans ce cas, à l'exception des vacances d'emplois aux rangs A1 et A2, la commission visée à l'article 24 formule une proposition afin de pourvoir à la vacance ».

Art. 13. A l'article 23 du même arrêté, les mots « et à sa qualification » sont supprimés.

Art. 14. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. Sont seules recevables les demandes de transfert introduites dans les trente jours de la notification du répertoire visé à l'article 5, alinéa 3, à l'exception de celles motivées par des raisons sociales ou familiales. La notification du répertoire annule toute demande de transfert formulée antérieurement.

Les demandes de transfert sont soumises à une commission composée de six membres. Chaque conseil de direction désigne trois membres parmi lesquels le fonctionnaire de rang A2 ou, à défaut, le fonctionnaire de rang A1 dont dépend le fonctionnaire et dont relève l'emploi à pourvoir.

En cas de parité de voix au sein de la commission, la demande est rejetée ».

Art. 15. L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. La commission visée à l'article 24 se prononce sur la compatibilité des demandes de transfert avec les besoins du service.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par le fonctionnaire, celui-ci est entendu par le Service social qui émet un avis à l'attention de la commission.

La commission entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation de la commission.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par la commission, le transfert peut être accordé en dérogation à l'article 26 et sur un emploi qui n'a pas été déclaré vacant et qui est inoccupé ».

Art. 16. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Le transfert est décidé par le Gouvernement en faveur du fonctionnaire qui, parmi ceux proposés par la commission visée à l'article 24, justifie de l'ancienneté la plus grande.

Toutefois, pour les fonctionnaires de rang A4 et de rang supérieur l'ancienneté n'est pas prise en considération ».

Art. 17. L'article 30, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Pour le calcul de la durée du stage, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire se trouve dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Toutefois, le stage est suspendu à concurrence de la durée totale des périodes visées à l'article 121 dès lors que cette durée totale dépasse trente jours ».

Art. 18. A l'article 31, § 2, du même arrêté, les mots « Lorsque les deux rapports concluent » sont remplacés par les mots « Lorsque l'un des deux rapports au moins conclut ».

Art. 19. A l'article 33 du même arrêté, le mot « neuf » est remplacé par le mot « douze ».

Art. 20. L'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. En cas d'accession au niveau supérieur, la nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui de la déclaration de vacance d'emploi.

En cas de recrutement, la nomination produit ses effets le jour de l'admission au stage.

Dans les autres cas, la nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit la décision de nomination.

Néanmoins, lorsque l'emploi est encore occupé à la date de la nomination, celle-ci produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date à laquelle il cesse effectivement d'être occupé ».

Art. 21. L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. La permutation est la mutation concomitante ou le transfert concomitant de deux fonctionnaires de même rang qui échangent leurs affectations respectives ».

Art. 22. L'article 41, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le conseil de direction entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction ».

Art. 23. L'article 42, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La commission entend préalablement le fonctionnaire qui le souhaite, lequel peut alors se faire assister par une personne de son choix. Sauf empêchement légitime, celui-ci est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation de la commission ».

Art. 24. L'article 43 du même arrêté est complété par un alinéa 2 ainsi rédigé :

« Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par le conseil de direction, il peut être dérogé à l'ancienneté ».

Art. 25. L'article 56, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Lorsque la dernière évaluation attribuée au fonctionnaire est positive et que celui-ci et aucun des supérieurs hiérarchiques visés à l'alinéa 1^{er} n'a, avant l'échéance de l'un des délais fixés à l'article 54, averti le secrétaire général de son souhait que l'évaluation soit débattue, le collègue n'est pas réuni et l'évaluation positive est attribuée.

Le Gouvernement fixe une procédure spécifique pour les fonctionnaires des rangs A1 et A2 ainsi que pour les autres fonctionnaires qui ne relèvent pas de deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents ».

Art. 26. L'article 57 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 57. L'évaluation positive correspond à l'attribution de la mention positive pour les trois critères du bulletin d'évaluation figurant à l'annexe 2.

L'évaluation réservée correspond à l'attribution de la mention réservée pour un ou plusieurs des critères, pour autant qu'aucune mention négative n'ait été attribuée.

L'évaluation négative correspond à l'attribution de la mention négative pour un ou plusieurs des critères ».

Art. 27. L'article 58 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Sans préjudice de l'article 56, alinéa 2, l'évaluation est réalisée après un entretien entre le collègue d'évaluation et le fonctionnaire.

Un rapport de l'entretien est notifié dans les trente jours au fonctionnaire qui le retourne dans les quinze jours de la notification, accompagné de ses remarques éventuelles.

Le rapport visé par le fonctionnaire ainsi que ses remarques sont annexés au bulletin d'évaluation ».

Art. 28. L'article 59, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Hormis dans le cas visé à l'article 56, alinéa 2, le bulletin d'évaluation est transmis par le collègue d'évaluation aux supérieurs hiérarchiques des rangs A4, A3 et A2 et au secrétaire général ».

Art. 29. Les articles 66 à 71 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 66. Les fonctionnaires qui manquent à leurs devoirs sont passibles de l'une des peines suivantes :

1° le rappel à l'ordre;

2° le blâme;

3° la retenue de traitement;

4° le déplacement disciplinaire;

5° la suspension disciplinaire;

6° la rétrogradation;

7° la révocation.

Art. 67. La retenue de traitement ne peut être prononcée pour une période supérieure à trois mois. Elle porte sur la moitié de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Pendant la durée de la suspension disciplinaire, le fonctionnaire reçoit une avance de traitement égale à son traitement diminué de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 précitée. La récupération de l'avance est étalée dans le temps à concurrence d'une retenue mensuelle maximale égale à la même part de la rémunération.

La rétrogradation consiste en la nomination à un grade inférieur d'un nombre de rangs suffisant pour que la rémunération du fonctionnaire soit effectivement inférieure à celle qu'il méritait. La radiation de la sanction n'entraîne pas le rétablissement au grade originaire.

Art. 68. Tout supérieur hiérarchique de niveau 1 peut formuler une proposition de sanction disciplinaire. Il joint à celle-ci le procès-verbal de l'audition du fonctionnaire soumis à la procédure disciplinaire, dûment signé par ce dernier, le fonctionnaire proposant la sanction et celui ayant fait office de secrétaire lors de l'audition.

Le secrétaire doit être porteur d'un grade au moins égal à celui du fonctionnaire soumis à la procédure.

La proposition de sanction est transmise, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire de rang A2 ou, à défaut, de rang A3 lorsque la proposition prévoit un rappel à l'ordre ou un blâme et au secrétaire général dans les autres cas. Celui-ci en accuse immédiatement réception auprès du fonctionnaire soumis à la procédure et détermine définitivement la proposition de sanction.

Chaque supérieur hiérarchique par qui transite la proposition de sanction peut formuler un avis sur celle-ci. Il y est tenu si le fonctionnaire soumis à la procédure le demande. En pareils cas, il doit entendre au préalable et séparément le fonctionnaire qui a établi la proposition et le fonctionnaire soumis à la procédure. Le procès-verbal de ces auditions réalisées selon les modalités prévues aux alinéas 1^{er} et 2 doit être joint à la proposition.

Il est interdit à tout fonctionnaire participant à une audition de révéler les faits qui sont à l'origine de la poursuite disciplinaire ou qui ont trait à la vie privée du fonctionnaire soumis à la procédure.

Art. 69. Toute proposition définitive d'infliger une sanction de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de suspension disciplinaire, de rétrogradation ou de révocation est soumise pour avis au conseil de direction par le secrétaire général.

Avant de remettre son avis, le conseil de direction entend le fonctionnaire soumis à la procédure. Sauf empêchement légitime, il est réputé entendu s'il ne répond pas à la convocation du conseil de direction.

Si le conseil de direction n'a pas remis son avis dans un délai de deux mois prenant cours le jour où la proposition a été reçue par le secrétaire général, la procédure disciplinaire est néanmoins poursuivie.

Art. 70. Le secrétaire général ou, s'il est proposé un rappel à l'ordre ou un blâme, le fonctionnaire de rang A2 ou, à défaut, de rang A3 notifie au fonctionnaire soumis à la procédure la proposition définitive, ainsi que les avis auxquels elle a donné lieu. Ce dernier peut introduire un recours contre cette proposition définitive auprès de la chambre de recours qui émet un avis motivé avant toute décision de l'autorité compétente pour infliger la sanction.

Art. 71. Par dérogation aux articles 68 à 70, la proposition définitive de sanction à infliger à un fonctionnaire qui ne relève, au sein de l'Administration, que d'un seul supérieur hiérarchique est formulée par le membre du Gouvernement dans les compétences duquel figurent les matières que gère le service auquel le fonctionnaire appartient.

Le Gouvernement désigne deux de ses membres qui procèdent à l'audition du fonctionnaire et, dans ce cas, l'avis du conseil de direction n'est pas sollicité ».

Art. 30. Les articles 72 à 75 du même arrêté sont abrogés.

Art. 31. Les articles 93 à 95 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 93. Lorsqu'elle a terminé l'examen du dossier, la chambre de recours envoie celui-ci au Gouvernement ou au secrétaire général selon le cas, en y joignant son avis et le décompte des votes.

La chambre de recours donne connaissance simultanément au Gouvernement ou au secrétaire général selon le cas et au requérant de l'avis qu'elle a émis.

Art. 94. Même en l'absence de recours introduit auprès de la chambre de recours, la sanction disciplinaire est toujours infligée par le Gouvernement, à l'exception du rappel à l'ordre et du blâme qui sont infligés par le secrétaire général lorsque celui-ci n'a pas participé aux poursuites.

Lorsque la chambre de recours a émis un avis, le Gouvernement ou le secrétaire général selon le cas lui notifie sa décision.

Art. 95. § 1^{er}. Le Gouvernement ou le secrétaire général selon le cas se prononce dans les deux mois de la réception du procès-verbal visé à l'article 92.

Si aucune décision n'est adoptée dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou le secrétaire général selon le cas est réputé renoncer à la mesure.

§ 2. La décision est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par remise contre accusé de réception.

La notification de la décision fait mention des recours prévus et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés ».

Art. 32. Dans l'article 111 du même arrêté, les mots « en qualité de stagiaire et de fonctionnaire » sont remplacés par les mots « à titre statutaire ».

Art. 33. L'article 121 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 121. Aux conditions fixées par le Gouvernement, le fonctionnaire en activité de service obtient des congés :

1° annuels de vacances et jours fériés, de circonstances ou de convenances personnelles, pour examens médicaux prénatals, pour motifs impérieux d'ordre familial, de maternité, parentaux, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

2° pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du ministre-président ou d'un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région;

3° pour permettre la mise à la disposition du Roi;

4° en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix, ainsi que de services dans la protection civile ou de tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

5° pour cause de maladie ou d'infirmité;

6° pour prestations réduites autorisées après une absence pour maladie ou infirmité;

7° pour prestations réduites autorisées pour des raisons d'ordre social ou familial;

8° pour activité syndicale en qualité de délégué permanent;

9° pour mission;

10° pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes;

11° pour promotion sociale et pour participer à des activités de formation;

12° pour interruption de la carrière professionnelle;

13° pour don de moelle osseuse ainsi que pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger;

14° pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un autre emploi du secteur public ou de l'enseignement;

15° pour permettre la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales ».

Art. 34. Dans l'article 132, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « proposition de » sont insérés entre les mots « une » et « déclaration ».

Art. 35. L'annexe au même arrêté est remplacée par les annexes 1 et 2 figurant aux annexes A et B au présent arrêté.

Art. 36. Le fonctionnaire titulaire du grade du rang D2 ou du rang E2 qui a suivi avec assiduité la formation préparatoire à l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier organisée en 1996 par le Ministère de la Région wallonne est dispensé de l'obligation de suivre la formation préparatoire à la promotion, par avancement, au grade du rang D1 ou du rang E1.

Art. 37. Les procédures de promotion et les procédures disciplinaires en cours avant le 1^{er} mars 1997 sont poursuivies sur la base des dispositions applicables avant le 1^{er} mars 1997.

Art. 38. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1997, à l'exception de l'article 32 qui produit ses effets le 1^{er} décembre 1994.

Le présent arrêté cesse de produire ses effets au 31 janvier 2001.

Art. 39. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 juin 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ANNEXE 1

MODELE DE FICHE DES QUALIFICATIONS ET DES CAPACITES.

Ministère - Organisme d'intérêt public (*) :

Secrétariat général - Direction générale (*) :

Division :

Direction :

Grade :

Résidence administrative :

Qualification(s)

Capacité(s) :

Informations complémentaires éventuelles

(*) : Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 8 juin 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ANNEXE 2

BULLETIN D'EVALUATION

I. IDENTITE

Nom :

Prénom :

Grade :

Direction :

Entrée en service : - en qualité de contractuel :
 - en qualité de fonctionnaire :

FONCTION EXERCEE

Evaluations antérieures (avec indication des évaluateurs et périodes d'évaluation)

Peines disciplinaires encourues et non radiées

Faits ou constatations significatifs et périodes concernées (y joindre les notes représentatives adressées au fonctionnaire et réceptionnées par celui-ci) (8).

II. APPRECIATIONS

		P	R	N
1.	Qualité du travail			
2.	Dynamisme			
3.	Esprit d'équipe			

III. REMARQUES EVENTUELLES DU FONCTIONNAIRE

IV. OBSERVATIONS FINALES

V. EVALUATION

P. Positive

R. Réservée

N. Négative

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Namur, le 8 juin 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

Notes

(1) L'arrêté du 29 avril du 1999 modifiant diverses dispositions en vue de favoriser la mobilité entre les services du Gouvernement et certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ainsi qu'entre ces organismes a abrogé l'article 22, dont l'alinéa 2 se retrouve aujourd'hui à l'alinéa 2 de l'article 23.

(2) Arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région.

(3) Voir la deuxième observation générale de l'avis L21.994/2 du 12 mai 1993 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 1993 portant le statut des fonctionnaires de la Région, rappelant une règle du Traité de légistique formelle : « Dans un texte législatif ou réglementaire, il y a lieu d'omettre :

a) les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition d'intensité de force obligatoire supérieure, soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant. (...) »

(4) Voir notamment les recours n° 77.515/VIII en cause Grognat G. c/Région wallonne; n° 77.516/VIII en cause Daumerie L. c/Région wallonne; n° 78.109/VIII en cause Fontaine c/Région wallonne; n° 78.325/VIII en cause Crenier J.-M. c/Région wallonne; n° 79.679/VIII et n° 79.680/VIII en cause Cormeau G. c/Région wallonne; n° 88.857/VIII en cause Khel B. c/Région wallonne;

(5) Ainsi, à titre d'exemple, l'article 67 originel de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, prévoit que :

« § 1^{er}. La retenue de traitement ne peut s'appliquer pendant une durée supérieure à trois mois. Elle s'élève au maximum à 20 % du traitement brut.

§ 2. La Région garantit au fonctionnaire sanctionné par une retenue de traitement un traitement mensuel dont le montant net égale au moins le montant du minimum de moyens d'existence tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Lorsque le fonctionnaire preste à temps partiel, le montant garanti est fixé proportionnellement à la durée des prestations. » .

Quant à l'article 67 en projet, il prévoit désormais que : « La retenue de traitement ne peut être prononcée pour une période supérieure à trois mois. Elle porte sur la moitié de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Pendant la durée de la suspension disciplinaire, le fonctionnaire reçoit une avance de traitement égale à son traitement diminué de la part de la rémunération en espèces visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 précitée. La récupération de l'avance est étalée dans le temps à concurrence d'une retenue mensuelle maximale égale à la même part de la rémunération... ».

(6) Le recours à ce mode de réglementation est à déconseiller lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, les textes sont susceptibles d'être fréquemment modifiés. La sécurité juridique eût commandé de fondre le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public dans un texte autonome.

(7) L'expression « rang A4 et plus » utilisée par le projet est ambiguë.

(8) Dans cette rubrique peuvent figurer notamment les objectifs fixés et les objectifs atteints.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1596

[C — 2000/27278]

**8. JUNI 2000 – Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994
zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region**

BERICHT AN DIE REGIERUNG

Sehr geehrte Frau und Herren Minister,

I. ALLGEMEINE DARSTELLUNG

Im Erlassentwurf, den ich der Regierung vorlegen möchte, wird eine Neuverfassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, durch den Staatsrat am 26. November 1999 für nichtig erklärt, vorgenommen.

Die Nichtigkeitserklärung ist wegen Verletzung des Artikels 3, § 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingetreten.

Dieser Erlass der Regierung hatte ziemlich viele Abänderungen des Statuts der Beamten der Region zur Folge, insbesondere in Bezug auf die Bedingungen für den Zugang zu den Planstellen (Qualifikations- und Fähigkeitsbogen), die Versetzungs- und Transferierungsverfahren, die Bedingungen für den Aufstieg in bestimmte Dienstgrade, das Datum des Inkrafttretens von bestimmten Ernennungen, die Bewertungsordnung und die Disziplinarordnung.

Die vorgeschlagene Neuverfassung ist rückwirkend ab dem 1. März 1997 (siehe Artikel 38), Zeitpunkt des Inkrafttretens des für nichtig erklärten Erlasses. Die diesbezügliche Rückwirkung kann angenommen werden, wenn man den Grund für die Nichtigkeitserklärung (fehlende Konsultierung des Staatsrates, ohne dass eine als zufriedenstellend zu betrachtende Begründung der Dringlichkeit bestand) und die negativen Auswirkungen der Nichtigkeitserklärung auf die Kontinuität und die reibungslose Arbeitsweise des öffentlichen Dienstes berücksichtigt.

Genauer gesagt, lässt der durch Artikel 2 des Zivilgesetzbuches als allgemeine Regel eingeführte Grundsatz, gemäß welchem das Gesetz keine rückwirkende Kraft besitzt, trotzdem zu, dass die Verwaltungsbehörde, die eine durch den Staatsrat für nichtig erklärte Urkunde neu verfasst, der neuen Urkunde eine rückwirkende Kraft gibt, wenn dies für die reibungslose Arbeitsweise oder die Kontinuität des öffentlichen Dienstes als unentbehrlich betrachtet werden kann. In dem vorliegenden Fall betrafen die meisten der für nichtig erklärten Bestimmungen, die sich auf den Stellenplan des Personals, das Register, die Qualifikations- und Fähigkeitsbogen und die anderen Bedingungen für den Zugang zu den Planstellen, die Versetzungs-, Transferierungs- und Stellenaustauschbedingungen, die Dauer der Probezeit, die Frist für die Zuteilung der Stellen, die Bewertung, die Bestimmung der administrativen Dienstalter beziehen, Elemente, die das komplizierte System für die Zuteilung der Stellen ausmachen. Das Fehlen einer rückwirkenden Neuverfassung würde die schon laufenden Zuteilungsverfahren hinfällig machen und die Durchführung der neuen Zuteilungsverfahren lange hinauszögern, sei es nur wegen der Notwendigkeit, einen neuen Stellenplan zusammenzusetzen und für jede Stelle eine Stellenbeschreibung zu verfassen, da jedoch eine regelmäßige Zuteilung der Stellen für die reibungslose Arbeitsweise und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes unentbehrlich ist.

Zudem wird man feststellen, dass wegen der Annullierung der die Disziplinarordnung betreffenden Bestimmungen eine Lücke in den Vorschriften entsteht, die die Durchführung von neuen Verfahren verhindert und die laufenden Verfahren hinfällig macht, und dass die Möglichkeit, über welche die Behörde verfügt, die Nichteinhaltung ihrer Pflichten und Verpflichtungen durch die Beamten zu bestrafen, für die reibungslose Arbeitsweise und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes unentbehrlich ist.

Die vorgeschlagene Neuverfassung ist aber nicht vollständig, insofern Artikel 31 des für nichtig erklärten Erlasses, der die Kriterien für die Repräsentativität bei der Widerspruchskammer betrifft, nicht durch diese Neuverfassung betroffen wird. Die Kriterien für die Repräsentativität bei der Widerspruchskammer bleiben wohl diejenigen des Artikels 81, § 4, Absatz 2 des Statuts der Beamten der Region in seiner Originalfassung vom 17. November 1994.

Aus mit der Kontinuität und der reibungslosen Arbeitsweise des öffentlichen Dienstes verbundenen Gründen könnte eine beinahe identische rückwirkende Neuverfassung den breiten Konsens nicht ignorieren, der über die Notwendigkeit, das Statut der Beamten der Region neuen Reformen zu unterziehen, besteht. Deswegen ist es als notwendig betrachtet worden, formell auszudrücken (siehe Artikel 38), dass diese Neuverfassung nur zeitweise gilt, dies bis die vorerwähnten Reformen in Kraft treten.

II. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Artikel 1

Das Fehlen einer Neuverfassung würde eine Abänderung des Stellenplans notwendig machen, bevor jegliche neue Bekanntmachung von für offen erklärten Stellen vorgenommen werden kann.

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 2

Beim Fehlen einer Neuverfassung müsste für jede Planstelle eine Stellenbeschreibung verfasst werden.

Artikel 3

Das Fehlen einer Neuverfassung würde die Möglichkeit einer in dem annullierten Erlass vorgesehenen Beförderung im gleichen Amtssitz streichen.

Der Begriff des Amtssitzes wird in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region festgelegt. Wohnsitz und persönlicher Aufenthaltsort sind so zu verstehen, dass sie alle Fälle umfassen, in denen gesetzliche oder vorschriftsmäßige Bestimmungen den Beamten zwingen, sich am Ort niederzulassen, wo seine Arbeitsstelle ist, das heißt da wo sein Amtssitz ist.

Artikel 4

Die Neuverfassung hält die Möglichkeit, von der Stufe 4 in die Stufe 2 aufzusteigen, aufrecht. Diese Bestimmung wurde 1997 eingeführt, um eine logische Konsequenz von der Tatsache zu ziehen, dass keine mit einem Diplom verbundene Bedingung weder bei der Stufe 3 noch bei der Stufe 4 noch zu erfüllen ist.

Artikel 5

Auf den Einwand des Staatsrates ist durch Artikel 34 des Statuts eingegangen worden, der Folgendes verfügt: «die Bedingungen, denen der Beamte im Hinblick auf seine Ernennung entsprechen muss, müssen am Tag, an dem die Stelle für offen erklärt wird, erfüllt sein».

Artikel 6

Artikel 12 – Bemerkung 1

Auf den Einwand des Staatsrates ist durch die Feststellung eingegangen worden, dass die vakanten Stellen den Beamten zur Kenntnis gebracht werden, die durch Versetzung oder Transferierung gemäß Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region ernannt werden können.

Artikel 7, 13 und 21

Der Staatsrat stellt einen Widerspruch fest zwischen den im Entwurf befindlichen Artikeln 14 und 23, in denen in den für die Versetzung oder die Transferierung zu erfüllenden Bedingungen der Wortlaut «und seiner Qualifikation» gelöscht wird und dem im Entwurf befindlichen Artikel 6, Absatz 2, in denen insbesondere vorgesehen wird, dass die Versetzung und die Transferierung «den Besitz der Qualifikationen und Befähigungen, die in dem Qualifikations- und Fähigkeitsbogen angeführt sind» erfordern.

Es wird vorgeschlagen, die Bemerkung des Staatsrates nicht zu beachten, denn die Streichung in den im Entwurf befindlichen Artikeln 14 und 23 des Vermerks «und seiner Qualifikation» trägt eher zur Vermeidung einer Inkohärenz als zu ihrer Einführung bei.

In dem im Entwurf befindlichen Artikel 6, Absatz 2 werden tatsächlich die allgemeinen zu erfüllenden Bedingungen für den Zugang zu einer Stelle gemäß einem der im jetzigen Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 vorgesehenen Verfahren festgesetzt. Wenn man in den im Entwurf befindlichen Artikeln 14 und 23 nur die Qualifikationen und nicht die Qualifikationen und die Befähigungen erwähnen sollte, würde man demnach eine Inkohärenz mit dem Artikel 6, Absatz 2 einführen.

Dagegen muss in dem im Entwurf befindlichen Artikel 40 der Wortlaut «und gleicher Qualifikation im Sinne des Artikels 6» gestrichen werden, insofern der Stellenaustausch dort als die parallel laufende Versetzung oder parallel laufende Transferierung von zwei Beamten bestimmt wird.

Artikel 8

Ohne Neuverfassung wäre es bei fehlenden als vakant erklärten Stellen nicht mehr möglich, Versetzungen aus sozialen oder familiären Gründen zu gewähren. Auf dem Register basierte Versetzungsverfahren könnten ebenfalls nicht mehr organisiert werden.

Artikel 9 – Bemerkung 1

Artikel 16

Der Staatsrat stellt fest, dass der Absatz 2 des im Entwurf befindlichen Artikels 16, § 1 von der Regel des Dienstalters abweicht, wenn die Versetzung die Beamten des Dienststranges A4 und eines höheren Dienststranges betrifft. Er stellt sich Fragen über das objektive Kriterium, das bei der Versetzung dieser höheren Beamten berücksichtigt wird.

Es wird vorgeschlagen, dass man bei den jetzigen Kriterien bleibt, die durch die Regierung berücksichtigt werden, wenn sie einen Beamten des Dienstranges A4 oder eines höheren Dienstranges ernennen muss, denn die Notwendigkeit der Suche nach der bestmöglichen Anpassung des Beamten an die Funktion ist, was die leitenden Funktionen betrifft, nicht mehr mit den Zufälligkeiten zu vereinbaren, die ein Auswahlverfahren gemäß dem einzigen Kriterium des Dienstalters aufweisen kann.

Genauer gesagt: was die Beamten des Dienstranges A4 und eines höheren Dienstranges betrifft, die eine Versetzung oder eine Transferierung beantragen, sind die objektiven Kriterien, auf denen die Entscheidung der Regierung beruht, die Titel und Verdienste der verschiedenen Kandidaten, so wie es bei anderen Angelegenheiten wie zum Beispiel bei der Beförderung durch Aufstieg in den nächsthöheren Dienstgrad für die Gesamtheit der Beamten der Stufe 1 der Fall ist.

Artikel 9 - Bemerkung 2

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 10 und 11

Die Neuverfassung vermeidet die Wiedereinführung einer mit einer Prüfung verbundenen Bedingung für den Aufstieg in die Dienststränge D1 und E1.

Artikel 12 bis 16

Die 1997 an den Transferierungsregeln vorgenommenen Abänderungen richten sich nach den an den Versetzungsregeln vorgenommenen Abänderungen.

Artikel 12 - Bemerkung 1

Siehe unter Artikel 6.

Artikel 12 - Bemerkung 2

In Artikel 22, Absatz 2 (1) werden die Bewerbungen, was die Versetzungen und die Transferierungen in den Dienstgraden A1 und A2 betrifft, auf direkte Weise der Regierung unterbreitet, die gemäß den Artikeln 16, § 1 und 26 des Statuts den besten unter den Kandidaten auf der Grundlage ihrer jeweiligen Titel und Verdienste auswählt.

Artikel 13

Siehe unter Artikel 7.

Artikel 14

Der Staatsrat stellt fest, dass der im Entwurf befindliche Artikel 24, der insbesondere die Zusammensetzung des Ausschusses bestimmt, der die Anträge auf Transferierung untersuchen wird, wenige Informationen zu den Regeln für dessen Arbeitsweise gibt. In der Wirklichkeit hat das durch den Staatsrat in Frage gestellte Element keine Probleme verursacht.

Es ist außerdem erwähnenswert, dass der im Entwurf befindliche Artikel 24, Absatz 2 in der Zwischenzeit durch andere Bestimmungen ersetzt worden ist, dies gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen zur Förderung der Mobilität zwischen den Dienststellen der Regierung und gewissen Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, sowie zwischen diesen Einrichtungen untereinander.

Artikel 15

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden, unter Vorbehalt der Erhaltung des Wortes «Erfordernisse», um die Einheitlichkeit der Terminologie zu gewährleisten.

Artikel 16

Siehe unter Artikel 9, Bemerkung 1.

Artikel 17

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 18

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 19

Die Neuverfassung dieses Artikels ist in Bezug auf die Möglichkeit, die Verfahren zur Zuteilung der Stellen zu einem guten Ende zu führen, besonders wichtig. Sehr bald ist es offensichtlich geworden, dass die 1994 festgesetzte Frist von neun Monaten diesbezüglich unzureichend war.

Artikel 20

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 21 bis 24

Die 1997 vorgenommenen Abänderungen hatten zum Ziel, die Bestimmungen bezüglich des Stellenaustauschs mit den Bestimmungen bezüglich der Versetzung und der Transferierung, mit denen sie ein Ganzes bilden, in Einklang zu bringen.

Artikel 21

Siehe unter Artikel 7.

Artikel 25 bis 28

Die 1997 am Bewertungssystem vorgenommene Abänderung hatte die Gründung eines Systems zur Erteilung einer neuen positiven Bewertung ohne Versammlung des Kollegiums zum Zweck, es sei denn das Kollegium möchte ausdrücklich, dass über die neue zu erteilende Bewertung verhandelt wird.

Nach 1994 war es nämlich bald offensichtlich geworden, dass die Verpflichtung, in allen Fällen das Kollegium formell zu versammeln, während die Bewertung der meisten Beamten problemlos erfolgte, nutzlose Anstrengungen verursachen würde. Diese Feststellung gilt immer noch.

Da eine positive Bewertung eine Bedingung für die Beförderung des Beamten darstellt, macht die Neuverfassung Beförderungsverfahren möglich, ohne dass die Gesamtheit der Kandidaten zur Beförderung formell bewertet werden müssen.

Artikel 29 bis 31

Es ist erwähnenswert, dass die Disziplinarordnung nicht auf der einzigen Grundlage der wiederhergestellten Bestimmungen von 1994 funktionieren könnte, unter Berücksichtigung der im Jahre 1998 (2) vorgenommenen Aufhebung der Artikel 75 bis 77 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region.

Artikel 29

Im Entwurf befindlicher Artikel 66

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Im Entwurf befindlicher Artikel 67

Der Artikel 31, § 3 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze kann nicht so verstanden werden, dass die einstweilige Amtsenthebung aus Disziplinargründen nur eine Gehaltskürzung zur Folge hätte, die höchstens der in Artikel 23, Absatz 2 des Gesetzes vom 12 April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer erwähnten Kürzung, zwar einer Kürzung um 20 %, gleich wäre.

Will man keine Denaturierung des Begriffs der einstweiligen Amtsenthebung aus Disziplinargründen in Kauf nehmen, so muss man davon ausgehen, dass es dem von seinem Amt enthobenen Beamten verboten ist, zu arbeiten. Die einfache Anwendung des Gesetzes der erbrachten Dienstleistung hat demnach zur Folge, dass der Beamte, der seinen Dienst nicht leistet, kein Recht auf sein Gehalt hat.

Daher muss der Artikel 31, § 3 als eine Regel zur Verteilung der durch die Maßnahme der einstweiligen Amtsenthebung aus Disziplinargründen herbeigeführten Gehaltskürzung über einen längeren Zeitraum verstanden werden, was ebenfalls für den im Entwurf befindlichen Artikel 67 gilt, so dass vermieden wird, dass einem Beamten all seine Einkünfte schonungslos entzogen werden.

So wird ein für eine Dauer von einem Monat von seinem Amt enthobener Beamter im Monat seiner Amtsenthebung 80% seines Nettogehaltes als Vorschuss erhalten. Dieser Beamter wird ebenfalls 80% seines Nettogehaltes während der vier folgenden Monate erhalten, wobei der erhaltene Vorschuss damit ausgeglichen wird. Insgesamt und gemäß der Vorschrift des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze wird der Beamte fünf Monate lang einer Gehaltskürzung unterzogen, die nicht höher als die in Artikel 31, § 3 festgesetzte Grenze sein wird.

Im Entwurf befindlicher Artikel 68 – Bemerkung 1

Der Staatsrat stellt fest, dass in dem im Entwurf befindlichen Artikel 68 nicht vorgesehen wird, dass der Beamte, der durch seinen Vorgesetzten verhört wird, sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen lassen kann. Die hohe Verwaltungsgerichtsbarkeit erinnert aber daran, dass in Artikel 35 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze vorgesehen wird, «dass der Beamte zu jedem Zeitpunkt während des Disziplinarverfahrens bei seiner Verteidigung durch die Person seiner Wahl unterstützt werden kann».

Es wird vorgeschlagen, auf diese Bemerkung des Staatsrates nicht einzugehen, da das systematische Auslassen der Bemerkung, dass der Beamte bei seiner Verteidigung durch eine Person seiner Wahl unterstützt werden kann, absichtlich erfolgte, dies in dem Bestreben, auf vorherige Bemerkungen des Staatsrates (3) einzugehen und in dem Bestreben, die interne Kohärenz zu sichern: man soll «Bestimmungen, deren einziger Gegenstand darin besteht, auf Bestimmungen höherer Rechtskraft hinzuweisen» auslassen. Dass der Beamte sich zu jedem Zeitpunkt während des Disziplinarverfahrens durch eine Person seiner Wahl unterstützen lassen kann, ist aber schon ausdrücklich vorgesehen, wie von dem Staatsrat durch den Hinweis auf Artikel 35 des vorerwähnten Königlichen Erlasses in Erinnerung gebracht.»

Im Entwurf befindlicher Artikel 68 – Bemerkung 2

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Im Entwurf befindlicher Artikel 69

Siehe den unter im Entwurf befindlichen Artikel 68, Bemerkung 1.

Im Entwurf befindlicher Artikel 71

Der Staatsrat stellt fest, dass im Bestreben, das Prinzip der Unbefangenheit bei dem Ablauf des Disziplinarverfahrens zu wahren, der im Entwurf befindliche Absatz 2 angeben muss, dass das Mitglied der Regierung, das den endgültigen Sanktionsvorschlag formuliert hat, nicht unter den beiden Mitgliedern der Regierung stehen darf, die für die Anhörung des Beamten bezeichnet worden sind.

Er weist ebenfalls darauf hin, dass derselbe Absatz ebenfalls erwähnen muss, dass der so verhörte Beamte sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen lassen kann.

In Bezug auf diese letzte Bemerkung wird auf den Kommentar hingewiesen, der unter dem im Entwurf befindlichen Artikel 68 zu finden ist.

Was die erste Bemerkung betrifft, kann die im Kommentar unter dem im Entwurf befindlichen Artikel 68 verwendete Argumentation ebenfalls verwendet werden. Der Artikel 34 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze ordnet tatsächlich an, dass «die Behörde, die die Strafe auferlegt, nicht diejenige sein darf, welche die Anklage erhebt».

Daher wird vorgeschlagen, die Wiedergabe des Grundsatzes dieser Bestimmung in dem im Entwurf befindlichen Artikel 71 auszulassen, da er nur auf eine Bestimmung höherer Rechtskraft hinweisen würde.

Artikel 30

Dieser Artikel erfordert keinen besonderen Kommentar.

Artikel 31

Im Entwurf befindlicher Artikel 94

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Im Entwurf befindlicher Artikel 95

Unter Gefahr, dem Artikel 93 des Statuts seinen Sinn zu entnehmen, soll «das in Artikel 92 erwähnte Protokoll» nicht als das Protokoll über das Erscheinen sondern als das wegen Verzichts oder wegen Nichterscheinung erstellte Protokoll verstanden werden.

So beziehen sich «Übermittlung der Akte (hier wird das Protokoll gemeint) durch die Widerspruchskammer je nach Fall, an die Regierung oder an den Generalsekretär» wie durch den Staatsrat vorgeschlagen, und «Empfang des Protokolls», wie im Text vorgesehen, auf dieselbe Tatsache.

Artikel 32

Die Neuverfassung des Artikels 32, der eine auslegende Sicht des Artikels 111 des Statuts vorwies, hatte die Gesamtheit der statutarischen Situationen, die in den Dienststellen der Regierung bestehen oder bestanden haben (u.a. die auf der Grundlage der Erlasse des Regenten von 1947 und 1948 ernannten zeitweilig eingestellten Bediensteten) zum Ziel; sie wird die Kohärenz mit dem Artikel 81 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, aufrechterhalten und wird vermeiden, dass sich die Dienststellen Fragen stellen, was die Notwendigkeit, die administrativen Dienstalter von allen Beamten erneut zu prüfen, betrifft.

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist nicht eingegangen worden, da der Ausdruck «in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds» präzise genug ist.

Artikel 33

Der Artikel 121 des Statuts, diese einfache Liste, die keine Rechtsregel enthält, war 1997 nur, um auf genauere Weise die Dauer der Probezeit unter Bezugnahme zu bestimmen, abgeändert worden (siehe unter Artikel 17).

Artikel 34 und 35

Diese Artikel erfordern keine besonderen Kommentare.

Artikel 36

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 37

Auf die Bemerkung des Staatsrates ist eingegangen worden.

Artikel 38

Der Grund für die rückwirkende Neuverfassung ist am Anfang des vorliegenden Berichts angegeben.

Was die besondere rückwirkende Kraft des Artikels 32 betrifft, wird auf den Kommentar unter dem betreffenden Artikel hingewiesen.

J.-M. SEVERIN

GUTACHTEN DES STAATSRATES

Der Staatsrat, Abteilung Gesetzgebung, zweite Kammer, am 22. Februar 2000 durch den Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes der Wallonischen Region mit einem Antrag auf ein Gutachten befasst, das innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat über einen Erlassentwurf der Wallonischen Regierung «zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region» abzugeben ist, hat am 7. April 2000 das folgende Gutachten abgegeben.

I – Tragweite des im Entwurf befindlichen Erlasses

So wie aus dem Bericht an die Regierung hervorgeht, übernimmt der im Entwurf befindliche Erlass Abänderungen, die durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 an dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region vorgenommen worden waren.

Dieser Erlass vom 23. Januar 1997 ist vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates angefochten worden, insbesondere weil die Wallonische Regierung die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht befasst hatte, unter Anwendung des Artikels 3, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat.

Durch ein Urteil vom 26. November 1999, Nr. 83.670, hat die Verwaltungsabteilung des Staatsrates den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 für nichtig erklärt, indem sie entschieden hat, dass die Begründung der Dringlichkeit, auf welche in der Präambel dieses Erlasses hingewiesen wird, den Anforderungen der Vorschrift des Artikels 3, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat nicht genügt.

Ohne auf das Ergebnis des vor dem Staatsrat eingeleiteten Verfahrens auf Nichtigerklärung zu warten, hat die Regierung der Wallonischen Region am 29. April 1999 einen Erlass verabschiedet, der neue Abänderungen an dem vorerwähnten Erlass vom 17. November 1994 vornimmt, unter Berücksichtigung der schon am 23. Januar 1997 vorgenommenen Abänderungen.

Andererseits sind aufgrund des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 mehrere Verfügungen mit individuellem Charakter getroffen worden.

Einige dieser Verfügungen werden gegenwärtig vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates angefochten.

Wie im Bericht an die Regierung hervorgehoben, wirkt der im Entwurf befindliche Erlass ab dem Inkrafttretensdatum des vorerwähnten für nichtig erklärten Erlasses vom 23. Januar 1997, nämlich ab dem 1. März 1997, zurück, «um die reibungslose Arbeitsweise und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu wahren».

Der Bericht an die Regierung gibt insbesondere an, dass:

«In dem vorliegenden Fall betrafen die meisten der für nichtig erklärten Bestimmungen, die sich auf den Stellenplan des Personals, das Register, die Qualifikations- und Fähigkeitsbogen und die anderen Bedingungen für den Zugang zu den Planstellen, die Versetzungs-, Transferierungs und Stellenaustauschbedingungen, die Dauer der Probezeit, die Frist für die Zuteilung der Stellen, die Bewertung, die Bestimmung der administrativen Dienstalter beziehen, Elemente, die das komplizierte System für die Zuteilung der Stellen ausmachen. Das Fehlen einer rückwirkenden Neuverfassung würde die schon laufenden Zuteilungsverfahren hinfällig machen und die Durchführung der neuen Zuteilungsverfahren lange hinauszögern ...»

II – Allgemeine Bemerkungen

1 – Über die Auswirkung des im Entwurf befindlichen Erlasses
auf die bei der Verwaltungsabteilung anhängigen Einsprüche

Der im Entwurf befindliche Erlass betrifft insbesondere die Anwerbung, die Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe, die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad, die Versetzung, die Transferierung, den Stellentausch und die Bewertung der Beamten der Wallonischen Region.

Eine Reihe von Einsprüchen sind gegenwärtig bei der Verwaltungsabteilung des Staatsrates anhängig; die meisten betreffen die Gewährung von Beförderungen oder die Ablehnung von Versetzungen.

Obschon die meisten herangezogenen Mittel eine fehlende Begründung der getroffenen Entscheidungen oder auch ein offensichtlicher Beurteilungsfehler sind, beruhen bestimmte Mittel auf der Verletzung von genauen Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, so wie sie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 abgeändert worden sind.

Besonders davon betroffen sind die Artikel 6, 15, 18, Absatz 1, 1°, 33 und 53 bis 61 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 (4)

Diese Bestimmungen werden durch die Bestimmungen, die die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats heute untersuchen muss, entweder abgeändert oder ersetzt.

Üblicherweise verzichtet die Gesetzgebungsabteilung darauf, ein Gutachten über ein Projekt abzugeben, wenn dieses eine Auswirkung auf laufende gerichtliche Verfahren haben kann.

Aufgrund der bei der Verwaltungsabteilung des Staatsrates noch anhängigen Einsprüche, steht es der Gesetzgebungsabteilung nicht zu, über die im Entwurf befindlichen Bestimmungen zu befinden, deren Verletzung in diesen Einsprüchen angeführt wird.

Daher wird die Gesetzgebungsabteilung darauf verzichten, die Artikel 2, 8, 11, 19 und 25 bis 28 des Projektes zu untersuchen.

2 – Über die Auswirkung der rückwirkenden Kraft auf die Disziplinarverfahren,
für welche gegenwärtig kein bei der Verwaltungsabteilung anhängiger Einspruch besteht

Der Artikel 37 des im Entwurf befindlichen Erlasses wird insbesondere zur Folge haben, dass die Disziplinarordnung, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, durch den vorerwähnten Erlass vom 26. November 1999 für nichtig erklärt, vorgesehen war, am 1. März 1997, das heißt mit rückwirkender Kraft, wieder in Kraft gesetzt wird.

Man kann aber feststellen, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 eine Schlussbestimmung (Artikel 38) enthielt, gemäß welcher

«... die laufenden Beförderungs- und Disziplinarverfahren werden auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbaren Bestimmungen weitergeführt.».

Was deutlich bedeutete, dass die neue Disziplinarordnung nur bei den nach dem 1. März 1997 eingeleiteten Verfolgungen Anwendung fand. Im Gegensatz dazu waren auf diejenigen Verfolgungen, die zu diesem Zeitpunkt bereits eingeleitet worden waren, die ursprünglichen Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 anzuwenden.

Dieselbe Bestimmung wird jetzt in Artikel 38 des im Entwurf befindlichen Erlasses übernommen.

Aufgrund der Nichtigerklärung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 wird davon ausgegangen, dass dieser Erlass nie bestanden hat. Dies hat zur Folge, dass die Wallonische Regierung ab dieser am 26. November 1999 eingetretenen Nichtigerklärung nur noch auf der einzigen Grundlage der Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994, wie sie vor ihrer Abänderung im Januar 1997 bestanden, Disziplinarverfahren einleiten oder weiterführen konnte.

Die in Artikel 38 des Erlassentwurfs vorgesehene rückwirkende Kraft könnte daher die «Regularisierung» von auf der Grundlage von annullierten Bestimmungen eingeleiteten oder weitergeführten Disziplinarverfahren gesetzlich nicht bewirken.

Der Artikel 37 des Erlassentwurfs könnte auch nicht erlauben, dass Disziplinarverfahren «auf der Grundlage von vor dem Inkrafttreten des im Entwurf befindlichen Erlasses anwendbaren Bestimmungen» künftig weitergeführt werden, wenn diese Bestimmungen durch den Staatsrat für nichtig erklärt worden sind.

Die Artikel 37 und 38 müssen unter Berücksichtigung dieser Bemerkungen gründlich aufgearbeitet werden.

Diese Abänderung ist um so notwendiger als sowohl das Disziplinarverfahren als auch bestimmte im Entwurf befindliche Disziplinarstrafen sich deutlich von den ursprünglichen Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 unterscheiden (5).

Besondere Bemerkungen

Präambel

1. Der Absatz 3 muss ausgelassen werden, da der Königliche Erlass vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze nicht eine der Rechtsgrundlagen des im Entwurf befindlichen Erlasses bildet.

2. Im Absatz 4, der Absatz 3 wird, muss die Eintragung der am 1. Dezember 1994 und am 18. Januar 1996 vorgenommenen Abänderungen gestrichen werden, da diese Abänderungen am Wortlaut des Erlasses vom 17. November 1994 nichts geändert haben. Die Verabschiedung der vorerwähnten Texte, deren Anwendungsbereich «ratione personae» nur gewisse Einrichtungen öffentlichen Interesses betrifft, ist beispielhaft für ein Verfahren, in dem Regelungen verabschiedet werden, die auf dem Bezugsrahmen anderer Regelungen beruhen, und deren Anwendung de facto als Folge hat, dass ein neuer, autonomer Text entsteht (6).

3. Die Daten, an denen die verschiedenen vorherigen, in der Präambel angeführten Formalitäten erfüllt worden sind, müssen erwähnt werden.

Maßgeblicher Text

Artikel 1

Im Absatz 2 des im Entwurf befindlichen Artikels 5 müssen die Wörter «mit der Liste» nach dem Wort «Register» eingefügt werden.

Artikel 2

Es wird auf die allgemeine Bemerkung Nr. 1 hingewiesen.

Artikel 3

1. Der Staatsrat sieht nicht ein, was die genaue Tragweite des dritten Absatzes vom im Entwurf befindlichen Artikel 7 ist.

Was bedeuten die Begriffe «persönlicher Wohnsitz», «Aufenthaltsort» und «Amtssitz»?

Die im Entwurf befindliche Bestimmung soll mehr Deutlichkeit über diese Begriffe verschaffen.

2. Nachdem der delegierte Beamte darüber befragt wurde, warum die Regel auf den «Fall einer Beförderung innerhalb der Stufe 4» beschränkt wird, hat er diesen besonderen Fall durch das Erfordernis erklärt:

«... Beamte eines niedrigen Ranges, für die jede Aussicht einer mit einer Änderung des Amtssitzes verbundenen Beförderung- aus objektiven oder wenigstens kulturellen Gründen - oft schwer denkbar ist, «de facto» nicht von jeglicher Beförderung auszuschließen. Diese Maßnahme zielt darauf ab, dem Nichtvorhandensein einer ebenen Laufbahn hinsichtlich einer dessen Folgen, nämlich der Möglichkeit von Beförderungen im gleichen Amtssitz, abzuwenden.»

Um jegliche Bestreitung dieser Bestimmung im Verhältnis zu den Grundsätzen der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu vermeiden, ist es unerlässlich, dass die objektiven Kriterien, die diese Ausnahme rechtfertigen, in dem Bericht an die Regierung deutlich hervorgehoben werden.

3. Im 2. Absatz des im Entwurf befindlichen Artikels 7 muss in der französischen Fassung das Wort «reproduit» durch das Wort «énoncé» ersetzt werden.

Artikel 5

In Punkt 4 des im Entwurf befindlichen Artikels 11 wird vorgesehen, dass der Bedienstete unter anderem «nicht unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe sein muss, die vor der Vakanzerklärung vorgeschlagen und die nicht gestrichen worden ist» um durch Übergang in die höhere Stufe befördert zu werden.

Der Text ist in dieser Hinsicht besonders schlecht und mehrdeutig abgefasst worden.

Wie sich aus den Erläuterungen des Vertreters des Ministers ergibt, muss diese Bedingung zum Zeitpunkt der Beförderung abgeschätzt werden.

In der im Entwurf befindlichen Bestimmung muss deutlich angegeben werden, wann die Beachtung der verschiedenen Bedingungen, die für die Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe erfordert sind, festgestellt werden muss.

Artikel 6

Der jetzige Artikel 13 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 enthält eine Regel, die derjenigen, die in dem im Entwurf befindlichen Artikel 13, Absatz 1 festgelegt wird, ziemlich ähnlich ist.

In der im Entwurf befindlichen Regel wird jedoch nicht mehr ausdrücklich vorgesehen, dass die vakante Stelle den Beamten mitgeteilt werden muss, die durch Versetzung ernannt werden können.

Wie soll man die Sache verstehen? Wie werden solche Stellen bekannt gegeben?

Artikel 7

Im jetzigen Artikel 14 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 wird die Versetzung folgendermaßen definiert:

«der Übergang eines Beamten von einer Stelle eines Stellenplans zu einer anderen seinem Rang und seiner Qualifikation entsprechenden Stelle desselben Stellenplans».

Die im Entwurf befindliche Bestimmung streicht die Wörter «und seine Qualifikation».

Laut dem im Entwurf befindlichen Artikel 6, Absatz 2 erfordert jedoch der Zugang zu einer Stelle nach einem der in Artikel 8 des Statuts vorgesehenen Verfahren, d.h. unter anderem der Versetzung auf Antrag des Beamten:

«den Besitz der Qualifikationen und Befähigungen, die im Qualifikations- und Befähigungsbogen angeführt sind, mit Ausnahme des Übergangs in die höhere Stufe...».

Diese Bestimmung gibt Folgendes an:

«Unter Qualifikation versteht man den Besitz eines bzw. mehrerer Diplome oder Zeugnisse im Sinne der Anlage II zum Königlichen Erlass vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze.».

Da in dem im Entwurf befindlichen Artikel 6 vorgesehen wird, dass die Versetzung auf Antrag des Beamten den Besitz von Qualifikationen erfordert, verursacht die Streichung der Wörter «und seiner Qualifikation» in Artikel 14 eine Inkohärenz im Text.

Artikel 8

Es wird auf die allgemeine Bemerkung Nr. 1 hingewiesen.

Artikel 9

Der 2. Absatz des im Entwurf befindlichen Artikels 16, § 1 weicht von der

Regel des Dienstalters ab, wenn die Versetzung Beamte des Rangs A4 oder eines höheren Rangs betrifft (7).

Der Staatsrat stellt sich Fragen über das objektive Kriterium, das für die Versetzung dieser höheren Beamten angewandt wird.

Es geht aus den schriftlichen, dem Staatsrat gegebenen Antworten hervor, dass

«betrachtet wurde, dass, was die leitenden Beamten angeht (Generalbeamten und Direktoren), die Notwendigkeit der Suche nach der bestmöglichen Anpassung des Beamten an die Funktion nicht mehr mit den Zufälligkeiten zu vereinbaren ist, die ein Auswahlverfahren gemäß dem einzigen Kriterium des Dienstalters aufweisen kann».

Diese Erläuterung hebt die objektiven Kriterien, die in Betracht zu nehmen sind, jedoch nicht hervor.

Die im Entwurf befindliche Bestimmung soll diesbezüglich überprüft werden. Um die verfassungsmäßigen Vorschriften über die Gleichheit und die Nichtdiskriminierung zu beachten, ist es unerlässlich, die objektiven Gründe zu erklären, die die Auslassung der Kriterien des Dienstalters erläutern und die die Kriterien, die berücksichtigt werden müssen, bestimmen.

In dem im Entwurf befindlichen Artikel 16, § 2, Absatz 2 wird vorgeschlagen, die Wörter «damit die offene Stelle besetzt wird», die überflüssig sind, auszulassen.

Artikel 11

Es wird auf die allgemeine Bemerkung Nr. 1 hingewiesen.

Artikel 12

1. Der im Entwurf befindliche Artikel 22, Absatz 1 enthält dieselbe Regel als diejenige, die zur Zeit angewandt wird, bestimmt aber nicht mehr, dass die offene Stelle den Beamten mitgeteilt wird, die durch Transferierung ernannt werden können.

Wie soll man die Sache eigentlich verstehen? Wie werden solche für offen erklärten Stellen bekannt gegeben?

2. Was den im Entwurf befindlichen Absatz 2 angeht, wird festgelegt, dass, wenn eine offene Stelle durch Transferierung besetzt werden sollte, ein in Artikel 24 des Statuts erwähnter Ausschuss einen Vorschlag über die Bewerbungen machen muss, jedoch mit Ausnahme der offenen Stellen der Dienststränge A1 und A2.

Der Staatsrat stellt sich demnach die Frage, welches Verfahren für die offenen Stellen der Dienststränge A1 und A2 angewandt wird.

Die im Entwurf befindliche Bestimmung muss hierzu genauere Angaben machen.

Artikel 13

Diese Bestimmung ruft dieselbe Bemerkung hervor als diejenige, die bezüglich Artikel 7 des Entwurfs geäußert wurde.

Artikel 14

In dem im Entwurf befindlichen Artikel 24 wird insbesondere die Zusammensetzung des Ausschusses festgelegt, der die Anträge auf Transferierung untersuchen wird.

Diese Bestimmung enthält wenig Angaben über die Arbeitsregeln dieses Ausschusses. Wie steht es zum Beispiel mit dem zur Beschlussfähigkeit erforderlichen Quorum ?

Die im Entwurf befindliche Bestimmung muss diesbezüglich ergänzt werden.

Artikel 15

Es wäre ratsam, den im Entwurf befindlichen Artikel 25, Absatz 1 wie folgt zu verfassen:

«Art. 15 – Der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss befindet über die Vereinbarkeit der Anträge auf Transferierung mit den Erfordernissen des Dienstes.»

Artikel 16

Der im Entwurf befindliche Artikel 26 enthält Regeln, die denjenigen, die in dem im Entwurf befindlichen Artikel 16 vorgesehen sind, gleich sind.

Es wird auf die bereits geäußerten Bemerkungen hinsichtlich des Artikels 9 des Entwurfs hingewiesen.

Artikel 17

In dem im Entwurf befindlichen neuen Absatz 3 des Artikels 30 gilt es, die Dauer der Abbrechung der Probezeit anzugeben, die sich aus dem Umstand ergibt, dass die Dauer der in Art. 121 des Statuts erwähnten Zeiträume dreißig Tage überschreitet. Mit anderen Worten gilt es anzugeben, ob die Probezeit während der Gesamtdauer der oben genannten Zeiträume abgebrochen wird, oder ob die ersten dreißig Tage davon abgerechnet werden müssen.

Die im Entwurf befindliche Bestimmung muss diesbezüglich deutlicher sein.

Artikel 18

In dieser Bestimmung wird vorgesehen, dass in Artikel 31, § 2 des Statuts der Wortlaut «Wenn beide Berichte zu dem Schluss führen» durch den Wortlaut «Wenn aus den Berichten deutlich wird» ersetzt wird.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass der Wortlaut «Wenn beide Berichte zu dem Schluss führen» auf juristischer Ebene genauer ist, da er eine explizite Schlussfolgerung über die Unfähigkeit des auf Probezeit eingestellten Beamten voraussetzt. Der Wortlaut «Wenn aus den Berichten deutlich wird» ist undeutlicher, da er nicht ausschließt, dass die Berichte ungünstige Elemente bezüglich des auf Probezeit eingestellten Beamten enthalten können, ohne jedoch zu dem Schluss zu kommen, dass er die Probezeit nicht erfolgreich absolviert hat.

Die im Entwurf befindliche Änderung bewirkt nicht den Ausschluss der oben erwähnten Auslegung.

Unter allen Umständen sollte der Text so formuliert werden, dass die Verfasser der Berichte eine genaue Schlussfolgerung geben müssen.

Artikel 19

Es wird auf die allgemeine Bemerkung Nr. 1 hingewiesen.

Artikel 20

Innerhalb des im Entwurf befindlichen Artikels 35 sollte der in der französischen Fassung viermal verwendete Wortlaut «sort» durch den Wortlaut «produit» ersetzt werden.

Artikel 21

Der Staatsrat stellt fest, dass in dem im Entwurf befindlichen Art. 40 die Qualifikationen der Bediensteten im Falle eines Stellentauschs berücksichtigt werden, indem dieser als eine gleichzeitige Versetzung bzw. Transferierung zweier Beamter gleichen Ranges und gleicher Qualifikation, die ihren jeweiligen Dienstposten tauschen, zu verstehen ist.

Der Staatsrat stellt sich erneut Fragen über die Kohärenz dieser im Entwurf befindlichen Bestimmung, im Vergleich zu den im Entwurf befindlichen Artikeln 14 und 23, welche die Anforderung der Qualifikationen abschaffen.

Artikel 25 bis 28

Es wird auf die allgemeine Bemerkung Nr. 1 hingewiesen.

Artikel 29

Über die allgemeine Bemerkung Nr. 2 hinaus, ruft diese Bestimmung noch die nachstehenden besonderen Bemerkungen hervor:

Im Entwurf befindlicher Artikel 66

In dieser Bestimmung wird vorgesehen, dass gegen

«die Beamten, die einer der im Königlichen Erlass vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze vorgesehenen Pflichten zuwiderhandeln» Disziplinarstrafen verhängt werden können.

Die hiermit gemeinten Pflichten beziehen sich hauptsächlich auf Artikel 1, § 3, Absatz 1, 2° (eine den Anforderungen des Amtes angemessene Führung haben), Artikel 3 (Verbot, bestimmte Tatsachen zu enthüllen), Artikel 7 (Pflicht, ihr Amt redlich und rechtschaffen auszuüben – Pflicht, die Benutzer mit Verständnis und ohne

jegliche Diskriminierung zu behandeln) und Artikel 8 (Pflicht, außerhalb des Amtes ein Verhalten zu haben, das mit diesem Amt vereinbar ist – Verbot, Zuwendungen, Geschenke oder sonstige Vorteile von den Benutzern zu verlangen, zu empfangen oder anzufordern – Pflicht, sich über den Stand der Technik und der Regelungen in ihrem Fachbereich zu informieren).

Obwohl diese Pflichten allgemein sehr weitgehend formuliert sind, stellt sich der Staatsrat jedoch die Frage, ob der Verfasser des Entwurfs mit dem Verweis auf diese alleinigen Pflichten darauf abzielt, den Geltungsbereich der Strafordnung in einem gewissen Maße einzuschränken.

Der Verfasser des Entwurfs muss in dem Bericht an die Regierung deutlich erläutern, ob er im Disziplinarbereich sozusagen die Strafregelel «Nullum crimen sine lege» einführen will.

Ist dies nicht seine Absicht, dann gilt es, jeglichen Verweis auf die Pflichten, die durch den Königlichen Erlass zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze eingeführt werden, aufzugeben.

Im Entwurf befindlicher Artikel 67

Laut Artikel 31, § 3 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts gilt Folgendes:

«Die in § 1 erwähnte einstweilige Amtsenthebung aus Disziplinargründen wird für einen Zeitraum auferlegt, der drei Monate nicht überschreiten darf, und darf zu keiner Gehaltskürzung führen, die diejenige übersteigt, die in Artikel 23, Absatz 2, des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer erwähnt ist.»

Laut dem im Entwurf befindlichen Artikel 67, Absatz 2, gilt Folgendes:

«Während der Dauer der einstweiligen Amtsenthebung aus Disziplinargründen erhält der Beamte einen Gehaltvorschuss, der seinem Gehalt entspricht, welcher um den in Artikel 23, Absatz 2 des vorgenannten Gesetzes vom 12. April 1965 erwähnten Barentlohnungsanteil ermäßigt wird. Die Rückerstattung des Vorschusses wird über die Zeit verteilt, wobei der monatliche Lohnabzug höchstens demselben Entlohnungsanteil entspricht.»

Gemäß dieser Bestimmung muss ein Beamter, dem eine Gehaltskürzung auferlegt worden ist, der Behörde die Gesamtheit seines Gehalts zurückzahlen. In Artikel 31, § 3 des genannten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 und in Übereinstimmung mit Artikel 23, Absatz 2 des genannten Gesetzes vom 12. April 1965 wird der Gesamtbetrag der Gehaltskürzungen jedoch auf ein Fünftel des Gehalts beschränkt. Den Rest des Gehalts muss der Bedienstete behalten.

Die im Entwurf befindliche Bestimmung muss somit im Sinne von Artikel 31, § 3 des genannten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 noch einmal überdacht werden.

Im Entwurf befindlicher Artikel 68

1. Kraft Artikel 35 des genannten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 wird an folgende Bestimmung erinnert:

«Zu jeder Zeit im Laufe des Disziplinarverfahrens kann sich der Bedienstete zu seiner Verteidigung von der Person seiner Wahl beistehen lassen.»

In Artikel 74, Absatz 1 des genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 steht folgende Bestimmung:

«Der Beamte wird vorher über die Handlungen angehört. Er kann sich zu seiner Verteidigung von der Person seiner Wahl beistehen lassen.»

Nun aber wird diese Bestimmung in Artikel 30 des Entwurfs aufgehoben.

Somit sollte in dem im Entwurf befindlichen Artikel 68, Absatz 1, vorgesehen werden, dass der Beamte sich bei seiner Anhörung durch seinen hierarchischen Vorgesetzten von der Person seiner Wahl beistehen lassen kann.

Die gleiche Bemerkung gilt für den im Entwurf befindlichen Absatz 4.

2. In dem im Entwurf befindlichen Absatz 5 steht folgende Bestimmung:

«Jeder Beamte, der an einer Anhörung teilnimmt, ist zur Geheimhaltung verpflichtet.»

Der Staatsrat stellt sich Fragen über die juristische Tragweite dieser Geheimhaltung.

Aufgrund Artikel 3, Absatz 2 des genannten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 gilt es, jede Enthüllung betreffend die Angelegenheiten zu untersagen, die zu der Disziplinarverfolgung geführt haben oder das Privatleben des Betroffenen angehen.

Die im Entwurf befindliche Bestimmung muss somit dementsprechend revidiert werden.

Im Entwurf befindlicher Artikel 69

In dem im Entwurf befindlichen Absatz 2 soll ebenfalls vorgesehen werden, dass der Beamte sich von der Person seiner Wahl beistehen lassen kann, wenn er vom Direktionsrat angehört wird.

Im Entwurf befindlicher Artikel 71

Im Hinblick auf die Achtung des Grundsatzes der Unparteilichkeit im Verlaufe des Disziplinarverfahrens muss der im Entwurf befindliche Absatz 2 anführen, dass unter den zwei Mitgliedern der Regierung, die auf diese Weise bestellt worden sind, um den Beamten anzuhören, sich nicht das in dem im Entwurf befindlichen Absatz 1 erwähnte Mitglied der Regierung befinden darf, d.h. das Mitglied, das den endgültigen Strafvorschlag formuliert hat.

Im selben Absatz muss ebenfalls angeführt werden, dass der auf diese Weise angehörte Beamte sich von der Person seiner Wahl beistehen lassen kann.

Artikel 31

Im Entwurf befindlicher Artikel 94

In der französischen Fassung des im Entwurf befindlichen Artikels 94, Absatz § 1, muss der Wortlaut «Même en l'absence de recours introduit auprès de la chambre de recours» am Anfang stehen, so dass der Wortlaut «même en l'absence de recours» nach dem Wort «gouvernement» gestrichen wird.

Im Entwurf befindlicher Artikel 95

Der Staatsrat sieht nicht ein, aus welchem Grund die zweimonatige Frist ab dem Eingang des in Artikel 92 des Statuts erwähnten Protokolls über das Erscheinen gerechnet wird.

Gemäß den dem Staatsrat übermittelten Antworten «wurde der Eingang des Protokolls bei der beschließenden Behörde als Anfangspunkt der Frist gewählt, um der Behörde einen realen Zeitraum von zwei Monaten zu gewähren, damit diese ihre Entscheidung ausreifen lassen und treffen kann.»

Es muss jedoch festgestellt werden, dass in Artikel 92 nicht ausdrücklich vorgesehen wird, dass dieses Protokoll der Regierung oder dem Generalsekretär übermittelt werden muss.

Wäre es demnach nicht ratsamer, diese zweimonatige Frist ab der Übermittlung der Akte durch die Widerspruchskammer je nach Fall an die Regierung oder an den Generalsekretär zu rechnen?

Artikel 32

Zweck des untersuchten Artikels ist es, in Artikel 111 des Statuts den Wortlaut «in der Eigenschaft eines Beamten auf Probe und eines Beamten als Mitglied des Personals» durch den Wortlaut «in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds» zu ersetzen.

Der letztgenannte Wortlaut ist undeutlich.

Aus den dem Staatsrat übermittelten schriftlichen Antworten geht hervor, dass der Ausdruck «in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds» gewählt wurde, um den vor 1992 auf Grundlage der Regentenerlasse vom 30. April 1947 zur Festlegung des Statuts der zeitweilig eingestellten Bediensteten und vom 10. April 1948 zur Festlegung des Statuts der zeitweilig eingestellten Handarbeiter erbrachten Diensten gerecht werden zu können.

Es scheint, dass die Verwaltung seit dem 1. Dezember 1994, Datum an dem das neue Statut in Kraft getreten ist, den Wortlaut «in der Eigenschaft eines Beamten auf Probe und eines Beamten als Mitglied des Personals» immer in der Bedeutung «in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds» ausgelegt hat.

Der Staatsrat glaubt jedoch, den Verfasser des Entwurfs auf Artikel 17 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 aufmerksam machen zu müssen, kraft dessen Folgendes Gültigkeit hat:

«Der Beamte auf Probe hat nicht die Eigenschaft eines Bediensteten im Sinne des vorliegenden Erlasses.

Er untersteht den Bestimmungen dieses Erlasses in dem Sinne, wo diese ausdrücklich auf ihn anwendbar gemacht werden.»

Kraft der allgemeinen Grundsätze wird der Beamte auf Probe nicht als statutarisches Personalmitglied angesehen.

Somit ist es in diesem Falle ratsamer, den bestehenden Wortlaut zu bewahren. Der Wortlaut «in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds» kann in der Tat so ausgelegt werden, dass die als Beamter auf Probe erbrachten Dienste nicht berücksichtigt werden.

Um der Absicht der Regierung zu entsprechen, gilt es, Artikel 111 zu ergänzen, indem die vor 1992 erbrachten Dienste spezifisch gemeint werden.

Artikel 36

Der Staatsrat nimmt die genaue Tragweite dieser Bestimmung nicht wahr.

Statt «davon auszugehen», dass der Beamte, der Inhaber eines Dienstgrades des Ranges D2 oder E2 ist, an der Ausbildung zur Vorbereitung für die Beförderung durch Aufsteigen in den Dienstrang D1 oder E1 regelmäßig teilgenommen hat, sollte man lieber schreiben, dass er von dieser Ausbildung befreit ist.

Artikel 37

Es wird auf die allgemeine Bemerkung Nr. 2 hingewiesen.

Artikel 38

Was die in dieser Bestimmung empfohlene Rückwirkungskraft angeht, wird auf die allgemeinen Bemerkungen Nr. 1 und 2 hingewiesen.

Der Staatsrat stellt sich ebenfalls Fragen über die genaue Bedeutung des Wortlauts «und verliert seine Wirkung am 31. Januar 2001».

Der hierzu befragte Vertreter des Ministers hat erklärt, es bestehe der politische Wille, bis dahin ein neues Statut für die Bediensteten der Wallonischen Region einzuführen.

In der Annahme, dass an diesem Datum kein neues Statut anwendbar ist, dann bedeutet dies, dass die durch den vorliegenden, im Entwurf befindlichen Erlass gebrachten Änderungen am genannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 nicht mehr gültig sind.

Wie bereits hervorgehoben, hat aber die Wallonische Regierung am 29. April 1999 einen neuen Erlass angenommen, der eine Reihe Änderungen an den Bestimmungen des genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 herbeiführt, unter Berücksichtigung derjenigen, die bereits durch den vorerwähnten Erlass vom 23. Januar 1997, der für nichtig erklärt wurde, vorgenommen worden waren.

Der Staatsrat äußert starke Bedenken über die Vereinbarkeit der Regeln, die auf dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 beruhen, mit den ursprünglichen Regeln des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994.

Diese Bestimmung muss noch einmal gründlich überdacht werden.

Die Zusammensetzung der Kammer war folgende:

Die Herren :

Y. Kreins, Staatsrat, Vorsitzende

P. Lienardy,

P. Quertainmont, Staatsräte

P. Gothot,

J. van Compernelle, Beisitzer bei der Gesetzgebungsabteilung

Frau B. Vigneron, stellvertretender Kanzler

Der Bericht wurde von Frau P. Vandernacht, Auditor, vorgelegt. Die Notiz des Koordinierungsbüros wurde von Herrn B. Rongvaux, beigeordneter Referendar, verfasst und vorgetragen.

Der Kanzler

B. Vigneron

Der Vorsitzende

Y. Kreins

Zur Ausfertigung an den Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes der Wallonischen Regierung, am 12. April 2000.

Der Hauptkanzler des Staatsrates,

D. Langbeen.

**8. JUNI 2000 - Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994
zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999;

Aufgrund des Berichts an die Regierung, der vom Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes vorgelegt wurde;

Aufgrund des am 8. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Februar 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. Februar 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Verhandlungsprotokolls Nr. 307 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 21. Februar 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 10. Februar 2000 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 7. April 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, werden die Absätze 2 und 3 durch folgende Absätze ersetzt:

«Der Stellenplan ist in Generaldirektionen, Abteilungen und Direktionen unterteilt. Er bestimmt insbesondere die Anzahl Stellen jedes Ranges in den gesamten Zentral- und Außendienststellen jeder Generaldirektion. Die Anzahl Stellen der Stufe 4 kann pro Generaldirektion oder notfalls insgesamt festgelegt werden.

Der Generalsekretär erstellt jedes Jahr ein Register mit der Liste pro Direktion und pro Außendienststelle der unbesetzten Stellen oder der Stellen, die in den kommenden zwölf Monaten nicht mehr besetzt sein werden».

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 – Jeder Direktionsrat legt die Bedingungen für den Zugang zu jeder Stelle nach den nachstehenden Modalitäten fest. Der Beschluss des Direktionsrats wird den Mitgliedern der Regierung innerhalb von acht Tagen, nachdem er gefasst worden ist, bekanntgegeben.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Bekanntgabe schlägt das Regierungsmitglied, das eine Abänderung des Beschlusses des Direktionsrats wünscht, diese Abänderung der Regierung vor, die innerhalb eines Monats darüber entscheidet.

Unbeschadet der Artikel 15, Absatz 5 und 25, Absatz 4 erfordert der Zugang zu einer Stelle nach einem der in Artikel 8 vorgesehenen Verfahren den Besitz der Qualifikationen und Befähigungen, die in der Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung angeführt sind, mit Ausnahme des Übergangs in die höhere Stufe, für den nur der Besitz der Befähigungen erfordert wird. Die Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung wird gemäß dem als Anlage I beigefügten Muster aufgestellt; sie kann gegebenenfalls zusätzliche Auskünfte über die Stelle enthalten.

Unter Qualifikation versteht man den Besitz eines bzw. mehrerer Diplome oder Zeugnisse im Sinne der Anlage II zum Königlichen Erlass vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze. Die Qualifikation kann der Bezeichnung des Dienstgrades hinzugefügt werden.

Unter Befähigungen versteht man besondere Kenntnisse oder Fähigkeiten, insbesondere die aktive Kenntnis einer Fremdsprache, eines bzw. mehrerer Softwareprogramme, den Besitz eines Führerscheins, den Besitz des Befähigungszeugnisses für Forstwirtschaft».

Art. 3 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Die Regierung kann jede Stelle, die unbesetzt ist oder die in den kommenden zwölf Monaten nicht mehr besetzt sein wird, für offen erklären.

In der Bekanntgabe einer Vakanz wird der Platz der Stelle im Stellenplan bestimmt und werden die Bedingungen für den Zugang zur Stelle und gegebenenfalls zusätzliche Auskünfte betreffend die Stelle angegeben.

Im Falle einer Beförderung innerhalb der Stufe 4 oder wenn die Stelle von ihrem Inhaber einen persönlichen Wohnsitz oder Aufenthaltsort verlangt, der dem Amtssitz entspricht, ist der Beamte, der sich um eine Beförderung bewirbt, berechtigt, soweit er schon eine Stelle des gleichen Typs in der gleichen Unterabteilung des Stellenplans bezieht, zwischen dem in der Vakanzklärung bezeichneten Amtssitz und dem Amtssitz zum Zeitpunkt seiner Bewerbung, den er somit behalten dürfte, zu wählen».

Art. 4 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Die Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe ist die Ernennung in den niedrigsten Dienstgrad der Stufe, die unmittelbar über derjenigen liegt, zu der der Beamte gehört; dies gilt nicht für die Stufe 2, deren Beamte Zugang zu der Stufe 2+ oder zu der Stufe 1 haben sowie für die Stufe 4, deren Beamte Zugang zu der Stufe 3 oder zu der Stufe 2 haben».

Art. 5 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - Der Beamte, der folgende Bedingungen erfüllt, kann durch Übergang in die höhere Stufe befördert werden:

1° ein Dienstalter von mindestens vier Dienstjahren in der selben Stufe haben;

2° eine positive Bewertung bekommen haben;

3° eine vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Übergang in die höhere Stufe bestanden haben;

4° nicht unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe sein, die vor der Vakanzerklärung vorgeschlagen und die nicht gestrichen worden ist».

Art. 6 - Artikel 13, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Wenn eine offene Stelle nicht mittels Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe besetzt werden kann, wird sie durch Versetzung besetzt».

Art. 7 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die Wörter «und seiner Qualifikation» gestrichen.

Art. 8 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 15 - Die Anträge auf Versetzung, die innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe des in Artikel 5, Absatz 3, erwähnten Registers eingereicht worden sind, sind die einzigen, die zulässig sind, mit Ausnahme der aus Sozial- oder Familiengründen eingereichten Anträge. Die Bekanntgabe des Registers hebt jeden vorher eingereichten Antrag auf Versetzung auf.

Die Anträge auf Versetzung werden dem Direktionsrat vorgelegt, der darüber befindet, ob sie mit den Erfordernissen des ursprünglichen Dienstes und denjenigen des Dienstes, für den der Beamte seine Versetzung beantragt, vereinbar sind oder nicht.

Wenn der Beamte Sozial- oder Familiengründe anführt, wird er vom Sozialdienst angehört, der ein Gutachten für den Direktionsrat abgibt.

Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Direktionsrat angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn der Beamte der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, dass er angehört worden ist.

Wenn die Sozial- oder Familiengründe vom Direktionsrat als begründet anerkannt werden, kann die Versetzung in Abweichung von Artikel 16, § 1 und in eine Stelle, die nicht für offen erklärt worden ist und die unbesetzt ist, genehmigt werden».

Art. 9 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 16 - § 1. Die Regierung befindet über die Versetzung zugunsten des Beamten, der unter den vom Direktionsrat vorgeschlagenen Beamten das höchste Dienstalter aufweist.

Für die Beamten des Rangs A4 oder eines höheren Rangs wird das Dienstalter jedoch nicht berücksichtigt

§ 2. Wenn eine offene Stelle nicht mittels Versetzung besetzt werden kann, wird sie zur Kenntnis der Beamten gebracht, die mittels Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ernannt werden können.

In diesem Fall macht der Direktionsrat einen Vorschlag für die für offen erklärten Stellen der Ränge A3 bis A5.»

Art. 10 - In Artikel 17, § 2 desselben Erlasses wird das Wort «erteilt» durch das Wort «beschlossen» ersetzt.

Art. 11 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 18 - Mit Ausnahme der Beförderungen in die Ränge A1 und A2 kann der Beamte, der folgende Bedingungen erfüllt, durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert werden:

1° ein Dienstalter von mindestens vier Dienstjahren im selben Rang haben;

2° eine positive Bewertung bekommen haben;

3° eine die Beförderung vorbereitende Ausbildung nachweisen können;

4° die Beförderungsprüfung bestanden haben;

5° nicht unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe sein, die vor der Vakanzerklärung vorgeschlagen und nicht gestrichen worden ist.

In Abweichung vom ersten Absatz ist die Absolvierung der Beförderungsprüfung für die Beförderung in die Ränge A5, B2, C2, D1, D2, E1 und E2 nicht erforderlich.

In Abweichung vom ersten Absatz braucht keine die Beförderung vorbereitende Ausbildung für die Beförderung in die Ränge A4, B1 und C1 nachgewiesen zu werden.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Organisation der die Beförderung vorbereitenden Ausbildung und der Beförderungsprüfung.

Zur Beförderung in den Rang A3 müssen außerdem besondere Bedingungen in Bezug auf die betreffende Funktion erfüllt werden».

Art. 12 - Artikel 22 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 22 - Wenn eine offene Stelle nicht mittels Beförderung durch Übergang in die höhere Stufe, Versetzung oder Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad besetzt werden kann, wird die Stelle durch Transferierung besetzt.

In diesem Fall macht der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss, außer für die offenen Stellen der Ränge A1 und A2, einen Vorschlag, damit die offene Stelle besetzt wird».

Art. 13 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Wörter «und seiner Qualifikation» gestrichen.

Art. 14 - Artikel 24 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 24 - Die Anträge auf Transferierung, die innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe des in Artikel 5, Absatz 3, erwähnten Registers eingereicht worden sind, sind die einzigen, die zulässig sind, mit Ausnahme der aus Sozial- oder Familiengründen eingereichten Anträge. Die Bekanntgabe des Registers hebt jeden vorher eingereichten Antrag auf Transferierung auf.

Die Anträge auf Transferierung werden einem Ausschuss vorgelegt, der sechs Mitglieder umfasst. Jeder Direktionsrat bezeichnet drei Mitglieder, worunter den Beamten des Ranges A2 oder notfalls den Beamten des Ranges A1, dem der Beamte untersteht und der für die zu besetzende Stelle zuständig ist. Bei Stimmgleichheit innerhalb des Ausschusses wird der Antrag abgelehnt».

Art. 15 - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 25 - Der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss befindet über die Vereinbarkeit der Anträge auf Transferierung mit den Erfordernissen des Dienstes.

Wenn der Beamte Sozial- oder Familiengründe anführt, wird er vom Sozialdienst angehört, der ein Gutachten für den Ausschuss abgibt.

Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Ausschuss angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn der Beamte der Vorladung des Ausschusses nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, dass er angehört worden ist.

Wenn die Sozial- oder Familiengründe vom Ausschuss als begründet anerkannt werden, kann die Transferierung in Abweichung von Artikel 26 und in eine Stelle, die nicht für offen erklärt worden ist und die unbesetzt ist, genehmigt werden».

Art. 16 - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 26 - Die Transferierung wird von der Regierung zugunsten des Beamten beschlossen, der unter den Beamten, die vom in Artikel 24 erwähnten Ausschuss vorgeschlagen werden, das höchste Dienstalter aufweist.

Für die Beamten des Rangs A4 oder eines höheren Rangs wird das Dienstalter jedoch nicht berücksichtigt».

Art. 17 - Artikel 30, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgende Absätze ersetzt: «Für die Berechnung der Dauer der Probezeit werden alle Zeiträume berücksichtigt, in denen der Beamte auf Probe sich im administrativen Stand des aktiven Dienstes befindet. Die in Artikel 121 erwähnten Zeiträume brechen die Dauer der Probezeit jedoch ab, sobald ihre gesamte Dauer dreißig Tage überschreitet».

Art. 18 - In Artikel 31, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Wenn beide Berichte zu dem Schluss führen» durch den Wortlaut «Wenn mindestens einer der beiden Berichte zu dem Schluss führt» ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 33 desselben Erlasses wird das Wort «neunmonatigen» durch das Wort «zwölfmonatigen» ersetzt.

Art. 20 - Artikel 35 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. November 1995, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 35 - Im Falle eines Übergangs in die höhere Stufe wird die Ernennung am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem die Vakanz der Stelle erklärt worden ist, wirksam. Im Falle einer Anwerbung wird die Ernennung am Tag der Zulassung zur Probezeit wirksam. In den anderen Fällen wird die Ernennung am ersten Tag des Monats nach dem Ernennungsbeschluss wirksam. Wenn die Stelle am Tag der Ernennung jedoch noch besetzt ist, wird diese am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie frei wird, wirksam».

Art. 21 - Artikel 40 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 40 - Der Stellentauch ist die gleichzeitige Versetzung bzw. die gleichzeitige Transferierung zweier Beamter gleichen Rangs und gleicher Qualifikation, die ihren jeweiligen Dienstposten tauschen».

Art. 22 - Artikel 41, Absatz 3 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Direktionsrat angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn der Beamte der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, dass er angehört worden ist».

Art. 23 - Artikel 42, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Wenn der Beamte es wünscht, kann er vorher vom Ausschuss angehört werden. Der Beamte kann sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen lassen. Wenn der Beamte der Vorladung des Ausschusses nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, dass er angehört worden ist».

Art. 24 - Artikel 43 desselben Erlasses wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn die Sozial- oder Familiengründe durch den Direktionsrat als berechtigt anerkannt werden, kann vom Dienstalter abgewichen werden».

Art. 25 - Artikel 56, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgende Absätze ersetzt:

«Wenn die letzte dem Beamten erteilte Bewertung positiv ist und wenn dieser Beamte und keiner der in Absatz 1 erwähnten Vorgesetzten vor dem Ablauf einer der in Artikel 54 bestimmten Fristen dem Generalsekretär den Wunsch mitgeteilt hat, diese Bewertung erneut zu besprechen, findet keine Versammlung des Kollegiums statt und wird eine positive Bewertung erteilt.

Die Regierung bestimmt ein spezifisches Verfahren für die Beamten der Ränge A1 und A2 sowie für die anderen Beamten, die nicht zwei Vorgesetzten verschiedener Ränge unterstehen».

Art. 26 - Artikel 57 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 57 - Die positive Bewertung entspricht der Erteilung der positiven Note für die drei Kriterien des in der Anlage 2 beigefügten Bewertungsbogens.

Die vorbehaltliche Bewertung entspricht der Erteilung einer vorbehaltlichen Note für ein bzw. mehrere Kriterien, soweit keine negative Note erteilt worden ist.

Die negative Bewertung entspricht der Erteilung einer negativen Note für ein bzw. mehrere Kriterien».

Art. 27 - Artikel 58 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 58 - Unbeschadet des Artikels 56, Absatz 2, erfolgt die Bewertung nach einer Unterredung zwischen dem Bewertungskollegium und dem Beamten.

Ein Bericht über die Unterredung wird innerhalb von dreißig Tagen dem Beamten zugestellt, der ihn binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung zusammen mit seinen eventuellen Bemerkungen zurückschickt.

Der vom Beamten abgezeichnete Bericht sowie seine Bemerkungen werden dem Bewertungsbogen beigefügt».

Art. 28 - Artikel 59, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Außer im in Artikel 56, Absatz 2 erwähnten Fall wird der Bewertungsbogen durch das Bewertungskollegium an die Beamten der Ränge A4, A3 und A2 und an den Generalsekretär weitergeleitet».

Art. 29 - Die Artikel 66 bis 71 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 66 - Gegen die Beamten, die einer der im Königlichen Erlass vom 26. September 1994 vorgesehenen Pflichten zuwiderhandeln, können folgende Disziplinarstrafen verhängt werden:

- 1° die Zurechtweisung;
- 2° der Verweis;
- 3° die Gehaltskürzung;
- 4° die Strafversetzung;
- 5° die einstweilige Amtsenthebung aus Disziplinargründen;
- 6° die Zurückstufung im Dienstgrad;
- 7° die endgültige Entfernung aus dem Dienst.

Art. 67 - Die Gehaltskürzung darf nicht länger als drei Monate angewandt werden. Sie beläuft sich auf die Hälfte des Barentlohnungsanteils, der in Artikel 23, Absatz 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer erwähnt ist.

Während der Dauer der einstweiligen Amtsenthebung aus Disziplinargründen erhält der Beamte einen Gehaltsvorschuss, der seinem Gehalt entspricht, welcher um den in Artikel 23, Absatz 2 des vorgenannten Gesetzes vom 12. April 1965 erwähnten Barentlohnungsanteil ermäßigt wird. Die Rückerstattung des Vorschusses wird über die Zeit verteilt, wobei der monatliche Lohnabzug höchstens demselben Entlohnungsanteil entspricht.

Die Zurückstufung im Dienstgrad besteht in der Ernennung zu einem um so viel Ränge niedrigeren Dienstgrad, dass die Entlohnung des Beamten tatsächlich unter derjenigen liegt, die er vorher erhalten hätte. Die Aufhebung der Strafe bewirkt nicht die Wiedereinsetzung in den früheren Dienstgrad.

Art. 68 - Jeder Vorgesetzte der Stufe 1 ist berechtigt, eine Disziplinarstrafe vorzuschlagen. Er legt diesem Vorschlag das Protokoll der Anhörung des dem Disziplinarverfahren unterstehenden Beamten bei. Das Protokoll muss von dem dem Disziplinarverfahren unterstehenden Beamten, dem Beamten, der die Strafe vorschlägt, und dem Beamten, der bei der Anhörung als Sekretär fungiert, ordnungsmäßig unterzeichnet werden.

Der Sekretär muss Inhaber eines Dienstgrades sein, der mindestens dem Dienstgrad des dem Disziplinarverfahren unterstehenden Beamten entspricht.

Der Strafvorschlag wird dem Beamten des Rangs A2 oder notfalls des Rangs A3, wenn der Vorschlag eine Zurechtweisung oder einen Verweis vorsieht, und in den anderen Fällen dem Generalsekretär auf dem Dienstwege übermittelt. Dieser bestätigt sofort den Empfang des Vorschlags bei dem Beamten, der dem Verfahren untersteht, und legt den Strafvorschlag endgültig fest.

Jeder Vorgesetzte, über den der Strafvorschlag übermittelt wird, ist berechtigt, ein Gutachten darüber abzugeben. Er ist verpflichtet, dies zu tun, wenn der dem Verfahren unterstehende Beamte es beantragt. In solchen Fällen muss er vorher und einzeln den Beamten, der der Vorschlag aufgestellt hat, und den Beamten, der dem Verfahren untersteht, anhören. Das Protokoll dieser Anhörungen, die gemäß den in Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Modalitäten vorgenommen werden, muss dem Vorschlag beigefügt werden.

Jeder Beamte, der an einer Anhörung teilnimmt, ist zur Geheimhaltung verpflichtet, was die Tatsachen betrifft, die zu der Disziplinarverfolgung geführt haben oder das Privatleben des dem Verfahren unterstehenden Beamten betreffen.

Art. 69 - Jeder endgültige Vorschlag, eine Gehaltskürzung, eine Strafversetzung, eine einstweilige Amtsenthebung, eine Zurückstufung im Dienstgrad oder eine Entfernung aus dem Dienst zu verhängen, wird vom Generalsekretär dem Direktionsrat zum Gutachten vorgelegt.

Bevor er sein Gutachten abgibt, hört der Direktionsrat den dem Verfahren unterstehenden Beamten an. Wenn dieser der Vorladung des Direktionsrats nicht nachkommt, wird außer bei einer gerechtfertigten Verhinderung davon ausgegangen, dass er angehört worden ist.

Wenn der Direktionsrat innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Tag, an dem der Generalsekretär den Vorschlag bekommen hat, sein Gutachten nicht abgegeben hat, wird das Disziplinarverfahren trotzdem weitergeführt.

Art. 70 - Der Generalsekretär oder der Beamte des Rangs A2 oder notfalls des Rangs A3, wenn die vorgeschlagene Strafe eine Zurechtweisung oder ein Verweis ist, teilt dem dem Verfahren unterstehenden Beamten den endgültigen Vorschlag sowie die Gutachten, zu denen der Vorschlag Anlass gegeben hat, mit. Dieser kann gegen diesen endgültigen Vorschlag einen Einspruch bei der Widerspruchskammer einlegen. Die Widerspruchskammer gibt vor jeder Entscheidung der für die Verhängung der Strafe zuständigen Behörde ein begründetes Gutachten ab.

Art. 71 - In Abweichung von den Artikeln 68 bis 70 wird der endgültige Vorschlag einer Strafe, die gegen einen Beamten, der innerhalb der Verwaltung nur einem Vorgesetzten untersteht, zu verhängen ist, vom Mitglied der Regierung geäußert, zu dessen Zuständigkeitsbereiche die Sachgebiete gehören, mit denen die Dienststelle, der der Beamte angehört, beauftragt ist.

Die Regierung bezeichnet zwei seiner Mitglieder, die den Beamten anhören. In diesem Fall wird das Gutachten des Direktionsrats nicht beantragt.

Art. 30 - Die Artikel 72 bis 75 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 31 - Die Artikel 93 bis 95 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 93 - Wenn die Widerspruchskammer die Untersuchung der Akte beendet hat, leitet sie diese je nach Fall an die Regierung oder an den Generalsekretär weiter, wobei sie der Akte ihr Gutachten und die Stimmenzählung beifügt.

Die Widerspruchskammer setzt gleichzeitig je nach Fall die Regierung oder den Generalsekretär, und den Beschwerdeführer von dem Gutachten, das sie abgegeben hat, in Kenntnis.

Art. 94 - Mit Ausnahme der Zurechtweisung und des Verweises, die vom Generalsekretär verhängt werden, wenn dieser an den Verfolgungen nicht selbst teilgenommen hat, werden die Disziplinarstrafen immer von der Regierung verhängt, auch wenn kein Einspruch bei der Widerspruchskammer eingelegt worden ist.

Wenn die Widerspruchskammer ein Gutachten abgegeben hat, wird sie je nach Fall von der Regierung oder dem Generalsekretär über die getroffene Entscheidung informiert.

Art. 95 - § 1. Je nach Fall befindet die Regierung oder der Generalsekretär binnen zwei Monaten nach Empfang des in Artikel 92 erwähnten Protokolls.

Wenn innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist keine Entscheidung getroffen worden ist, wird davon ausgegangen, dass je nach Fall die Regierung oder der Generalsekretär auf die Maßnahme verzichtet.

§ 2. Die Entscheidung wird dem Betroffenen per Einschreibebrief mit Eingangsbestätigung zugestellt bzw. gegen Empfangsbescheinigung übergeben.

In den Unterlagen zur Mitteilung der besagten Entscheidung müssen die vorgesehenen Widerspruchsmöglichkeiten und die entsprechenden Fristen erwähnt werden».

Art. 32 - In Artikel 111 desselben Erlasses werden die Wörter «in der Eigenschaft eines Beamten auf Probe und eines Beamten als Mitglied des Personals» durch die Wörter «in der Eigenschaft eines statutarischen Personalmitglieds» ersetzt.

Art. 33 - Artikel 121 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 121 - Unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen erhält der im aktiven Dienst befindliche Beamte Urlaub, und zwar:

1° Jahresurlaub und Urlaub an Feiertagen, umstandsbedingten Urlaub oder Urlaub aus persönlichen Gründen, Urlaub wegen vorgeburtlichen Untersuchungen, Urlaub aus zwingenden Familiengründen, Mutterschaftsurlaub, Elternurlaub, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft;

2° zur Ausübung eines Amtes im Kabinett eines Ministers bzw. eines Staatssekretärs oder im Kabinett des Minister-Präsidenten bzw. eines Mitglieds der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region;

3° um die Zuverfügungstellung an den König zu ermöglichen;

4° zur Erfüllung gewisser militärischer Pflichten in Friedenszeiten und zur Leistung von Diensten im Rahmen des Zivilschutzes bzw. zur Erfüllung gemeinnütziger Aufgaben in Anwendung der am 20. Februar 1980 koordinierten Gesetze, die das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen festlegen;

5° wegen Krankheit oder Behinderung;

6° wegen reduzierter Leistungen, die nach einer Abwesenheit wegen Krankheit oder Behinderung genehmigt worden sind;

7° wegen reduzierter Leistungen, die aus Sozial- oder Familiengründen genehmigt worden sind;

8° wegen einer gewerkschaftlichen Tätigkeit als Dauervertreter einer Gewerkschaft;

9° wegen einer Dienstreise;

10° zur Ausübung einer Tätigkeit in einer durch eine föderale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder beim Vorsitzenden einer dieser Fraktionen;

11° wegen Fortbildung und wegen Teilnahme an Ausbildungstätigkeiten;

12° wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

13° wegen Knochenmarkspende sowie um Behinderte und Kranke bei in Belgien oder im Ausland organisierten Reisen oder Aufhalten zu begleiten und ihnen beizustehen;

14° um die Erfüllung einer Probezeit in einer anderen Stelle des öffentlichen Sektors oder des Unterrichtswesens zu ermöglichen;

15° um bei einer Kammer- oder Provinzwahl kandidieren zu können».

Art. 34 - In Artikel 132, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter «eine Erklärung» durch die Wörter «einen Vorschlag zur Erklärung» ersetzt.

Art. 35 - Die Anlage zum selben Erlass wird durch die Anlagen 1 und 2, die in den Anlagen A und B zum vorliegenden Erlass stehen, ersetzt.

Art. 36 - Der Beamte, der Inhaber eines Dienstgrads des Rangs D2 oder des Rangs E2 ist und der an der 1996 durch das Ministerium der Wallonischen Region organisierten Ausbildung zur Vorbereitung für die Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung regelmäßig teilgenommen hat, ist von der Verpflichtung befreit, an der Ausbildung zur Vorbereitung für die Beförderung durch Aufsteigen in den Dienstgrad des Rangs D1 oder des Rangs E1 teilzunehmen.

Art. 37 - Die vor dem 1. März 1997 laufenden Beförderungs- und Disziplinarverfahren werden auf der Grundlage der vor dem 1. März 1997 anwendbaren Bestimmungen weitergeführt.

Art. 38 - Der vorliegende Erlass wird am 1. März 1997 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 32, der am 1. Dezember 1994 wirksam wird.

Der vorliegende Erlass verliert seine Wirkung am 31. Januar 2001.

Art. 39 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juni 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

J.-M. SEVERIN

ANLAGE 1

MUSTER DER QUALIFIKATIONS- UND BEFÄHIGUNGSBESCHREIBUNG

Ministerium - Einrichtung öffentlichen Interesses (*):

Generalsekretariat - Generaldirektion (*):

Abteilung:

Direktion:

Dienstgrad:

Amtssitz:

Qualifikation(en):

Befähigung(en):

Eventuelle zusätzliche Auskünfte:

(* Unzutreffendes bitte streichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juni 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

J.-M. SEVERIN

ANLAGE B

ANLAGE 2

BEWERTUNGSBOGEN

I. IDENTITÄT

Name:

Vorname:

Dienstgrad:

Direktion:

Dienstantritt: - als Vertragspersonalmitglied
 - als Beamter:

AUSGEÜBTE TÄTIGKEIT

Vorherige Bewertungen (unter Angabe der Bewerter und Bewertungszeiträume)

Verwirkte und nicht gestrichene Disziplinarstrafen

Bedeutende Tatsachen oder Feststellungen und entsprechende Zeiträume (die diesbezüglichen Anweisungen, die dem Beamten übermittelt und von ihm in Empfang genommen worden sind, müssen beigefügt werden) (8)

II. BEURTEILUNG

		P	V	N
1.	Qualität der Arbeit			
2.	Dynamik			
3.	Teamgeist			

III. EVENTUELLE BEMERKUNGEN DES BEAMTEN

IV. SCHLUSSBETRACHTUNGEN

V. BEWERTUNG

P. Positiv

R. Vorbehaltlich

N. Negativ

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2000 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juni 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

J.-M. SEVERIN

Noten

(1) Der Erlass vom 29. April 1999 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen zur Förderung der Mobilität zwischen den Dienststellen der Regierung und gewissen Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, sowie zwischen diesen Einrichtungen untereinander hat den Artikel 22 aufgehoben, dessen Absatz 2 sich jetzt im Absatz 2 des Artikels 23 befindet.

(2) Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region

(3) 1. Siehe die zweite allgemeine Bemerkung des Gutachtens L21.994/2 vom 12 Mai 1993 über das Projekt, aus dem der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 1993 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region geworden ist, in dem auf eine Regel des Lehrbuches für formale Legistik hingewiesen wird: „In einem gesetzgebenden oder verordnungsmäßigen Text sind die folgenden Angaben auszulassen:

a) die Bestimmungen, deren einzige Gegenstand darin besteht, auf eine Bestimmung höherer Rechtskraft hinzuweisen, *entweder durch Wiedergabe oder durch Paraphrase.*

(4) Siehe insbesondere die Einsprüche Nr. 77.515/VIII in der Sache Grognet G. gegen die Wallonische Region; Nr. 77.516/VIII in der Sache Daumerie L. gegen die Wallonische Region; Nr. 78.109/VIII in der Sache Fontaine gegen die Wallonische Region; Nr. 78.325/VIII in der Sache Crenier J-M. gegen die Wallonische Region; Nr. 79.679/VIII und Nr. 79.680/VIII in der Sache Cormeau gegen die Wallonische Region; Nr. 88.857/VIII in der Sache Khel B. gegen die Wallonische Region.

(5) So, zum Beispiel, sieht der vorerwähnte ursprüngliche Artikel 67 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 vor, dass:

«§ 1 – Die Gehaltskürzung darf nicht länger als drei Monate angewandt werden. Sie beläuft sich auf höchstens zwanzig Prozent des Bruttogehalts.

§ 2 – Die Region garantiert dem mit einer Gehaltskürzung bestraften Beamten ein monatliches Gehalt, dessen Nettobetrag mindestens dem Mindestbetrag des Existenzminimums entspricht, so wie es aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgesetzt worden ist.

Wenn der Beamte teilzeitbeschäftigt ist, wird der garantierte Betrag im Verhältnis zu der Dauer der Leistungen festgesetzt.».

Was den im Entwurf befindlichen Artikel 67 betrifft, sieht dieser fortan vor, dass:

«Die Gehaltskürzung darf nicht länger als drei Monate angewandt werden. Sie beläuft sich auf die Hälfte des Barentlohnungsanteils, der in Artikel 23, Absatz 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer erwähnt ist.

Während der Dauer der einstweiligen Amtsenthebung aus Disziplinargründen erhält der Beamte einen Gehaltsvorschuss, der seinem Gehalt entspricht, welcher um den in Artikel 23, Absatz 2 des vorgenannten Gesetzes vom 12. April 1965 erwähnten Barentlohnungsanteil ermäßigt wird. Die Rückerstattung des Vorschlusses wird über die Zeit verteilt, wobei der monatliche Lohnabzug höchstens demselben Entlohnungsanteil entspricht.».

(6) Von solchen Regelungsverfahren ist abzuraten, wenn – wie hier der Fall ist – die Möglichkeit besteht, dass die Texte häufig abgeändert werden. Aus Gründen der Rechtssicherheit wäre es angebracht gewesen, das Statut des Personals gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses in einem autonomen Text zusammenzuschmelzen.

(7) Der im Entwurf benutzte Ausdruck «des Rangs A4 oder eines höheren Rangs» ist ambivalent.

(8) In dieser Rubrik können unter anderem die festgelegten Ziele und die erreichten Ergebnisse angegeben werden.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1596

[C – 2000/27278]

**8 JUNI 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994
houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest**

VERSLAG AAN DE REGERING

Mevrouw de Minister,

Mijne Heren Ministers,

ALGEMENE INLEIDING

Met het voorontwerp van besluit dat ik de eer heb aan de Regering te mogen voorleggen wordt het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest dat op 26 november 1999 door de Raad van State nietig werd verklaard, herwerkt. Die nietigverklaring kwam tot stand naar aanleiding van de schending van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Met bedoeld regeringsbesluit werd het statuut van de gewestelijke ambtenaren in tamelijk hoge mate gewijzigd, vooral wat betreft de toegangsvoorwaarden tot de betrekkingen (omschrijvingen van de kwalificaties en capaciteiten), de mutatie- en overplaatsingsprocedures, de voorwaarden voor de bevordering naar sommige graden, de datum van inwerkingtreding van sommige benoemingen, de evaluatie- en de tuchtregeling.

De voorgestelde herziening is er één met terugwerkende kracht op 1 maart 1997 (zie artikel 38) : op die datum trad bedoeld besluit immers in werking. In dit geval is de terugwerkende kracht toelaatbaar wegens de vernietigingsgrond (de Raad van State werd niet om advies gevraagd, terwijl de hoogdringendheid als onvoldoende gegrond beschouwd werd) en wegens de negatieve gevolgen van de beslissing tot nietigverklaring op de continuïteit en de goede werking van de openbare diensten.

Meer bepaald wordt ondanks het beginsel dat in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek tot stelregel verheven wordt en dat stelt dat de wet geen terugwerkende kracht heeft, algemeen erkend dat een administratieve overheid die een door de Raad van State nietig verklaarde akte herziet, de nieuwe akte terugwerkende kracht dient te verlenen indien dit nodig blijkt voor de goede werking of de continuïteit van de openbare dienstverlening. In casu betroffen de meeste bepalingen die nietig werden verklaard en die betrekking hadden op de personeelsformatie, het repertorium, de omschrijvingen van de kwalificaties en capaciteiten en de andere voorwaarden voor de toegang tot de betrekkingen, de mutatie-, overplaatsing- en omwisselingprocedures, de duurtijd van de stage, de termijn voor de verlening van de betrekkingen, de evaluatie en de bepaling van de administratieve anciënniteit, bestanddelen die bijdragen tot de ingewikkelde regeling voor het verlenen van betrekkingen. Zonder herziening met terugwerkende kracht zouden de

aan de gang zijnde procedures voor het verlenen van betrekkingen nietig worden, waarbij ook de uitvoering van nieuwe procedures een aanzienlijke vertraging zou oplopen al was het maar door de noodzaak om in een nieuwe personeelsformatie te voorzien en een functieomschrijving op te stellen voor elke betrekking terwijl het regelmatig verlenen van betrekkingen juist noodzakelijk is voor de goede werking en de continuïteit van de openbare dienstverlening.

Voorts valt op te merken dat de nietigverklaring van bepalingen die betrekking hebben op de tuchtregeling een leemte in de regelgeving doet ontstaan waardoor geen nieuwe procedures kunnen worden ingesteld en waardoor de lopende procedures nietig worden; dat het voor de goede werking en de continuïteit van de openbare dienstverlening onontbeerlijk is dat de overheid haar mogelijkheid behoudt om het plichtsverzuim van de ambtenaren te bestraffen.

De voorgestelde herziening is echter niet allesomvattend doordat artikel 31 van het nietig verklaarde besluit, waarin de criteria voor de representativiteit in de raad van beroep worden omschreven, niet aan herziening toe is. De criteria voor de representativiteit in de raad van beroep blijven van kracht zoals ze werden voorzien in de oorspronkelijke versie van artikel 81, § 4, alinea 2, van het statuut van de ambtenaren van het Gewest, de dato 17 november 1994.

Bij een herziening met terugwerkende kracht die omzeggens dezelfde teneur heeft moet wegens de continuïteit en de goede werking van de openbare diensten noodzakelijkerwijs rekening worden gehouden met de brede overeenstemming in verband met de noodzaak om nieuwe hervormingen door te voeren in het statuut van de ambtenaren van het Gewest. Daarom is het nodig gebleken om vormelijk te bepalen (zie artikel 38) dat bedoelde herziening tijdelijk is en doorgevoerd wordt in afwachting van bedoelde hervormingen.

II. ARTIKELGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Zonder herziening zou een wijziging van de personeelsformatie nodig zijn vóór elke vacantverklaring van een betrekking.

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 2

Zou de herziening uitblijven, dan zou voor elke betrekking in de personeelsformatie een functieomschrijving opgesteld moeten worden.

Artikel 3

Door het uitblijven van een herziening zou de mogelijkheid om met behoud van de standplaats te bevorderen zoals voorzien door het nietig verklaarde besluit uitgesloten worden.

Het begrip « administratieve standplaats » wordt vastgesteld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest. De persoonlijke woon- of verblijfplaats moeten zo opgevat worden dat ze alle gevallen inhouden waarin ambtenaren op grond van regelgevende of decreetsbepalingen opgelegd wordt om zich daar te vestigen waar de betrekking bekleedt wordt, namelijk de administratieve standplaats.

Artikel 4

Ook na de herziening wordt de mogelijkheid in stand gehouden om onmiddellijk van niveau 4 naar niveau 2 over te gaan. Die bepaling werd in 1997 ingevoerd om de lijn van de beslissing om diplomavereisten af te schaffen in zowel niveau 3 als niveau 4, door te trekken.

Artikel 5

Met de door de Raad van State geformuleerde opmerking wordt rekening gehouden in artikel 34 van het statuut, waarin bepaald wordt dat « er op de dag van de vacantverklaring van de betrekking moet worden voldaan aan de voorwaarden die de ambtenaar moet vervullen om benoemd te kunnen worden ».

Artikel 6

Artikel 12. — Opmerking 1

De opmerking van de Raad van State wordt opgevolgd door de vaststelling dat vacante betrekkingen aan de ambtenaren betekend worden die door mutatie of overplaatsing benoemd kunnen worden overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Artikelen 7, 13 en 21

De Raad van State merkt op dat de artikelen 14 en 23 enerzijds en anderzijds artikel 6, tweede lid, van het ontwerp elkaar tegenspreken, in die zin dat in de voorwaarden waaraan volgens eerstgenoemde artikelen voldaan moet worden met het oog op een mutatie of overplaatsing de woorden « en aan zijn kwalificatie » geschrapt werden en dat volgens laatstgenoemde mutatie en overplaatsing ondergeschikt worden gemaakt « ... aan het bezit van de kwalificaties en capaciteiten die vereist worden in de omschrijving van de kwalificaties en de capaciteiten ».

Er wordt voorgesteld om geen gevolg te geven aan de opmerking van de Raad van State aangezien er door het afschaffen van de woorden « en aan zijn kwalificatie » in de artikelen 14 en 23 van het ontwerp een gebrek aan samenhang juist vermeden wordt.

In artikel 6, tweede lid, van het ontwerp worden immers de algemene voorwaarden vastgesteld waaraan voldaan moet worden voor de toegang tot een betrekking volgens één van de wijzen voorzien in het huidige artikel 8 van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994. Bijgevolg zou het verwijzen in bedoelde artikelen 14 en 23 van het ontwerp naar de kwalificaties alleen en dus niet naar de kwalificaties en de capaciteiten resulteren in een gebrek aan samenhang met artikel 6, tweede lid.

In artikel 40 van het ontwerp moeten de woorden « en van dezelfde kwalificatie in de zin van artikel 6 » dan weer geschrapt worden zover de omwisseling daar omschreven wordt als de gelijktijdige mutatie of overplaatsing van twee ambtenaren.

Artikel 8

Zonder herziening zou het onmogelijk worden om mutaties toe te kennen wegens sociale of familiale redenen zonder dat er betrekkingen vacant worden verklaard. Mutatieprocedures die op het repertorium gebaseerd zijn zouden ook niet meer georganiseerd kunnen worden.

Artikel 9. — Opmerking 1

Artikel 16

De Raad van State stelt vast dat in het tweede lid van artikel 16, § 1, van het ontwerp afgeweken wordt van de anciënniteitsregel wanneer ambtenaren van rang A4 en hoger voor mutatie in aanmerking komen. De Raad van State heeft vraagtekens geplaatst bij het objectieve criterium dat aangewend wordt met het oog op de mutatie van bedoelde hogere ambtenaren.

Voorgesteld wordt om te blijven werken met de criteria die de Regering nu hanteert wanneer een ambtenaar van rang A4 of hoger benoemd wordt, aangezien bij het invullen van staffuncties uitgesloten moet worden dat in de ingewikkelde procedure die aangewend wordt om uit te zoeken welke ambtenaar het best beantwoordt aan de vereisten van een ambt de deur wordt opengezet voor de risico's die een aanwijzing op basis van anciënniteit alleen met zich kan brengen.

Meer bepaald bestaan de objectieve criteria die de Regering in aanmerking neemt bij de aanwijzing van een ambtenaar van rang A4 of hoger die gemuteerd of overgeplaatst wenst te worden, uit diens aanspraken en verdiensten, wat ook in andere aangelegenheden het geval is, zo bijvoorbeeld voor de bevordering door verhoging in graad van alle ambtenaren van niveau 1.

Artikel 9. — Opmerking 2

Er werd geen gevolg gegeven aan de opmerking van de Raad van State.

Artikelen 10 en 11

Door de herziening wordt vermeden dat er opnieuw een examenvoorwaarde verbonden wordt aan de verhoging naar de rangen D1 en E1.

Artikelen 12 t.e.m. 16

De wijzigingen die de overplaatsingsregeling in 1997 ondergaan heeft, zijn van dezelfde aard als de wijzigingen die de mutatieregeling onderging.

Artikel 12. — Opmerking 1

Zie onder artikel 6.

Artikel 12. — Opmerking 2

In artikel 22, tweede lid (1), worden de aanvragen voor mutatie en overplaatsingen in de rangen A1 en A2 onmiddellijk aan de Regering voorgelegd, waarna laatstgenoemde overeenkomstig de artikelen 16, § 1, en 26 van het statuut de beste gegadigde uitkiest op grond van diens aanspraken en verdiensten.

Artikel 13

Zie onder artikel 7.

Artikel 14

De Raad van State merkt op dat de werkingsregeling van de commissie die de overplaatsingsaanvragen zal moeten behandelen weinig nauwkeurig is omschreven in artikel 24, tweede lid, waarin inzonderheid op de samenstelling van die commissie wordt ingegaan. Het zinsdeel dat door de Raad van State met een opmerking werd voorzien, heeft in de feiten geen problemen opgeworpen.

Bovendien moet gemeld worden dat artikel 24, tweede lid, ondertussen werd vervangen door andere bepalingen krachtens het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op het bevorderen van de mobiliteit tussen de diensten van de Regering en bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en tussen bedoelde instellingen onderling.

Artikel 15

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd, behalve dat het woord « noden » behouden wordt om een samenhangend woordgebruik te waarborgen.

Artikel 16

Zie onder artikel 9, opmerking 1.

Artikel 17

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 18

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 19

Met het oog op de mogelijkheid om de procedures voor het verlenen van betrekkingen in goede banen te leiden, is de herziening van dit artikel belangrijk. Snel is immers gebleken dat de in 1994 vastgelegde termijn van negen maanden daarvoor onvoldoende lang was.

Artikel 20

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikelen 21 t.e.m. 24

De wijzigingen werden in 1997 doorgevoerd om de bepalingen met betrekking tot de omwisseling beter in overeenstemming te brengen met de bepalingen met betrekking tot de mutatie en de overplaatsing. Samen vormen al die bepalingen immers een geheel.

Artikel 21

Zie onder artikel 7.

Artikelen 25 t.e.m. 28

Toen de evaluatieregeling in 1997 gewijzigd werd, was het de bedoeling om voor het toekennen van nieuwe positieve evaluaties een toekenningsstelsel uit te werken waarbij het college niet hoeft samen te komen, tenzij bedoeld college uitdrukkelijk de nieuw toe te kennen evaluatie wil bespreken.

Na 1994 bleek immers snel dat de verplichte, formele en stelselmatige samenkomst van het college een nodeloze energieverstopping inhield daar de evaluatie van de meeste ambtenaren geen problemen opleverde. Dat feit heeft nog niets aan waarachtigheid ingeboet.

Aangezien ambtenaren een positieve evaluatie moeten krijgen om voor een bevordering in aanmerking te komen, wordt door de herziening de mogelijkheid geschapen om bevorderingsprocedures in werking te zetten zonder alle ambtenaren die voor een bevordering in aanmerking komen formeel te moeten evalueren.

Artikelen 29 t.e.m. 31

Op te merken valt dat de tuchtregeling onmogelijk toegepast kan worden door enkel gebruik te maken van de herziene bepalingen van 1994 aangezien de artikelen 75 t.e.m. 77 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsbepalingen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest in 1998 werden opgeheven (2).

Artikel 29

Artikel 66 van het ontwerp

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 67 van het ontwerp

Artikel 31, § 3, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes mag niet zo opgevat worden dat de tuchtschorsing enkel een inhouding op de wedde met zich zou brengen die hoogstens gelijk zou zijn aan de inhouding bedoeld in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon van de werknemers, d.w.z. een inhouding van 20 %.

Wil men het begrip « tuchtschorsing » niet uithollen, dan moet men er immers van uitgaan dat het de geschorste ambtenaar verboden is te werken. En uit de wet van de uitgevoerde dienst vloeit voort dat ambtenaren die hun dienst niet waarnemen, geen aanspraak op hun wedde kunnen maken.

Bijgevolg moet artikel 31, § 3, worden opgevat als een maatregel om de inhouding van wedde die met de tuchtschorsing gepaard gaat, in de tijd te spreiden zodat verhinderd wordt dat ambtenaren plotseling zonder bestaansmiddelen komen te staan. In die zin werd artikel 67 van het ontwerp opgesteld.

Zo zal een ambtenaar die voor één maand geschorst is 80 % van zijn nettowedde als voorschot uitbetaald krijgen tijdens de maand waarin zijn schorsing loopt. Dat zal ook het geval zijn in de loop van de vier daaropvolgende maanden, totdat het voorschot zo vereffend is. Overeenkomstig het voorschrift uit het koninklijk besluit waarbij de algemene principes worden vastgesteld, zal er dus een deel van de wedde van de ambtenaar in kwestie ingehouden zijn, zonder dat dat bedrag boven het maximumbedrag voorgeschreven in artikel 31, § 3, uit zal zijn gekomen.

Artikel 68 van het ontwerp. — Opmerking 1

De Raad van State merkt op dat er in artikel 68 van het ontwerp niet bepaald is dat de ambtenaar die door zijn hiërarchisch meerdere gehoord wordt, bijgestaan kan worden door een door hem uitgekozen persoon, terwijl artikel 35 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot vaststelling van de algemene principes voorschrijft, zo het hoogste administratieve rechtscollege, dat de ambtenaar in elke stand van de tuchtprocedure zich voor zijn verdediging mag laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Voorgesteld wordt, om geen gevolg te geven aan die opmerking van de Raad van State (3) omdat er juist opzettelijk, d.w.z. om rekening te houden met vroegere opmerkingen van de Raad van State en om de tekst meer samenhang te verlenen, van is afgezien om aan te stippen dat de ambtenaar zich voor zijn verdediging door een persoon naar eigen keuze mag laten bijstaan. Gesteld werd immers dat « bepalingen die er enkel op gericht zijn een bepaling van een hogere waarde in herinnering te brengen door die bepalingen te herhalen of te omschrijven » achterwege gelaten mogen worden. En in het recht van de ambtenaar om in elke stand van de tuchtprocedure bijgestaan te worden door een persoon naar eigen keuze is al uitdrukkelijk voorzien, zoals ook de Raad van State aangeeft, door artikel 35 van voornoemd koninklijk besluit.

Artikel 68 van het ontwerp. — Opmerking 2

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 69 van het ontwerp

Zie onder artikel 68 van het ontwerp, opmerking 1.

Artikel 71 van het ontwerp

Met het oog op het behoud van het onpartijdigheidsbeginsel in het verloop van de tuchtprocedure merkt de Raad van State op dat in het ontwerp van het tweede lid aangegeven moet worden dat het lid van de Regering dat het definitieve voorstel tot sanctie uitgesproken heeft, geen deel uit mag maken van het tweetal regeringsleden dat ambtenaren tegen wie een tuchtprocedure loopt, aan een verhoor mag onderwerpen.

Het hoogste administratieve rechtscollege herinnert er ook aan dat in hetzelfde lid eveneens aangegeven moet worden dat de aldus gehoorde ambtenaar zich mag laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Wat die laatste opmerking betreft, zij verwezen naar de bespreking onder artikel 68 van het ontwerp.

Wat de eerste opmerking aangaat, kan de redenering die in de bespreking onder artikel 68 van het project gevolgd werd, worden herhaald. In artikel 34 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene beginselen wordt bepaald dat de overheid die de tuchtstraf uitspreekt, niet dezelfde mag zijn als die welke haar voorstelt.

Voorgesteld wordt dus om van de herhaling van het beginsel verrat in die bepaling af te zien in artikel 74 van het ontwerp, daar het enkel om een bepaling van een hogere waarde gaat.

Artikel 30

Dat artikel behoeft geen speciale bespreking.

Artikel 31

Artikel 94 van het ontwerp

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 95 van het ontwerp

Het « proces-verbaal bedoeld in artikel 92 » dient te worden opgevat als het proces-verbaal van afstand of niet-verschijning, en niet als het proces-verbaal van verschijning. Zoniet wordt artikel 93 van het statuut doelloos.

Zo wordt met de bewoordingen « overmaken van het dossier [daarmee wordt bedoeld : van het proces-verbaal] door de raad van beroep aan de Regering of aan de secretaris-generaal naar gelang van het geval », zoals voorgesteld door de Raad van State, en « ontvangst van het proces-verbaal », zoals in het ontwerp van besluit, naar dezelfde inhoud verwezen.

Artikel 32

Door de herziening van artikel 32, waarmee een interpretatie van artikel 111 van het statuut beoogd werd doordat alle bestaande of voormalige rechtsposities in de diensten van de Regering omvat werden (o.a. de tijdelijke personeelsleden, benoemd op basis van de besluiten van de Regent van 1947 en 1948), wordt de samenhang met artikel 81 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd door het besluit van de Waalse regering van 22 januari 1998, behouden, wat bij de diensten ook alle twijfels weg zal nemen in verband met de noodzaak om de administratieve anciënniteit van alle ambtenaren nogmaals na te kijken.

Er wordt geen gevolg gegeven aan de opmerking van de Raad van State, daar de uitdrukking « statutair » voldoende nauwkeurig is.

Artikel 33

Artikel 121 van het statuut was eigenlijk niet meer dan een lijst zonder enige rechtsregel en werd in 1997 enkel gewijzigd om door een verwijzing de duurtijd van de stage nauwkeuriger te bepalen (zie onder artikel 17).

Artikelen 34 en 35

Deze artikelen behoeven geen bijzondere bespreking.

Artikel 36

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 37

De opmerking van de Raad van State werd opgevolgd.

Artikel 38

De reden waarom een herziening met terugwerkende kracht werd toegepast, werd bij de aanvang van dit verslag uiteengezet.

Er wordt naar de bespreking onder artikel 32 verwezen wat betreft de reden waarom in dit artikel van een bijzondere terugwerkende kracht sprake is.

J.-M. SEVERIN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 februari 2000 door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken van het Waalse Gewest verzocht hem van advies te dienen, binnen een termijn die korter is dan één maand, over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering « tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest », heeft op 7 april 2000 het volgende advies gegeven.

I. Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

Zoals blijkt uit het verslag aan de Regering, worden in het ontworpen besluit wijzigingen opgenomen die aangebracht werden in het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, bij een besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997.

Dit laatste besluit werd bestreden voor de afdeling administratie van de Raad van State op grond o.m. dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet om advies werd gevraagd door de Waalse Regering na toepassing van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Bij arrest nr. 83.670 van 26 november 1999 heeft de afdeling administratie van de Raad van State het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 vernietigd en geoordeeld dat de dringende noodzakelijkheid waarvan sprake in de aanhef niet aan de eisen van het bepaalde van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beantwoordde.

Zonder op het einde van de vernietigingsprocedure voor de Raad van State te wachten, heeft de Regering van het Waalse Gewest op 29 april 1999 een besluit goedgekeurd waarbij nieuwe wijzigingen werden aangebracht in het bovenvermelde besluit van 17 november 1994, rekening houdende met de wijzigingen die reeds op 23 januari 1997 werden aangebracht.

Na inwerkingtreding van het besluit van het Waalse Gewest van 23 januari 1997 werden immers verscheidene beslissingen genomen met een individueel karakter.

Bepaalde beslissingen worden momenteel voor de afdeling administratie van de Raad van State bestreden.

Zoals het verslag aan de Regering erop wijst, werkt het ontworpen besluit terug tot op de dag van inwerkingtreding van het bovenvermelde vernietigde besluit van 23 januari 1997, d.i. tot op 1 maart 1997 « om de goede werking en de continuïteit van de overheidsdienst in stand te houden ».

In het verslag aan de Regering wordt o.m. vermeld :

« ... in casu betroffen de meeste bepalingen die nietig werden verklaard en die betrekking hadden op de personeelsformatie, het repertorium, de omschrijvingen van de kwalificaties en capaciteiten en de andere voorwaarden voor de toegang tot de betrekkingen, de mutatie-, overplaatsing- en omwisselingprocedures, de duurtijd van de stage, de termijn voor de verlening van de betrekkingen, de evaluatie en de bepaling van de administratieve anciënniteit, bestanddelen die bijdragen tot de ingewikkelde regeling voor het verlenen van betrekkingen... »

II. Algemene opmerkingen

1. Weerslag van het ontworpen besluit op de beroepen die voor de afdeling administratie aanhangig zijn

Het ontworpen besluit heeft inzonderheid betrekking op de aanwerving, de bevordering door overgang naar het hogere niveau, de bevordering door verhoging in graad, de mutatie de overplaatsing, de omwisseling en de evaluatie van de personeelsleden van het Waalse Gewest.

Een aantal beroepen zijn momenteel voor de afdeling administratie hangende. Het merendeel betreft beslissingen omtrent bevorderingen of geweigerde mutaties.

Hoewel de ingeroepen middelen over het algemeen betrekking hebben op het gebrek aan redenen voor de genomen beslissingen of de duidelijke beoordelingsfout, berusten bepaalde middelen op de schending van sommige bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997.

Inzonderheid geldt dit voor de artikelen 6, 15, 18, eerste lid, 1°, 33 en 53 tot en met 61, van het bovenvermelde besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 (4).

Deze bepalingen worden ofwel gewijzigd ofwel vervangen door de bepalingen van het ontwerp die momenteel door de Raad van State, afdeling wetgeving, moeten worden onderzocht.

De afdeling wetgeving brengt gewoonlijk geen advies uit over een ontwerp dat een weerslag kan hebben op aan de gang zijnde rechtszaken.

Gezien de beroepen die nog voor de afdeling administratie van de Raad van State hangende zijn, is het niet aan de afdeling wetgeving zich over de ontworpen bepalingen uit te spreken waarvan de schending in deze beroepen wordt aangevoerd.

De afdeling wetgeving van de Raad van State zal bijgevolg afzien van het onderzoek van de artikelen 2, 8, 11, 19 en 25 tot en met 28 van het ontwerp.

2. Weerslag van het terugwerkend karakter op de tuchtregelingen waartegen momenteel geen beroep aanhangig is voor de afdeling administratie

Artikel 37 van het ontworpen besluit zal o.m. tot gevolg hebben dat de tuchtregeling met terugwerkende kracht vanaf 1 maart 1997 hersteld wordt zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, vernietigd bij het bovenvermelde besluit van 26 november 1999.

Er dient echter te worden vastgesteld dat het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 een slotbepaling (artikel 38) omvat waarbij :

« ... De lopende bevorderings- en tuchtprocedures worden voortgezet op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inkrachttreding van dit besluit. »

Hierbij werd duidelijk gesteld dat de nieuwe tuchtregeling slechts toegepast kon worden voor de vorderingen die na 1 maart 1997 ingesteld werden. Daarentegen moesten de oorspronkelijke bepalingen van het bovenvermelde besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 worden toegepast voor de vorderingen die reeds op deze datum ingesteld waren.

Dezelfde bepaling is momenteel in artikel 38 van het ontworpen besluit opgenomen.

Wegens de vernietiging van het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 wordt het geacht nooit te hebben bestaan. Uit deze vernietiging die op 26 november 1999 werd uitgesproken, vloeit voort dat de Waalse Regering de tuchtregelingen slechts op grond van de bepalingen van het bovenvermelde besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 kon aanvatten of voortzetten zoals zij vóór de wijziging ervan bestonden.

De terugwerkende kracht bedoeld in artikel 38 van het ontworpen besluit zou dus wettelijk niet tot gevolg kunnen hebben dat de aangevatte of voortgezette tuchtregelingen « geregulariseerd » worden op grond van vernietigde bepalingen.

Artikel 37 van het ontworpen besluit zou het evenmin mogelijk maken dat tuchtregelingen in de toekomst « op grond van de bepalingen die van toepassing waren vóór de inkrachttreding van het ontworpen besluit » aangezien deze bepalingen door de Raad van State vernietigd werden.

De artikelen 37 en 38 moeten grondig herzien worden in het licht van onderhavige opmerkingen.

Deze aanpassing is des te nodiger dat zowel de tuchtregeling als bepaalde ontworpen tuchtstraffen aanzienlijk verschillen van de oorspronkelijke bepalingen van het bovenvermelde besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 (5).

Specifieke opmerkingen

Aanhef

1. Het derde lid moet worden geschrapt aangezien het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes niet tot de rechtsgronden van het ontworpen besluit behoort.

2. In het vierde lid, dat dan derde lid wordt, moet de vermelding van de wijzigingen die zijn aangebracht tussen 1 december 1994 en 18 januari 1996 worden geschrapt aangezien ze de tekst van het besluit van 17 november 1994 niet hebben aangetast. De goedkeuring van bovenbedoelde teksten, die *ratione personae* enkel toepasbaar zijn op bepaalde instellingen van openbaar nut, is een typisch voorbeeld voor verwijzende regelgeving. Wanneer op die wijze te werk wordt gegaan, ontstaat de *facto* een op zich staande tekst (6).

3. De data waarop de verschillende in de aanhef vermelde formaliteiten werden verricht, moeten worden aangegeven.

Beschikkend gedeelte

Artikel 1

In het tweede lid van het ontworpen artikel 5 moeten de (Franse) woorden « la liste » geplaatst worden na het (Franse) woord « extérieur ».

Artikel 2

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Artikel 3

1. De Raad van State ziet niet in waartoe het derde lid van het ontworpen artikel 7 juist strekt.

Wat betekenen de begrippen « domiciliëring », « persoonlijke verblijfplaats » en « administratieve standplaats » ?

In de ontworpen bepaling moeten die begrippen nauwkeuriger omschreven worden.

2. De gedelegeerd ambtenaar aan wie gevraagd werd om uit te leggen waarom die regel beperkt wordt tot de « gevallen van bevordering binnen niveau 4 », heeft dit bijzondere geval verantwoord door te verwijzen naar de noodzaak « om bevorderingen voor personeelsleden die een bescheiden rang bekleden niet de facto uit te sluiten aangezien hun uitzicht op bevordering met toewijzing van een nieuwe administratieve standplaats zeer vaak objectief of, op zijn minst, cultureel gezien tamelijk gering is. Door die bepaling heeft men één van de gevolgen van het ontbreken van de vlakke loopbaan, namelijk de bevordering met behoud van de standplaats, willen opvangen ».

Om te vermijden dat die bepaling aangevochten wordt krachtens het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel, moeten de objectieve criteria waarmee die uitzondering verantwoordt wordt, in het verslag aan de Regering worden beklemtoond.

3. In het tweede lid van het ontworpen artikel 7 moet het (Franse) woord « reproduit » vervangen worden door het (Franse) woord « énonce ».

Artikel 5

Het nummer 4 in het ontworpen artikel 11 voorziet dat het personeelslid dat aanspraak maakt op een bevordering door overgang naar het hogere niveau onder andere « niet onder de dreiging mag staan van een definitieve tuchtstraf die voorgesteld werd voor de vacantverklaring en die niet werd geschrapt ».

In dat opzicht is de tekst bijzonder slecht opgesteld want dubbelzinnig.

Zoals blijkt uit de toelichting van de vertegenwoordiger van de minister, moet die voorwaarde nagekeken worden op het ogenblik van de bevordering.

De ontworpen bepaling moet duidelijk aangeven op welk ogenblik men vast moet stellen of de verschillende voorwaarden die vereist zijn voor de bevordering door overgang naar een hoger niveau vervuld zijn.

Artikel 6

Het huidig artikel 13 van het bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 bevat een regel die lijkt op de regel vervat in het eerste lid van het ontworpen artikel 13.

Toch wordt in de ontworpen regel niet meer voorzien dat de vacante betrekking ter kennis moet worden gegeven aan de personeelsleden die bij mutatie benoemd kunnen worden.

Wat is er van aan ? Hoe wordt dat soort vacante betrekkingen openbaar gemaakt ?

Artikel 7

In het huidig artikel 14 van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994 wordt de mutatie als volgt omschreven :

« ... de overgang van een ambtenaar in een betrekking van een personeelsformatie naar een andere betrekking van dezelfde personeelsformatie die gelijkwaardig is met zijn rang en zijn kwalificatie ».

In de ontworpen bepaling zijn de bewoordingen « en zijn kwalificatie » niet meer terug te vinden.

Nochtans schrijft het tweede lid van het ontworpen artikel 6 voor dat de toegang tot een betrekking op één van de wijzen voorzien in artikel 8 van het statuut, waaronder ook de mutatie op aanvraag van de ambtenaar verstaan wordt, « ongeschikt wordt gemaakt aan het bezit van de kwalificaties en capaciteiten die vereist worden krachtens de omschrijving van de kwalificaties en de capaciteiten, de overgang naar het hogere niveau uitgezonderd... »

In dezelfde bepaling wordt aangegeven dat

« onder 'kwalificatie' wordt verstaan het bezit van één of meer diploma's of getuigschriften bij verwijzing naar bijlage II van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes ».

Als in het ontworpen artikel 6 nu eenmaal voorzien wordt dat het houden van de kwalificaties nodig is voor de mutatie op aanvraag van de ambtenaar, verliest de tekst aan samenhang door het schrappen van de bewoordingen « en zijn kwalificaties » in artikel 14.

Artikel 8

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Artikel 9

1. In het tweede lid van het ontworpen artikel 16, § 1, wordt van de anciënniteitsregel afgeweken wanneer ambtenaren van rang A4 en hoger (7) voor mutatie in aanmerking komen.

De Raad van State stelt vraagtekens bij dat objectieve criterium dat aangewend wordt voor de mutatie van bedoelde hogere ambtenaren.

Uit de schriftelijke antwoorden die de Raad van State heeft mogen ontvangen, blijkt dat men van de mening is uitgegaan « dat bij het invullen van staffuncties uitgesloten moet worden dat in de ingewikkelde procedure die aangewend wordt om uit te zoeken welke ambtenaar het best beantwoordt aan de vereisten van een ambt de deur wordt opengezet voor de risico's die een aanwijzing op basis van anciënniteit alleen met zich kan brengen. »

Met die toelichting wordt niet gewezen op de objectieve criteria die aangewend moeten worden.

Op dat punt moet de ontworpen bepaling worden herzien. Voor de naleving van de grondwettelijke voorschriften inzake gelijkheid en non-discriminatie dienen de objectieve redenen die aangeven waarom de anciënniteitscriteria achterwege worden gelaten en die de in aanmerking te nemen criteria omschrijven, verantwoord te worden.

2. Voorgesteld wordt om de overbodige bewoordingen « om in de vacante betrekking te voorzien » in het ontworpen artikel 16, § 2, tweede lid, te schrappen.

Artikel 11

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 11.

Artikel 12

1. In het ontworpen artikel 22, eerste lid, staat dezelfde regel als de regel die nu toepasselijk is, zonder dat echter voorzien wordt dat de vacante betrekking meegedeeld wordt aan de ambtenaren die voor een benoeming door overplaatsing in aanmerking komen.

Wat is er van aan ? Hoe wordt dat soort vacante betrekkingen openbaar gemaakt ?

2. Wat betreft het ontworpen tweede lid, wordt er voorzien dat wanneer in een vacante betrekking wordt voorzien door overplaatsing, een commissie bedoeld in artikel 24 van het statuut zich moet uitspreken over een voorstel betreffende de gegadigden, met uitzondering van de vacante betrekkingen in de rangen A1 en A2.

De Raad van State plaatst bijgevolg vraagtekens bij de procedure die toegepast wordt voor de vacante betrekkingen in de rangen A1 en A2.

De ontworpen bepaling moet op dat punt duidelijker worden gemaakt.

Artikel 13

Voor deze bepaling geldt dezelfde opmerking als voor de bepaling onder het ontworpen artikel 7.

Artikel 14

In het ontworpen artikel 24 wordt inzonderheid de samenstelling bepaald van de commissie die de overplaatsingsaanvragen zal moeten behandelen.

In die bepaling wordt de werkingsregeling voor die commissie weinig duidelijk omschreven. Zo wordt bijvoorbeeld niet ingegaan op het vereiste ledenaantal.

Op dat punt moet de ontworpen bepaling worden aangevuld.

Artikel 15

Het eerste lid van het ontworpen artikel 25 zou beter als volgt worden gesteld :

« Art. 15. De commissie bedoeld in artikel 24 spreekt zich uit over de verenigbaarheid van de overplaatsingsaanvragen met de vereisten van de dienst. »

Artikel 16

Het ontworpen artikel 26 bevat regels die gelijkaardig zijn aan de regels voorzien in het ontworpen artikel 16.

Er wordt verwezen naar de reeds onder het ontworpen artikel 9 gemaakte opmerkingen.

Artikel 17

In het nieuw ontworpen derde lid van artikel 30 moet de duur van de schorsing van de stage die voortvloeit uit de omstandigheid dat de duur van de periodes bedoeld in artikel 121 van het statuut meer bedraagt dan dertig dagen, nauwkeuriger worden aangegeven. Met andere woorden, wordt de stage geschorst voor een duur die overeenstemt met het totaal van de bovenbedoelde periodes of moeten de eerste dertig dagen daarvan worden afgetrokken ? Op dat punt moet de ontworpen bepaling duidelijker worden gemaakt.

Artikel 18

Met die bepaling wordt voorzien in de vervanging, onder artikel 31, § 2, van het statuut, van de bewoordingen « Wanneer de twee verslagen besluiten » door « Wanneer uit de verslagen blijkt ».

De Raad van State is van mening dat de uitdrukking « Wanneer de twee verslagen besluiten » juridisch juist is aangezien daarin nadrukkelijk besloten wordt tot de ongeschiktheid van de stagiair. De uitdrukking « Wanneer uit de verslagen blijkt » is vager, omdat daarmee bedoeld wordt dat er in de verslagen passages kunnen staan die in het nadeel van de stagiair spelen, zonder dat daarom besloten wordt dat de stagiair niet in de stage is geslaagd.

De ontworpen wijziging is niet bedoeld om bovenvermelde interpretatie ongedaan te maken.

Wat er ook van zij, de tekst moet zo worden opgesteld dat de opstellers van het verslag ertoe verplicht worden een nauwkeurig besluit te kennen te geven.

Artikel 19

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

Artikel 20

In het ontworpen artikel 35 moet het (Franse) woord « sort » viermaal vervangen worden door het (Franse) woord « produit ».

Artikel 21

De Raad van State stelt vast dat er in het ontworpen artikel 40 rekening wordt gehouden met de kwalificaties van de personeelsleden bij omwisselingsprocedures, waarbij de omwisseling wordt omschreven als een samenvallende mutatie of overplaatsing van twee ambtenaren van dezelfde rang en met dezelfde kwalificatie die hun dienstaanwijzingen omwisselen.

De Raad van State plaatst ook hier vraagtekens bij de samenhang tussen die ontworpen bepaling en de ontworpen artikelen 14 en 23 waarmee de vereiste van de kwalificaties wordt geschrapt.

Artikelen 25 t.e.m. 28

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Artikel 29

Naast algemene opmerking nr. 2 roept deze bepaling nog de volgende bijzondere opmerkingen op.

Ontworpen artikel 66

In die bepaling wordt voorzien dat tuchtstraffen kunnen worden opgelopen,

Door « ambtenaren die zich aan het verzuim van de plichten voorzien bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, schuldig maken... »;

De aldus voorziene plichten worden hoofdzakelijk behandeld in de artikelen 1, § 3, eerste lid, 2° (van een gedrag zijn dat in overeenstemming is met de eisen van het ambt), 3 (verbod om bepaalde feiten aan het licht te brengen), 7 (plicht om hun ambt uit te oefenen op loyale en integere wijze – plicht om de gebruikers te behandelen met begrip en zonder enige vorm van discriminatie) en 8 (plicht om buiten het ambt van een gedrag blijf te geven dat aansluit op dat ambt – het verbod om gratificaties, giften of andere voordelen van de gebruikers te vragen, eisen of ontvangen – en de plicht om zich in te lichten over de evolutie van de technieken en regelgevingen die betrekking hebben op de aangelegenheden die zij behandelen).

Hoewel die plichten over het algemeen zeer ruim worden omschreven, vraagt de Raad van State zich toch af of de ontwerper door enkel naar die plichten te verwijzen het toepassingsgebied van de tuchtregeling al dan niet in wil perken.

De ontwerper moet in het verslag aan de Regering duidelijk aangeven of hij op tuchtrechtelijk vlak eigenlijk de in het strafrecht geldende stelregel « nullum crimen sine lege » in wil stellen.

Indien dit niet zijn bedoeling is, moet van elke verwijzing naar de plichten uit het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene beginselen worden afgezien.

Ontworpen artikel 67

Volgens de bewoordingen van artikel 31, § 3, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratieve en geldelijke statuut geldt :

« De in paragraaf 1 bedoelde schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken ten hoogste voor drie maanden en mag geen aanleiding geven tot een inhouding van wedde die hoger ligt dan die welke bedoeld is bij artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers. »

In het tweede lid van het ontworpen artikel 67 wordt bepaald :

« Tijdens de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel ontvangt de ambtenaar een weddevoorschot gelijk aan zijn wedde verminderd met het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van voornoemde wet. De terugvordering van de voorschot wordt in de tijd gespreid ten belope van een maximale maandelijks inhoud die gelijk is aan hetzelfde deel van het loon. »

Volgens die bepaling moet de ambtenaar die een inhouding van wedde als tuchtstraf opgelegd kreeg, de hele wedde aan de overheid terugbetalen. In artikel 31, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 26 september 1994 wordt de totale inhouding van wedde overeenkomstig artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 beperkt tot één vijfde, en voor het overige mag de ambtenaar zijn wedde behouden.

De ontworpen bepaling moet bijgevolg herbekeken worden, rekening houdende met artikel 31, 3, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 zoals voornoemd.

Ontworpen artikel 68

1. Er wordt aan herinnerd dat het volgende bepaald wordt in artikel 35 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 zoals bedoeld :

« In elke stand van de tuchtprocedure mag de ambtenaar zich voor zijn verdediging laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze. »

In artikel 74, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 wordt het volgende voorzien :

« De ambtenaar wordt vooraf ondervraagd over de feiten. Voor zijn verdediging kan hij zich door de persoon naar eigen keuze laten bijstaan. »

Met artikel 30 wordt deze bepaling echter opgeheven.

Dus moet in het eerste lid van het ontworpen artikel 68 voorzien worden dat de ambtenaar tijdens zijn verhoor door zijn hiërarchisch meerdere zich mag laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Hetzelfde geldt voor het ontworpen vierde lid.

2. In het ontworpen vijfde lid wordt het volgende voorzien :

« Elke ambtenaar die aan een verhoor deelneemt, is tot geheimhouding verplicht. »

De Raad van State plaatst vraagtekens bij strekking en rechtsgrond van die geheimhouding.

Gelet op artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 zoals voornoemd moet elke bekendmaking van feiten die aan de oorsprong liggen van een tuchtrechtelijke vervolging of die te maken hebben met zijn privé-leven, worden verboden.

Op dat punt moet de ontworpen bepaling bijgevolg worden herzien.

Ontworpen artikel 69

In het ontworpen tweede lid moet eveneens worden voorzien dat de ambtenaren die door de directieraad worden gehoord, door een persoon naar eigen keuze bijgestaan mogen worden.

Ontworpen artikel 71

Om het onpartijdigheidsbeginsel te vrijwaren tijdens de tuchtprocedure moet in het ontworpen tweede lid worden aangegeven dat het regeringslid bedoeld in het eerste ontworpen lid, namelijk het lid dat het definitieve sanctievoorstel heeft uitgesproken, geen deel mag uitmaken van het tweetal regeringsleden dat op die wijze aangesteld werd om de ambtenaar te horen.

In hetzelfde lid moet eveneens worden aangegeven dat de aldus gehoorde ambtenaar zich mag laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Artikel 31

Ontworpen artikel 94

Het eerste lid van het ontworpen artikel 94 moet worden ingeleid door de woorden « Zelfs zonder dat een beroep werd ingediend voor de raad van beroep », zodat de woorden « zelfs zonder beroep » na het woord « regering » geschrapt moeten worden.

Ontworpen artikel 95

De Raad van State ziet niet in waarom de termijn van twee maanden ingaat op het ogenblik waarop het proces-verbaal van verschijning bedoeld in artikel 92 van het statuut ontvangen wordt.

Volgens het schriftelijk antwoord dat de Raad van State heeft mogen ontvangen,

Werd de ontvangst van het proces-verbaal door de uitspraak doende overheid gekozen « als ogenblik waarop de termijn ingaat om zodoende een werkelijke termijn van twee maanden toe te kennen aan de overheid die aldus haar beslissing kan overwegen en treffen. »

Toch dient te worden vastgesteld dat in artikel 92 niet nadrukkelijk wordt voorzien in de kennisgeving van het proces-verbaal van verschijning aan de regering of aan de secretaris-generaal.

Zou de termijn niet beter ingaan op het ogenblik waarop het beroepsdossier door de raad van beroep wordt overgemaakt aan de regering of respectievelijk aan de secretaris-generaal ?

Artikel 32

Het besproken artikel heeft als doel de vervanging, in artikel 111 van het statuut, van de woorden « in de hoedanigheid van stagiair en ambtenaar » door de uitdrukking « als statutair ».

Die uitdrukking is echter onnauwkeurig.

Uit de schriftelijke antwoorden die de Raad van State heeft mogen ontvangen, blijkt dat de uitdrukking « als statutair » gekozen werd om rekening te kunnen houden met de diensten die vóór 1992 werden gepresteerd op grond van de besluiten van de Regent van 30 april 1947 tot bepaling van het statuut van tijdelijke ambtenaren en van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijke werkmanspersoneel.

Het bestuur blijkt de bewoordingen « als stagiair of ambtenaar » altijd al in de zin van « als statutair » te hebben geïnterpreteerd, en wel vanaf 1 december 1994, toen het nieuwe statuut in werking trad.

Toch meent de Raad van State de ontwerper attent te moeten maken op artikel 17 van voornoemd koninklijk besluit van 26 september 1994, dat als volgt luidt :

« De stagiair is geen ambtenaar in de zin van dit besluit.

De bepalingen van dit besluit gelden voor de stagiairs voor zover zij uitdrukkelijk op hen toepasselijk verklaard zijn. »

Krachtens de algemene principes wordt de stagiair niet als een statutaire ambtenaar beschouwd.

Het zou beter zijn om de bestaande uitdrukking te behouden. De uitdrukking « als statutair » kan immers worden geïnterpreteerd als « met uitsluiting van de diensten die het personeelslid als stagiair heeft gepresteerd ».

Om aan de bedoeling van de regering tegemoet te komen moet artikel 111 worden aangevuld door specifiek melding te maken van de diensten die vóór 1992 werden gepresteerd.

Artikel 36

De Raad van State ziet niet goed in waartoe die bepaling strekt.

Het zou beter zijn mocht er geschreven staan dat het personeelslid in de rang D2 of E2 van het volgen van die vorming vrijgesteld is, in plaats van « ervan uit te gaan dat het personeelslid de vorming met inzet gevolgd heeft ter voorbereiding van de bevordering door verhoging naar de graad in de rang D1 of E1 ».

Artikel 37

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

Artikel 38

Wat betreft de terugwerkende kracht bedoeld in deze bepaling, zij verwezen naar de algemene opmerkingen nrs. 1 en 2.

De Raad van State plaatst eveneens vraagtekens bij de juiste betekenis van de bewoordingen « en houdt op effecten te sorteren op 31 januari 2001 ».

De vertegenwoordiger van de minister die hierover werd ondervraagd, heeft verduidelijkt dat het de bedoeling van de politieke overheid is om tegen die datum een nieuw statuut uit te werken voor de gewestelijke ambtenaren.

Toch moet de ontwerper er attent op worden gemaakt dat een rechtsbepaling met die inhoud enige rechtsonzekerheid in de hand kan werken.

Indien namelijk het nieuwe statuut op die datum niet in werking zou treden, zou dat betekenen dat de wijzigingen die door het ontworpen besluit aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 zoals voornoemd zouden worden aangebracht, niet meer van kracht zouden zijn.

Zoals er echter al op gewezen werd, heeft de waalse regering een nieuw besluit goedgekeurd op 29 april 1999, waarmee een reeks wijzigingen worden aangebracht aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994, rekening houdende met de bepalingen die reeds werden aangebracht aan het nietig verklaarde besluit van 23 januari 1997 zoals voornoemd.

De Raad van State heeft de grootste bedenkingen bij de verenigbaarheid van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 met de oorspronkelijke bepalingen van het besluit van de Waalse regering van 17 november 1994.

Die bepaling moet helemaal opnieuw worden uitgedacht.

De kamer was samengesteld uit

De heren

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter

P. Lienardy, staatsraden,

P. Quertainmont,

P. Gothot,

J. van Compernelle, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. Vandernacht, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer B. Rongvaux, adjunct-referendaris.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

Voor uitgifte afgeleverd aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken van het Waalse Gewest op 12 april 2000.

**8 JUNI 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994
houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999;

Gelet op het verslag aan de Regering voorgelegd door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 februari 2000;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr 307 van het sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 21 februari 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 10 februari 2000 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 april 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest worden lid 2 en 3 vervangen door volgende leden :

« De personeelsformatie is verdeeld in algemene directies, afdelingen en directies. Zij bepaalt onder meer het aantal betrekkingen van iedere rang in alle centrale diensten en van alle buitendiensten van iedere algemene directie. Het aantal betrekkingen in niveau 4 kan er per algemene directie of, bij gebreke, globaal vastgesteld worden.

Jaarlijks stelt de secretaris-generaal een repertorium op van de betrekkingen per directie en per buitendienst waarin niet voorzien is of waarin zal worden voorzien binnen twaalf maanden. »

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Iedere directieraad bepaalt de voorwaarden voor de toegang tot elke betrekking, overeenkomstig de hierna volgende voorwaarden. De beslissing van de directieraad wordt megedeeld aan de leden van de Regering binnen acht dagen na haar goedkeuring. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving ervan doet het regeringslid dat de beslissing van de directieraad wenst te wijzigen, een voorstel aan de Regering die erover beslist binnen de maand.

Onverminderd artikelen 15, 5e lid, en 25, 4e lid, is de toegang tot een betrekking volgens één van de in artikel 8 bedoelde wijzen onderworpen aan het bezit van de in de kwalificatie- en bevoegdheidsfiche opgenomen kwalificaties en bevoegdheden, met uitzondering van de toegang tot het hogere niveau die enkel afhangt van de vereiste bevoegdheden. De fiche wordt opgesteld overeenkomstig het model in bijlage 1 waarin eventueel bijkomende inlichtingen betreffende de betrekking staan vermeld.

Onder kwalificatie dient te worden verstaan het houden van één of meerdere diploma's of getuigschriften vermeld in bijlage II bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Onder bevoegdheid dient te worden verstaan bijzondere vakkennis of bekwaamheid, inzonderheid de actieve kennis van een vreemde taal, van één of meerdere software, het beschikken over een rijbewijs, het houden van een getuigschrift van bekwaamheid in de bosbouwkunde. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. De Regering kan elke betrekking waarin niet of niet meer voorzien is, binnen zes maanden vacant verklaren.

De vacantverklaring vermeldt de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de voorwaarden voor de toegang tot de betrekking en eventueel, de bijkomende inlichtingen betreffende de betrekking.

In geval van bevordering in niveau 4 of wanneer de betrekking haar titularis verplicht dezelfde woonplaats of hetzelfde persoonlijke verblijf als die van de administratieve standplaats te hebben kan de ambtenaar die een bevordering nastreeft, voor zover hij reeds een gelijkaardige betrekking bekleedt in dezelfde onderafdeling van de personeelsformatie, kiezen tussen de in de vacantverklaring bepaalde administratieve standplaats en het behouden van zijn administratieve standplaats op het ogenblik dat hij zich kandidaat stelt. »

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De bevordering door overgang naar het hogere niveau is de benoeming tot de minst hoge graad van het niveau dat onmiddellijk hoger is dan dat waartoe de ambtenaar behoort, behalve wat betreft het niveau 2 waarin de ambtenaren toegang kunnen hebben tot het niveau 2+ of tot het niveau 1 en het niveau 4 waar de ambtenaren toegang kunnen hebben tot de niveau's 3 of 2 ». »

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. Bevorderd kan worden door overgang naar het hogere niveau, de ambtenaar die aan volgende voorwaarden voldoet :

1° een niveauanciënniteit van minstens vier jaar hebben;

2° een positieve evaluatie beantwoorden;

3° voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen voor overgang naar het hogere niveau geslaagd zijn;

4° geen definitieve tuchtstraf opgelopen hebben, die vóór de vacantverklaring voorgesteld werd en niet geschrapt werd.

Art. 6. Artikel 13, 1e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« Wanneer niet kan voorzien worden in een vacante betrekking door bevordering door overgang naar het hogere niveau wordt erin voorzien bij mutatie ».

Art. 7. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden « en zijn kwalificatie » geschrapt.

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. Alléén de mutatieaanvragen ingediend binnen dertig dagen na de uitgave van het in artikel 5, 3e lid, bedoelde repertorium komen in aanmerking, met uitzondering van degene die gemotiveerd zijn om sociale of familiale redenen.

De mutatieaanvragen worden aan de directieraad voorgelegd, die ze al dan niet verenigbaar verklaart met de behoeften van de dienst van herkomst en met die van de dienst waarvoor de ambtenaar zijn mutatie vraagt.

Indien de ambtenaar sociale of familiale redenen inroept, wordt hij door de sociale dienst gehoord, die een advies geeft ter attentie van de directieraad.

De directieraad verhoort voorafgaand de ambtenaar die zich door een persoon van zijn keuze kan laten bijstaan. Behalve gegronde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de directieraad.

Indien de sociale of familiale redenen gegrond worden verklaard door de directieraad, kan de mutatie toegekend worden in afwijking van artikel 16, § 1, voor een betrekking die niet vacant werd verklaard en die openstaat. »

Art. 9. Artikel 16, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De mutatie wordt door de Regering aan de ambtenaar toegekend die, onder de personen die door de directieraad voorgedragen zijn, de grootste anciënniteit doet gelden.

Nochtans, wat de ambtenaren van rang A4 en hoger betreft, wordt geen rekening gehouden met de anciënniteit.

§ 2. Wanneer niet kan voorzien worden in een vacante betrekking door mutatie, wordt de vacante betrekking ter kennis gebracht van de personeelsleden die in aanmerking komen voor bevordering bij verhoging in graad.

In dit geval wordt een voorstel toegelicht door de directieraad wat betreft de vacante betrekkingen in rangen A3 tot A5. »

Art. 10. In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « toegekend » vervangen door het woord « besloten ».

Art. 11. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Uitgezonderd de bevorderingen tot rangen A1 en A2, bevorderd kan worden door verhoging in graad de ambtenaar die aan volgende voorwaarden voldoet :

1° een ranganciënniteit van ten minste vier jaar tellen;

2° een positieve evaluatie rechtvaardigen;

3° een voorbereidende vorming rechtvaardigen;

4° voor het bevorderingsexamen slagen;

5° geen definitieve tuchtstraf opgelopen hebben, die voorgesteld werd voor de vacantverklaring en niet geschrapt werd.

In afwijking van het eerste lid is het slagen voor het bevorderingsexamen niet vereist voor de bevordering tot rangen A5, B2, C2, D1, D2, E1 en E2.

In afwijking van het eerste lid is het rechtvaardigen van een beroepsopleiding voor een bevordering niet vereist voor de bevordering tot rangen A4, B1 en C1.

De Regering bepaalt de regels voor de organisatie van de voorbereidende vorming en van het bevorderings-examen.

Om tot rang A3 bevorderd te worden, dienen bovendien bijzondere bepalingen verbonden aan de betrokken functie gerechtvaardigd te worden.

Art. 12. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 22. Indien niet kan voorzien worden in een vacante betrekking door bevordering door overgang naar het hogere niveau, mutatie of bevordering door verhoging in graad, wordt erin voorzien bij overplaatsing.

In dat geval, uitgezonderd de vacante betrekkingen in rangen A1 en A2, doet de in artikel 24 bedoelde commissie een voorstel om in de vacature te voorzien. »

Art. 13. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « en zijn kwalificatie » geschrapt.

Art. 14. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 24. Alléén de overplaatsingsaanvragen ingediend binnen dertig dagen na de notificatie van het in artikel 5, 3e lid, bedoelde repertorium komen in aanmerking, met uitzondering van degene die gerechtvaardigd zijn om sociale of familiale redenen. De notificatie van het repertorium doet alle vroeger ingediende overplaatsingsaanvragen vervallen.

De overplaatsingsaanvragen worden aan een uit zes leden bestaande commissie voorgelegd. Iedere directieraad wijst drie leden aan, onder wie de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke, de ambtenaar van rang A1 onder wie de ambtenaar ressorteert en tot wiens bevoegdheid de te begeven betrekking behoort.

Bij staking der stemmen binnen de commissie wordt de aanvraag verworpen. »

Art. 15. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. De in artikel 24 bedoelde commissie spreekt zich uit over de verenigbaarheid van de overplaatsingsaanvragen met de dienstbehoeften.

Wanneer de ambtenaar beroep doet op sociale of familiale redenen wordt hij gehoord door de Sociale Dienst die een advies aan de commissie geeft.

De commissie hoort vooraf de ambtenaar die het wenst en die zich kan laten bijstaan door een persoon van zijn keuze. Behalve gegronde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de commissie.

Indien de commissie de sociale of familiale redenen als gegronnd beschouwt kan de overplaatsing toegekend worden in afwijking van artikel 26 voor een betrekking die niet vacant is verklaard en niet bekleed is. »

Art. 16. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26. De overplaatsing wordt door de Regering toegekend aan de ambtenaar met de grootste anciënniteit onder degenen die door de in artikel 24 bedoelde commissie voorgedragen zijn.

Nochtans, wat de ambtenaren van rang A4 en hoger betreft, wordt er geen rekening gehouden met de anciënniteit. »

Art. 17. Artikel 30, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende leden :

« Voor de berekening van de proeftijdduur wordt rekening gehouden met alle periodes waarin de stagiair in dienst is.

Nochtans wordt de proeftijd geschorst voor een duur gelijk aan de in artikel 121 bedoelde periodes zodra hun volledige duur langer is dan dertig dagen. »

Art. 18. In artikel 31, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « Wanneer de twee verslagen vaststellen » vervangen door de woorden « Wanneer ten minste één van de twee verslagen vaststelt ».

Art. 19. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt het woord « negen » vervangen door het woord « twaalf ».

Art. 20. Artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 35. Bij overgang naar het hogere niveau heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de vacantverklaring van de betrekking.

Bij werving heeft de benoeming uitwerking op de dag van de toelating tot de proeftijd.

In de andere gevallen heeft de benoeming uitwerking op de eerste dag van de maand, die de beslissing tot benoeming volgt.

Indien de betrekking echter nog waargenomen wordt op de datum van de benoeming wordt zij van kracht op de eerste dag van de maand na de datum waarop zij werkelijk niet meer waargenomen is. »

Art. 21. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 40. De omwisseling is de gelijktijdige mutatie of de gelijktijdige overplaatsing van twee ambtenaren met dezelfde rang, die hun respectievelijke aanstellingen uitwisselen. »

Art. 22. Artikel 41, 3e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De directieraad verhoort vooraf de ambtenaar die het wenst en die zich door een persoon van zijn keuze kan laten bijstaan. Behalve gegronde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de directieraad. »

Art. 23. Artikel 42, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De commissie verhoort vooraf de ambtenaar die het wenst en die zich door een persoon van zijn keuze kan laten bijstaan. Behalve gegronde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij geen gehoor geeft aan de oproep van de directieraad. »

Art. 24. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt aangevuld bij een als volgt opgesteld 2e lid :

« Wanneer sociale of familiale redenen door de directieraad erkend worden als gegronnd, kan er afgeweken worden van de anciënniteit. »

Art. 25. Artikel 56, 2e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de laatste aan een ambtenaar toegekende evaluatie positief is en wanneer deze noch één van zijn hiërarchische meerderen aan de secretaris-generaal zijn wens heeft laten blijken dat de evaluatie zou besproken worden vóór de vervaldag van één van de in artikel 54 bepaalde termijnen, wordt het college niet bijeengeroepen en wordt de positieve evaluatie toegekend.

De Regering bepaalt een procedure eigen aan de ambtenaren van rang A1 en A2, alsook aan de andere ambtenaren die niet ressorteren onder twee hiërarchische meerderen met verschillende rangen. »

Art. 26. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 57. De positieve evaluatie stemt overeen met de toekenning van een positieve vermelding voor de drie criteria vermeld op de in bijlage 2 gevoegde evaluatiefiche.

De evaluatie « onder voorbehoud » stemt overeen met de toekenning van de vermelding « onder voorbehoud » voor één of meerdere criteria, voor zover geen negatieve vermelding toegekend werd.

De negatieve evaluatie stemt overeen met de toekenning van de negatieve vermelding voor één of meerdere criteria. »

Art. 27. Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 58. Onverminderd de bepalingen van artikel 56, 2e lid, vindt de evaluatie plaats na een onderhoud tussen het evaluatiecollege en de ambtenaar.

Een verslag van het onderhoud wordt aan de ambtenaar overgemaakt, die het binnen vijftien dagen na de kennisgeving terugstuurt met zijn eventuele opmerkingen.

Het door de ambtenaar geviseerde verslag wordt samen met zijn opmerkingen bij de evaluatiefiche gevoegd. »

Art. 28. Artikel 59, 1e lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Buiten het in artikel 56, 2e lid, bedoelde geval, doet het evaluatiecollege de evaluatiefiche toekomen aan de hiërarchische meerderen met rangen A4, A3 en A2 en aan de secretaris-generaal. »

Art. 29. Artikelen 66 tot 71 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 66. De ambtenaren die hun verplichtingen niet nakomen, kunnen gestraft worden met één van de volgende tuchtstraffen :

- 1° terechtwijzing;
- 2° blaam;
- 3° inhouding van wedde;
- 4° verplaatsing bij tuchtmaatregel;
- 5° tuchtschorsing;
- 6° terugzetting in graad;
- 7° afzetting.

Art. 67. De inhouding van wedde wordt uitgesproken ten hoogste voor drie maanden. Zij heeft betrekking op de helft van het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Tijdens de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel ontvangt de ambtenaar een weddevoorschot gelijk aan zijn wedde verminderd met het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van voornoemde wet. De terugvordering van de voorschot wordt in de tijd gespreid ten belope van een maximale maandelijkse inhoud die gelijk is aan hetzelfde deel van het loon.

De terugzetting in graad bestaat in de benoeming tot een graad die met een voldoende aantal rangen lager is zodat het loon van de ambtenaar daadwerkelijk lager is dan hetgene dat hem zou toekomen. De doorhaling van de tuchtstraf heeft niet zijn herstel in de oorspronkelijke graad als gevolg.

Art. 68. Iedere hiërarchische meerdere van niveau 1 kan een tuchtstrafvoorstel formuleren. Daarbij voegt hij het verslag van het verhoor van de aan de tuchtregeling onderworpen ambtenaar, dat behoorlijk ondertekend wordt door deze, door de ambtenaar die de straf voorstelt en door degene die secretaris was tijdens het verhoor.

De secretaris moet houder zijn van een graad die ten minste gelijk is met die van de ambtenaar onderworpen aan deze regeling.

Het tuchtvoorstel wordt, via de hiërarchische weg, overgemaakt aan de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke, van rang A3 indien het voorstel voorziet in een terechtwijzing of een blaam en aan de secretaris-generaal voor de andere gevallen. Deze bevestigt onmiddellijk de ontvangst ervan aan de aan deze regeling onderworpen ambtenaar en bepaalt het definitieve tuchtstrafvoorstel.

Iedere hiërarchische meerdere die bij het strafvoorstel betrokken is kan er een advies over geven. Hij is hiertoe gehouden indien de aan deze regeling onderworpen ambtenaar het vraagt. In dergelijke gevallen moet hij vooraf en afzonderlijk de ambtenaar verhoren die het voorstel gemaakt heeft en de aan deze regeling onderworpen ambtenaar. Het verslag van deze overeenkomstig lid 1 en 2 uitgevoerde verhoren moet bij het voorstel gevoegd worden.

Iedere ambtenaar die aan een verhoor deelneemt is tot het geheim gehouden van de feiten die de oorzaak zijn van de tuchtstraf of die betrekking hebben op het privé-leven van de ambtenaar onderworpen aan de regeling.

Art. 69. Elk definitief voorstel tot oplegging van een straf door inhouding van wedde, verplaatsing bij tuchtmaatregel, tuchtschorsing, terugzetting in graad of afzetting wordt door de secretaris-generaal aan de directieraad voorgelegd voor advies.

Vooraleer zijn advies te geven verhoort de directieraad de aan deze regeling onderworpen ambtenaar. Behalve gewettigde verhindering wordt hij geacht gehoord te zijn indien hij niet op de uitnodiging van de directieraad ingaat.

Indien de directieraad zijn advies niet gegeven heeft binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de dag waarop de secretaris-generaal het voorstel ontvangen heeft, wordt de tuchtregeling echter voortgezet.

Art. 70. De secretaris-generaal of, indien een terechtwijzing of een blaam voorgesteld wordt, de ambtenaar van rang A2 of, bij gebreke, van rang A3 geeft kennis van het definitieve voorstel, alsook van de adviezen waartoe het aanleiding gegeven heeft, aan de aan deze regeling onderworpen ambtenaar. De ambtenaar kan beroep indienen tegen dit definitieve voorstel bij de kamer van beroep die een gemotiveerd advies geeft voor iedere beslissing van de bevoegde overheid om de straf uit te spreken.

Art. 71. In afwijking van artikelen 68 tot 70 wordt het definitieve strafvoorstel dat opgelegd wordt aan een ambtenaar die, binnen de administratie, onder één enkele hiërarchische meerdere ressorteert, uitgesproken door het lid van de Regering dat bevoegd is voor de aangelegenheden die door de dienst van deze ambtenaar beheerd worden.

De Regering stelt twee van zijn leden aan om de ambtenaar te verhoren en, in dit geval, wordt het advies van de directieraad niet ingeroepen. »

Art. 30. De artikelen 72 tot 75 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 31. Artikelen 93 tot 95 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 93. Wanneer hij het dossier onderzocht heeft, doet de raad van beroep het aan de Regering of aan de secretaris-generaal naar gelang het geval toekomen en voegt er zijn advies en de telling van de stemmen bij.

De raad van beroep geeft tegelijk kennis van het door hem gegeven advies aan de Regering en aan de verzoeker.

Art. 94. De tuchtstraf wordt altijd door de Regering opgelegd, zelfs indien geen beroep ingediend werd bij de raad van beroep, met uitzondering van de terechtwijzing of de blaam die door de secretaris-generaal uitgesproken worden indien hij niet aan het verhoor deelgenomen heeft.

Wanneer de raad van beroep een advies gegeven heeft, betekent de Regering of de secretaris-generaal, naar gelang het geval, hem zijn beslissing.

Art. 95. § 1. De Regering of de secretaris-generaal, naar gelang het geval, doet uitspraak binnen twee maanden na de ontvangst van het in artikel 92 bedoelde verslag.

Indien geen beslissing binnen de in het 1e lid bedoelde termijn genomen wordt, wordt de Regering of de secretaris-generaal, naar gelang het geval, geacht afstand te doen van de maatregel.

§ 2. De bekendmaking van de beslissing vermeldt de bestaande beroepen en de termijn waarbinnen zij uitgeoefend kunnen worden. »

Art. 32. In artikel 111 van hetzelfde besluit worden de woorden « als stagiair en als ambtenaar » vervangen door de woorden « als statutair ».

Art. 33. Artikel 121 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 121. Onder de door de Regering bepaalde voorwaarden krijgt de ambtenaar in actieve dienst verlof :

1° wegens jaarlijkse vakantie en op feestdagen, wegens persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden, dringende familiale redenen, bevalling, ouderschap, opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

2° om een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een Minister of van een Staatssecretaris, of bij het kabinet van de Minister-President of van een lid van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest;

3° om ter beschikking te worden gesteld van de Koning;

4° wegens het verrichten van sommige militaire prestaties in vreedstijd en van diensten bij de civiele bescherming of van taken van openbaar nut op grond van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

5° wegens ziekte of gebrekkigheid;

6° wegens verminderde prestaties, toegestaan na een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid;

7° wegens verminderde prestaties, toegestaan om sociale of gezinsredenen;

8° wegens vakbondsofdrachten in de hoedanigheid van bestendige afgevaardigde;

9° wegens opdracht;

10° wegens werkzaamheden bij een politieke groep die erkend is in een wetgevende vergadering van de Staat, van een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen;

11° wegens sociale promotie en om deel te nemen aan vormingsactiviteiten;

12° wegens onderbreking van de beroepsloopbaan;

13° wegens het afstaan van beenmerg, alsook wegens het begeleiden en het bijstaan van mindervaliden en zieken tijdens georganiseerde vakantiereizen en -verblijven in het binnen- of in het buitenland;

14° om de verrichting van een proeftijd of een proefperiode voor een andere betrekking in de openbare sector of in het onderwijs toe te laten;

15° om de voorstelling van een kandidatuur voor de parlements- of provincieverkiezingen toe te laten. »

Art. 34. In artikel 132, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « voorstel van » ingevoegd tussen de woorden « een » en « verklaring ».

Art. 35. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlagen 1 en 2 opgenomen in de bijlagen A en B bij dit besluit.

Art. 36. De ambtenaar die houder is van een graad van rang D2 of van rang E2 en die zeer regelmatig de tijdens het jaar 1996 door het Ministerie van het Waalse Gewest georganiseerde vorming ter voorbereiding van het controle-examen m.b.t. de beroepsleer gevolgd heeft, wordt vrijgesteld van de verplichting om de vorming ter voorbereiding van de bevordering, door verhoging in graad, tot een graad van rang D1 of van rang E1 te volgen.

Art. 37. De bevorderings- en tuchtprocedures van toepassing vóór 1 maart 1997 worden voortgezet op grond van de bepalingen die van toepassing waren vóór 1 maart 1997.

Art. 38. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1997, met uitzondering van artikel 32, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1994.

Dit besluit houdt op uitwerking te hebben met ingang van 31 januari 2001.

Art. 39. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

BIJLAGE 1

MODELFIGHE VAN DE KWALIFICATIES EN BEVOEGDHEDEN

Ministerie - Instelling van openbaar nut (*) :

Secretariaat-generaal - Algemene directie (*) :

Afdeling :

Directie :

Graad :

Administratieve standplaats :

Kwalificatie(s) :

Bevoegdheid (bevoegdheden) :

Eventueel bijkomende inlichtingen :

(*) : Schrappen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 8 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

BIJLAGE 2

EVALUATIEFICHE

I. IDENTIFICATIE

Naam :

Voornaam :

Graad :

Directie :

Indiensttreding : - als contractueel :
- als ambtenaar :

UITGEOEFENDE FUNCTIE :

Vorige evaluaties (met aanduiding van de beoordelers en de evaluatieperiodes)

Opgelopen en niet-doorgehaalde tuchtstraffen

Belangrijke feiten of vaststellingen en betrokken periodes (aan de ambtenaar gerichte en door hem ontvangen representatieve nota's) (8).

II. BEOORDELINGEN

		P	V	N
1.	Kwaliteit van het werk			
2.	Dynamisme			
3.	Teamgeest			

III. EVENTUELE OPMERKINGEN VAN DE AMBTENAAR

IV. SLOTBESCHOUWINGEN

V. BEOORDELING

P. Positief

V. Voorbehouden

N. Negatief

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2000 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Namen, 8 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

Nota's

(1) Krachtens het besluit van 29 april 1999 tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op het bevorderen van de mobiliteit tussen de diensten van de Regering en bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en tussen bedoelde instellingen onderling werd artikel 22, waarvan het tweede lid nu inhoudelijk in het tweede lid van artikel 23 opgenomen werd, opgeheven.

(2) Besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsbepalingen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

(3) Zie tweede opmerking van advies L21.194/2 d.d. 12 mei 1993 op het ontwerp van besluit en daaruit volgend besluit van de Waalse Regering van 1 juli 1993 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest. Daarin wordt volgende stelregel aangehaald: « In wet of reglement mogen aldus niet voorkomen :

a) bepalingen die er allen op gericht zijn een bepaling van een hogere waarde in herinnering te brengen door die bepaling te herhalen of te omschrijven; ... ».

(4) Zie o.m. de beroepen nrs. 77.515/VIII inzake Grognet G. vs. Waals Gewest; nr. 77.516/VIII inzake Daumerie L. vs. Waals Gewest; nr. 78.109/VIII inzake Fontaine vs. Waals Gewest; nr. 78.325/VIII inzake Crenier J.-M. vs. Waals Gewest; nr. 79.679/VIII en nr. 79.680/VIII inzake Cormeau G. vs. Waals Gewest; nr. 88.857/VIII inzake Khel B. vs. Waals Gewest.

(5) Aldus wordt bijvoorbeeld in oorspronkelijk artikel 67 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 bepaald dat :

« § 1. Inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten hoogste drie maanden. Zij mag niet meer dan twintig procent van de brutowedde bedragen.

§ 2. Het Gewest waarborgt voor de met inhouding van wedde gestrafte ambtenaar een maandelijkse wedde waarvan het nettobedrag ten minste gelijk is aan het bedrag van het bestaansminimum, zoals het bepaald is bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Wanneer de ambtenaar deeltijds werkt, wordt het gewaarborgd bedrag vastgesteld overeenkomstig de duur van de prestaties ».

In het ontworpen artikel 67 wordt voortaan bepaald dat :

« De inhouding van wedde wordt uitgesproken ten hoogste voor drie maanden. Zij heeft betrekking op de helft van het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Tijdens de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel ontvangt de ambtenaar een weddenvoorschot gelijk aan zijn wedde verminderd met het deel van het loon in geld bedoeld in artikel 23, 2e lid, van voornoemde wet. De terugvordering van het voorschot wordt in de tijd gespreid ten belope van een maximale maandelijkse inhoud die gelijk is aan hetzelfde deel van het loon. »

(6) Deze werkwijze wordt afgeraden wanneer – zoals hier het geval is – teksten vaak gewijzigd dreigen te worden. Voor de vrijwaring van de rechtszekerheid ware het beter geweest om in het personeelsstatuut van bepaalde instellingen van openbaar nut te voorzien door middel van een op zich staande tekst.

(7) De in het ontwerp aangewende uitdrukking « rang A4 en hoger » is dubbelzinnig.

(8) In deze rubriek kunnen o.m. de vastgelegde doeleinden en de bereikte doeleinden vermeld worden.